

[REDACTED]

See also information page 34

(Lire la suite page 16.)

Notions

INVESTISSEMENTS
Méthodologie et réglementation

Assemblée Générale
Préparation et tenue
Fonctionnement
Compétences des membres

VERIFICATIONS FISCALES
Introduction
Présentation synoptique
ORDRE DE VERIFICATION CONTABLES DES LITRES
OU EXERCICES DES LITRES

SECTION REVISIONNELLE
Objet de la section
Préparation
La section préalable à la
La section à la fin de l'exercice

VIENT DE PARAÎTRE

voitures : Renault manquerait de R 5 et R 12 vertes.

EUROPE

Italie

L'OUVREMENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE Les partis semblent préférer les candidats « indépendants »

De notre correspondant

Rome. — Dire que la campagne électorale bat son plein en Italie serait excessif : le trépanement de terre du Frioul mobilise les esprits et oblige les hommes politiques à une certaine réserve. D'aucuns ont engagé la bataille par séisme interposé, reprochant aux autorités gouvernementales les carences des secours ou rappelant avec insistance les « bavures » commises après la précédente catastrophe, celle de Salce, en Sicile, il y a huit ans. Le parti communiste notamment n'a pas attendu les funérailles des victimes pour lancer de vives attaques contre la démocratie chrétienne.

La campagne officielle sur les ondes a néanmoins été ouverte, lundi 10 mai, par une intervention télévisée de M. Aldo Moro. Le président du conseil démocrate-chrétien a mis les électeurs en garde contre « les changements radicaux » que pourrait provoquer le vote du 20 juin prochain. Selon lui, la D.C. et cette force centriste de la démocratie chrétienne, c'est autour d'elle que devrait se conclure une alliance gouvernementale à venir.

Le P.C., qui dénonce, dans un

éditorial de l'Unità, cette « sortie dictatoriale et alarmiste », a publié, quant à lui, la liste de ses candidats. Elle se distingue par la grande place (un siège sur dix) faite à des personnalités indépendantes, catholiques notamment. On relève les noms de M. M. Ragnoli la Valle, Piero Fratelli, ancien directeur du Popolo, organe de la D.C., du général Nino Pasti et du pasteur Tullio Vinay, qui anime le centre communautaire en Sicile.

Toutes les formations politiques se sont lancées dans la chasse aux « indépendants ». En première place de ceux-ci figuraient les frères Agnelli, qui sont descendus dans l'arène politique — mais au moment où le parti communiste a mis les électeurs en garde contre « les changements radicaux », c'est le cadet, Umberto, qui se présente, et ce n'est pas sans raison. La liste démocrate-chrétienne, il brigue, le 20 juin, un siège de député à Turin.

Le P.D.G. de Fiat, Giovanni Agnelli, a fait part de sa renom-

ciation dans un bref communiqué. Il reconnaît avoir été sollicité de divers côtés et précise qu'il a « beaucoup réfléchi » à ces propositions. Mais il estime, en fin de compte, que « sa tâche était, plus que jamais, de se consacrer pleinement à l'entreprise dont il est responsable ».

M. Agnelli a donné des explications plus complètes à la Stampa, journal de Fiat : « J'ai cru, affirme-t-il, un jour trop personnellement qu'il n'était pas raisonnable de laisser à d'autres le soin de décider pour moi. Je me suis convaincu que « la bourgeoisie patronale » ne peut être absente « d'un moment politique aussi important ». Il a donc décidé de se présenter. M. Roberto Olivetti se présente à Turin, que M. Baltoni soit candidat à Ferrare et que son propre frère Umberto fasse apparemment de même.

Ce dernier a-t-il court-circuité le P.D.G. de Fiat en lui faisant part de ses intentions ? Certains l'affirment, en soulignant qu'il eût été grotesque que deux Agnelli briguaient simultanément un siège de parlementaire à Turin, sous des couleurs diffé-

rentes de surcroît. L'ainé, Giovanni, a répondu à la Stampa qu'il « n'aurait pu être candidat que dans le parti républicain ». Or son frère cadet a développé une thèse différente dans le même journal en déclarant : « Cette fois, ce sont des décisions de fond. Pour faire de la politique, il faut être présent là où les décisions se prennent » (autrefois, dit la démocratie chrétienne).

M. Umberto Agnelli, qui exerce à Fiat les fonctions de vice-président et d'administrateur délégué, est âgé de quarante ans. Il a toujours mal supporté d'être placé dans l'ombre de son frère, mais sa candidature, si elle se confirmait, pourrait le mettre à son tour aux premiers loges de la politique. Il n'a jamais dissimulé son adhésion aux thèses de M. Fanfani.

Le parti républicain n'a pas attendu l'annonce officielle de cette candidature pour faire part, dans un communiqué, de sa « déception ». Elle est double puisque M. Giovanni Agnelli lui a fait faux bond et que son frère a préféré frapper à la porte d'à côté.

ROBERT SOLÉ

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Scrutin sur fond de crise

Les élections législatives fixées aux 20 et 21 juin suscitent bien des spéculations. La plupart des hebdomadaires reconnaissent que la démocratie chrétienne, au pouvoir depuis trente ans, a commis beaucoup d'erreurs. Mais s'ils prévoient un succès de la gauche et plus particulièrement du parti communiste, ils relèvent qu'une telle victoire n'a pas sans provoquer une remise en cause de certains fondements de l'équilibre international.

Après avoir évoqué le séisme qui a secoué le nord de l'Italie, Enzo Siciliano assure dans L'ESPRESSO que « le sentiment d'effroi qu'éprouvent tous les Transalpains », c'est que « l'Italie va changer ». Il écrit (avec Charles Hadrien, en Italie) que les Italiens « considèrent les élections qui commencent d'envahir la presse. Il n'est question que de « poussées de la gauche ». Rome, où les élections municipales coïncident avec les législatives, aura probablement une municipalité rouge et peut-être même un maire communiste. Oui, l'Italie va changer. Mais pour le meilleur ou pour le pire ? Aucun Italien n'ose se risquer sur cette question. Il se laisse en fait aller aux deux colosses de la vie publique transalpine : la démocratie chrétienne de Benigno Zaccagnini, et le parti communiste d'Enrico Berlinguer. L'Italie se garde ces deux géants fourbir leurs armes pour le combat dont dépend son avenir ».

Sous le titre « Les dignes craquent », INFORMATIONS OUVRIÈRES, tribune libre de la lutte des classes, expose la position d'un d'un de ces « colosses », le P.C.I. : « Même si le suffrage universel en donne [au P.C.I.] la possibilité, [il] ne revendiquera pas la formation d'un gouvernement P.C.I.-P.S.I. [il] ne veut pas changer que la seule possibilité d'un gouvernement d'union nationale intégrant la démocratie chrétienne ».

Pour Pierre Vilain, les élections italiennes sont l'occasion de développer dans LA VIE CATHOLIQUE quelques « remarques » sur les rapports entre communistes et chrétiens. En occupant le devant de la scène, il rappelle l'incompréhension avec le marxisme qu'avait l'idéologie libérale, il note que l'Eglise « ne rejette pas les chrétiens qui choisissent de travailler avec les communistes parce qu'ils estiment que c'est le moyen le plus efficace de promouvoir la justice et de réduire les inégalités. Elle respecte leur liberté. Elle est attentive à leurs interrogations, en leur demandant d'être eux-mêmes attentifs à l'approfondissement de leur foi ».

Dans VALEURS ACTUELLES, Piero Sampieri se fait le promoteur de la démocratie chrétienne. Après avoir estimé qu'en 1948 et 1953 « il lui avait été trop facile de gagner », il note que « la naissance de la formule de centre gauche fut le point de départ d'une longue période d'immobilité (1953 à 1972). Dans les années 60, un pouvoir exercé sous contrôle a amené les démocrates-chrétiens à occuper des positions de plus en plus modérées, à abandonner leur caractère de parti populaire, sans modifier pour autant l'équipe de leurs dirigeants. L'exercice du pouvoir par le parti démocrate-chrétien, et finalement abouti aux abus, puis aux scandales. L'éclatement de la formule de centre gauche a provoqué, en 1972, des élections anticipées. Cependant, celles-ci n'ont pas réellement changé la situa-

tion : à l'immobilité des gouvernements antérieurs a fait suite une succession de quatre cabinets, chacun plus faible que le précédent ».

Dans sa rubrique « L'Essentiel », LE NOUVEAU ÉCONOMISTE souligne, lui aussi, que « la démocratie chrétienne, plus déisée que jamais, a peu d'espoir de remonter la pente. Ce qui ne veut pas dire qu'elle est condamnée à perdre sa place de premier parti italien. Sans un nouveau de Gasperi, on voit mal comment la démocratie chrétienne et l'Italie pourraient s'en sortir autrement que par le « compromis historique » imaginé, il y a déjà longtemps, par Palmiro Togliatti, le prédécesseur de Berlinguer à la tête du P.C.I. En Italie, le temps des alliances « osées » est pour bientôt ».

S'il envisage comme « scénario » possible le « compromis historique », Roger-Xavier Lantier, en évoquant un autre dans L'ESPRESSO, cette hypothèse prévoit « une situation évolutive vers le compromis historique : gouvernement social-démocrate-chrétien avec de plus en plus de soutien communiste, anticommuniste à une entrée future au pouvoir ». Il relève que « malgré les déclarations lambourgniques d'entrée en campagne des députés de base, la direction démocrate-chrétienne ne les rejette plus dans ses épaules. Pourquoi ? C'est qu'il y a beaucoup de risques à laisser le pouvoir aux blocs de gauche », répond-il. D'ailleurs, les « clients » forment la base du parti, et si le pouvoir est ailleurs, les clients subviennent. Déjà, les cadres locaux désertent dans les régions gouvernées par les rouges. Ensuite, une coupure du pays droite-gauche transformera la Di-tchi ipso facto en parti conservateur. Ce que refuse l'actuelle direction du parti, menée par M. Benigno Zaccagnini, un centriste qui a le cœur à gauche ».

L'HYMNE D'ÉTÉ-DIMANCHE souligne que le P.C.I. « a tout fait pour éviter » des élections anticipées. « Car, explique l'hebdomadaire du P.C.I., il considère que ces élections retardent d'au moins les mesures urgentes à prendre pour faire face à la crise sans précédent que traverse l'Italie. La démocratie chrétienne, au pouvoir depuis trente ans, en a fait tout autrement, en portant sur l'anti-communisme qu'elle ne va pas manquer d'utiliser pendant la campagne pour stopper l'avancée du P.C.I. La D.C. usera, et abusera, aussi des menaces américaines : « Communistes au gouvernement : plus de crédits ! ».

Patrick Rotman développe cette idée dans POLITIQUE-HEBDO. Il note que l'Italie « se constitue un état d'urgence ». On pourra juger sur pièces, écrit-il, des mille et une folies dont use l'impérialisme et des capacités de riposte de la gauche. Kissinger, qui note l'« impact dévastateur » du communisme italien, a bien saisi l'importance de l'enjeu. Est-ce un hasard si le secrétaire de Lockheed a été aujourd'hui élu à la présidence de la République ? Les États-Unis voudraient précipiter les événements qu'ils ne s'y attendaient pas autrement. Inauguration de l'embassade à Rome, capote, sombre dans le chaos économique. On ne peut rêver, à la Maison Blanche, de meilleur répondeur pour effrayer le reste de l'Europe ».

Pour Pierre Pajo, « l'accession des communistes au pouvoir en Italie, une brèche dans le dispositif de l'OTAN ». On nous le dira pas, poursuit-il dans ASPECTS DE LA FRANCE, royale, sur la relative « indépendance » que le P.C.I. manifeste à l'égard de l'U.R.S.S. Une fois

parvenu à la direction du pays, il s'empresserait de lui donner des gages, militaires ou diplomatiques, ne serait-ce que pour préserver sa relative autonomie à l'égard des États-Unis. Les marxistes remplacent-ils à Naples les navires de la VI^e flotte américaine ?

On peut redouter aussi l'effet de contagion que l'arrivée des communistes au pouvoir en Italie jetterait sur le sud, où, comme chez nous, les « brigades » ont remplacé la « VI^e flotte américaine ».

Georges Montaron affirme dans ÉBÉDO T.C. TÈMOIGNAGE CHRÉTIEN, que « les Américains jettent de l'huile sur le feu en affirmant que l'Italie court le risque d'être dirigée par des communistes. Cela ne correspond à aucune analyse sérieuse de la situation. Le syndicat des démocrates en exprimant la crainte que l'Italie ne rejoigne le camp soviétique. C'est ignorer totalement la nature spécifique de l'Italie et les positions du P.C.I. Mais dans la guerre qui se livre entre les Deux Grands et qui est le seul fait que les Américains veulent considérer, Kissinger use de toutes les armes, les plus grossières comme les moins honnêtes ».

Dans L'ESPRESSO, Aldo de Quercia dénonce le « désordre » de la « situation » actuelle. L'« anarchie » [aujourd'hui] semble aujourd'hui condamnée l'Italie ». Il en veut pour preuve que « les agents du « pouvoir communiste » (car il y a un pouvoir, puisque l'État, la justice et la police ne peuvent rien contre lui) assassinent « à droite » par « incontrôlés » et interposés, en souhaitant ardemment que ces compagnons des victimes passent à la contre-offensive. Cela permet d'audir « pouvoir » de pourriture et d'intensifier sa campagne : contre les désordres et les violences, un seul remède, le parti communiste ».

Si l'on en croit Claude Estier dans L'UNITÉ, hebdomadaire du parti socialiste, « La décision enfin prise d'appeler aux urnes les 14 millions d'électeurs italiens à quelques jours de la situation où, plus exactement, renvoyés à la décision au lendemain du scrutin. Certes, ces six années de campagne électorale et, dans le fait, de vacance du pouvoir, ne sont pas sans avoir eu des effets économiques et financiers graves et préoccupants. Mais on peut penser, en revanche, que l'effacement de la question des partis ou monopoliser l'attention et se substituer à l'escalade de violence qui se développe généralement en Italie lorsque n'apparaît aucune issue politique. Sur le plan social enfin, on doit accorder une certaine importance à l'accord intervenu, la veille de la dissolution de la Chambre, entre les syndicats de la métallurgie, la Fédération nationale prière et l'organisation gérant le secteur public de cette branche ».

André Fays estime qu'une « victoire communiste ne résoudrait pas la crise politique italienne, elle déclencherait la crise économique ». Et, tout de même, il ajoute : « Si le P.C.I. au pouvoir ou associé au pouvoir ne parvient pas à mettre fin à la classe ouvrière au travail, à résoudre les revendications économiques et sociales, il est vraisemblable, il ne parviendrait pas à élever la lutte des classes, aggraver ainsi la situation et la crise, alors la situation nécessaire pour la bourgeoisie le recours à d'autres solutions politiques. Ce peut être le retour en force de la droite, d'autant plus aisément que le P.C.I. aura déjà démolé les traditions et les valeurs de la bourgeoisie, et qu'il aura été le coup d'État militaire, ou au mouvement fasciste. Ce peut être aussi l'utilisation de ces deux

dernières forces pour mettre en place un pouvoir d'État plus autoritaire, moins dépendant des partis, résolvant du même coup le problème politique permanent de la bourgeoisie italienne ».

Reprenant le thème dans TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire du P.S.U., René Lenacore affirme : « Le P.C.I., qui sera certainement majoritaire, et le P.S.I., qui courra au-devant de la victoire, ne devront pas compter sur la docilité de la base ouvrière pour accomplir une gestion démocratique du capitalisme italien qui annule une crise structurelle et une conjonction financière. Le rôle de l'extrême gauche va être capital dans la période qui s'ouvre. Saura-t-elle créer un rapport de forces qui ne laisse pas le P.C.I. libre de tout mouvement, c'est-à-dire de toute alliance de classe avec la démocratie chrétienne, y compris sous le prétexte du « gouvernement d'unité populaire » ?

Marcelle Padovani, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, note que « tout concourt à faire » de ces élections « un référendum pour ou contre les communistes au gouvernement ». Elle relève que malgré tous les signes qui lui sont favorables, le parti d'Enrico Berlinguer est inquiet. Parmi les raisons politiques qu'il explique, cette inquiétude, elle met l'accent sur « l'attitude encore incertaine du parti socialiste ». « Après avoir partagé, observe-t-elle, le pouvoir pendant deux ans avec la démocratie chrétienne, le P.S.I. a marqué, lors de son dernier congrès, une incontestable tournure à gauche, confirmée par les récentes déclarations de son secrétaire général, M. Francesco De Martino, en faveur d'une « phase politique intermédiaire » sans aucune exclusion à gauche. Mais rien ne permet de penser qu'après les élections, s'il passe de 12 à 14 % des suffrages, le parti socialiste, ou certaines forces dans le parti socialiste, ne cherchera pas à construire un « axe rigide » avec la démocratie chrétienne, en laissant de côté le P.C.I. ».

Au-delà des incertitudes inhérentes à tout scrutin, le verdict d'une urne est attendu avec un intérêt d'autant plus grand qu'il peut ne pas apporter de solution à une crise à laquelle il est censé mettre un terme. — A. CH.

Espagne

Manifestations et grèves en Navarre après la mort d'un militant carliste

Estella (Navarre) (A.F.P.). — Quelques huit mille personnes ont défilé silencieusement le lundi 10 mai à Estella, selon les consignes données par le parti carliste, lors de l'enterrement du jeune homme tué dimanche à Montejurra par des militants d'extrême droite.

La quasi-totalité de la population de cette petite ville de la Navarre a ainsi accompagné le cercueil. Les hommes portaient des brassards de deuil et arboraient des ceintures rouges à la boutonnière. Les trois prêtres de la ville ont concélébré l'office, demandant dans leur homélie que les faits soient éclaircis, et réclamant le châtiment des coupables.

Un appel

à « l'opposition démocratique »

Aucun incident n'a été signalé. C'est la princesse Irène, épouse de Charles Hugues de Bourbon-Parme, qui menait le deuil.

La majorité des entreprises de Pamplonne avaient fait grève lundi pour protester contre les incidents de Montejurra. Les banques locales ont suivi le mouvement. Les organisations et partis politiques de gauche, qui étaient présents dimanche à Montejurra, ont protesté lundi, dans un communiqué, contre l'attitude des forces de l'ordre. Ce communiqué est signé par les partis de la Coordination démocratique, auxquels se sont joints le P.C. et le P.S. basques et des formations maoïstes.

D'autre part, M. José Maria de Arellano, ministre espagnol des affaires étrangères, a lancé, le lundi 10 mai, un appel à l'opposition démocratique et espagnole pour ouvrir des négociations sur la mise au point d'un compromis politique.

Selon le ministre, qui parlait

au club politique Siglo 21, la mise au point d'un « pacte national » entre le gouvernement et l'opposition est « le seul chemin pour aller d'un régime autoritaire à la coexistence démocratique ». M. José Maria de Arellano a souligné que ce compromis était possible maintenant, car « il y a eu une période de transition, a-t-il ajouté, il est nécessaire de tenir compte des autres opinions ».

● Dans un communiqué publié lundi matin à Paris par le secrétariat du prince Charles-Hugues de Bourbon-Parme, le parti carliste considère que « le gouvernement espagnol est le responsable direct des incidents de Montejurra, qui a eu lieu, ont écrit, contre la vie d'une personne et provoqué plusieurs blessés. Au cours des semaines précédentes le rassemblement, il a protégé et élé le groupe d'extrémistes et de tueurs qui sont à l'origine des faits ». « Ce groupe, d'ailleurs protégé par la force publique et composé d'un moins cinquante personnes, ajoute le communiqué, a agi impunément contre la foule carliste plus de vingt-cinq mille personnes — qui se dirigeaient, ordonnées et pacifique, vers le sommet de Montejurra. Les auteurs de ces assassinats, après avoir commis leur forfait, ont été protégés par les forces de l'ordre ».

● Il a été démontré que la manœuvre — protégée et dirigée par les organismes officiels pour diviser le carlisme et semer la confusion dans l'opinion publique — n'a fait que prouver l'unité de mouvement autour de son leader, Charles-Hugues et de la ligne politique favorable à la constitution d'un État socialiste fédéral. En conclusion, le parti carliste a appelé à la solidarité avec la famille de la victime.

Allemagne fédérale

APRÈS LA MORT D'ULRIKE MEINHOF

Violentes manifestations à Francfort

Francfort (A.F.P.). — Près d'une vingtaine de policiers ont été blessés, dont un grièvement, au cours des plus violentes affrontements jamais survenus à Francfort.

Sous la conduite d'une vingtaine de manifestants, le visage masqué par des mouchoirs noirs et des pull-overs à col roulé, les protestataires ont érigé des barricades à l'aide de voitures renversées. On entendait les souffrances inhumaines auxquelles ont été soumis les membres du groupe, qu'une opinion abusée par le gouvernement de la République fédérale allemande et la presse internationale s'obstine à appeler la « bande » Baader-Meinhof. De telles pratiques politiques et judiciaires ne rappellent que trop celles du nazisme et sont indignes de régimes qui se prétendent démocratiques. Ils exigent que toute la lumière soit faite sur le sort de Ulrike Meinhof et que cessent les traitements barbares infligés aux autres inculpés ».

● Ont signé : Simone de Beauvoir, Claude Bourdet, François Chatelet, Jean Chesneau, Gilles Deleuze, Marguerite Duras, Jean-Pierre Fauriol, Daniel Guérin, Pierre Halbwachs, Maurice Merleau-Ponty, Claude Mauriac, Olivier Renault d'Allaines, Jean-Paul Sartre, Pierre Vidal-Naquet.

Le porte-parole du parquet de Stuttgart a précisé qu'Ulrike Meinhof avait beaucoup dans sa cellule, mais n'avait aucun texte avant de mettre fin à ses jours.

Pays-Bas

L'affaire Lockheed

LA COMMISSION DES SAGES INNOCENTERAIT LE PRINCE BERNHARD affirme un journal de Rotterdam

La Haye (A.F.P.). — « Le prince Bernhard des Pays-Bas n'a pas reçu d'argent de la société Lockheed », a affirmé lundi matin 10 mai le quotidien néerlandais Algemeen Dagblad (Général). Le journal de Rotterdam révèle que « la commission des trois sages qui enquête sur l'affaire des pots-de-vin — est, après trois mois de travail, déjà très avancée dans ses conclusions et que le gouvernement néerlandais a été informé qu'aucun acte de corruption n'avait été prouvé ». Le journal juge que « la commission a la quasi-certitude que le prince Bernhard n'est pas impliqué dans cette affaire. La seule chose qui pourrait le rapprocher à l'époque de la reine Juliana serait le fait qu'il avait des relations avec des personnes qui, dans l'affaire Lockheed, ont dépassé les limites ». Le porte-parole de la commission gouvernementale a déclaré lundi que la responsabilité de l'information publiée par l'Algemeen Dagblad revêtait entièrement à son rédacteur. Il a ajouté : « La commission n'avait pas à faire de commentaires sur l'article ».

Francis Javitt

Promotion alliances brillantes

Poids 0,80 carat	2.750F
1 -	3.200
1.20 -	3.700
1.50 -	4.600
2 -	5.800
2.5 -	7.000
3 -	9.400

Facilités de paiement.

109 avenue du Général-Leclerc
75014 Paris
540.71.05 et 71.56
Parking assuré

Centre Commercial
Maine-Montparnasse
66 bd du Montparnasse
75015 Paris
Tél. 538.66.52
Parking assuré

13 avenue de Fontainebleau
94270
Le Kremlin-Bicêtre
588.57.87 et 51.81
Parking assuré

5022 من الاموال

AMÉRIQUES

ORAGES SUR LA JAMAÏQUE

II. — La carpe et le lapin

De notre envoyé spécial ALAIN-MARIE CARRON

Dans un premier article, notre envoyé spécial a examiné la situation générale de l'île et le problème particulier du tourisme. Il analyse ici la coexistence difficile entre un secteur privé à orientation libérale et un gouvernement qui se veut socialiste. (— le Monde — du 11 mai).

Kingston. — Rien ne va plus dans les finances jamaïcaines : la grande bourgeoisie expatriée son argent et songe à l'expatriation elle-même. Le *Wall Street Journal*, quotidien des milieux d'affaires américains (premier partenaire de l'île), d'ordinaire plus mesuré, n'hésite pas à affirmer que « le gouvernement du premier ministre Michael Manley est le plus inepte de tous les gouvernements occidentaux qui se prétendent démocratiques ». Pour les économistes libéraux, les initiatives de l'actuelle équipe gouvernementale, où des « travailleurs » comme M. Manley voisinent avec des « gauchistes » comme son conseiller Arnold Bertram, sont aussi stériles que le mariage de la carpe et du lapin. Lorsque le parti de M. Manley, le *People's National Party* (Parti national du peuple, P.N.P.), arriva au pouvoir en mars 1972, l'île était déjà dans la situation précaire d'un pays du tiers-monde sans vrais soutiens. Le rang de la Jamaïque — le cinquième sur les vingt-deux de la zone Amérique latine-Caraïbe — peut aujourd'hui faire illusion sur sa prospérité. Le revenu par tête est de 740 dollars

américains, mais la structure économique du pays est fragile et les perspectives d'avenir limitées. Les principales ressources sont la bauxite, le sucre et la banane. Soumis aux fluctuations conjoncturelles, les bénéfices tirés de ces deux produits sont incertains. La bauxite, même si la production jamaïcaine représente environ 40 % du volume mondial, n'est pas un produit assez « dur », comme le pétrole, pour se prêter à de fructueuses manœuvres d'embarquement. Les importations, 600 millions de dollars jamaïcains (1) en 1973 (40 % du P.N.B.), ne sont couvertes qu'à 58 % par les exportations. Les revenus du tourisme et les revenus supplémentaires tirés depuis 1974 de la bauxite grâce à certaines taxes constituent un complément insuffisant.

Signe le plus évident du retard de l'île, le secteur des services est le principal producteur de valeur ajoutée du pays. La distribution représente 15 % du produit intérieur brut. Les autres compo-

santes du secteur tertiaire, y compris l'administration, représentent 33,2 % de ce PIB (2).

Cette situation constitue en elle-même un handicap permanent. Si ajoutons les effets d'une inflation à deux chiffres, qui a commencé en 1973 (29,5 % de hausse des prix cette année-là à Kingston, 35,2 % dans les campagnes), et du chômage (près de 25 % de la population active).

Les efforts faits par l'équipe de M. Manley n'ont pu guérir ces maux. Le gouvernement a imposé, en juillet 1974, une taxe spéciale aux compagnies américaines en extrayant la bauxite. Cagès sur le prix de l'aluminium aux États-Unis et sur un minimum de production en Jamaïque, elle devait constituer un précieux « ballon d'oxygène », destiné en totalité à alimenter un fonds spécial de développement. Malheureusement, la crise du marché mondial de l'aluminium a amené les sociétés productrices à ralentir l'extraction.

Plus de dépenses, moins de recettes

Toujours pour trouver de nouvelles ressources, mais aussi par choix politique, le gouvernement a considérablement augmenté l'impôt sur les revenus et les taxes indirectes (dans le but avoué de limiter la consommation de biens jugés superflus). Pour juguler l'inflation, les salaires et certains prix ont été gelés, ainsi que les loyers, les importations très sévèrement réglementées, sans résultat visible, sinon d'alarmer la classe possédante. Du coup, les investissements privés ont été découragés ; de nombreux Jamaïcains riches, non seulement des hommes d'affaires mais aussi des membres de professions libérales, quittent le pays.

Les mesures déflationnistes du gouvernement ne suffiraient pas à elles seules à provoquer de tels départs. Ce qui inquiète la grande bourgeoisie jamaïcaine, ce sont les conséquences du « socialisme démocratique » inscrit au pro-

gramme du Parti national du peuple de M. Manley. Pour M. Duncan, secrétaire général du P.N.P., « restructurer l'économie, cela suppose de donner l'assaut aux privilèges d'un petit nombre. Notre but, ajoute-t-il, est de convertir la société jamaïcaine en une société socialiste. Pour l'instant nous ne sommes qu'à mi-chemin d'une entreprise de révolution interne ».

Ces idées ont trouvé un début de réalisation dans divers domaines, notamment celui des ressources naturelles. L'État a pris le contrôle d'une des compagnies de bauxite et lui a racheté de grandes surfaces de terre. L'ensemble des terres à sucre est passé aux mains du gouvernement, qui y développe des expériences de coopératives agricoles.

Dans le même temps le gouvernement mène un vaste programme de modernisation du réseau routier, d'amélioration de la santé

publique et de l'éducation. La part de ce poste dans le budget de l'État a augmenté de 44 % entre 1973 et 1974. Pour alléger le fardeau du chômage, les autorités ont lancé un programme de travaux d'un montant de 53 millions de dollars, qui occupe une dizaine de milliers de personnes, notamment à l'entretien et à l'embellissement des routes et des grandes artères de la capitale. On voit partout de ces cantonniers d'occasion, le plus souvent assis sur l'herbe des fossés, l'air ennuyé et maussade.

Toutes ces mesures ont accru l'endettement de l'État. Pour l'exercice fiscal 1974-1975, il a augmenté de 55,3 % par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses sociales représentent désormais plus de 40 % des dépenses courantes et 20 % des dépenses d'équipement. La dette extérieure publique croît elle aussi très rapidement et le déficit de la balance commerciale s'aggrave.

Le tableau est sombre. Il révèle les contradictions d'une économie où les « dépenses » ont déjà un caractère socialiste alors que les « recettes » restent pour l'essentiel d'ordre capitaliste. Un observateur étranger fait remarquer : « Des réformes conjoncturelles qui ne touchent pas aux structures ne peuvent rien résoudre ». Le responsable d'une importante so-

ciété foncière résume d'un mot le sentiment du secteur privé : incertitude. « Il peut y avoir coopération entre le secteur privé et un État socialiste, dit-il ; encore faut-il que le secteur privé sache exactement quelle est sa place. Pour le moment, il a l'impression que le gouvernement se sert de lui, mais qu'il s'en débarrassera à la première occasion ».

La vie politique jamaïcaine a perdu le verlu britannique qu'elle pouvait avoir en 1962 au lendemain de l'indépendance. Les prochaines élections n'auront lieu qu'en avril 1977, et pourtant plusieurs quartiers ont vécu ces derniers mois dans une telle atmosphère de guerre civile que le gouvernement a dû y imposer un couvre-feu. Les bidonvilles de Trench-Town et quelques autres ont été le théâtre de petites guerillas qui ont fait une dizaine de morts. Elles opposaient les hommes de main du P.N.P. et du Jamaican Labour Party, et du Jamaican People's Party. Les deux camps ont utilisé des provocateurs payés recrutés parmi la pègre. « Dans tous les pays, les hommes politiques ont des contacts avec la pègre, estime le directeur du *Daily Gleaner*, le principal quotidien de l'île, mais à la Jamaïque plus qu'ailleurs, sans doute à cause de l'importance du trafic de drogue ».

Guerre à Tivoli

Nous avons pu accompagner M. Seaga dans un quartier pauvre où une émeute menaçait d'éclater. Le chef de l'opposition, d'origine libanaise, donne toujours l'impression d'être à la fois anxieux et maître de lui. En conduisant sa Range-Rover en direction de Tivoli-Gardens, un groupe de logements sociaux qu'il a fait construire lorsqu'il était ministre du développement et de l'assistance sociale, il nous donne sa version de la crise que traverse l'île.

« Ce qui se passe ici est signifi-

cant. Tivoli est un ensemble de maisons sans étages dont les habitants me soutiennent. Au milieu, pensent une rangée d'immeubles à six étages. Tivoli (ville libanaise). Les occupants sont manipulés par le parti au pouvoir ; ils jettent des bouteilles et des pierres sur les gens de Tivoli. C'est une tentative de provoquer des troubles graves dans une circonscription où mon parti est majoritaire, pour essayer de retourner la population ».

Four lui, la gravité de la situation économique ne fait pas de doute. C'est la banqueroute à brève échéance. Mais le remède qu'il propose paraît bien insuffisant : « Il faut redonner confiance au secteur privé, afin d'obtenir des résultats rapides, qui amorceront un redressement économique ».

Les représentants du gouvernement ne manquent pas de nuancer, et en particulier M. Bertram, parfois décrit comme l'« éminence grise » du premier ministre. Noir d'une trentaine d'années, d'une intelligence aigüe, il affiche une permanence une désinvolture à la limite de la provocation.

Cela ne l'empêche pas de dresser, au pas de charge, un historique de l'évolution récente de la Jamaïque : « En 1968, les États-Unis étaient confrontés à la prise de conscience des Noirs. Une situation qui s'est retrouvée dans les West Indies à travers les mouvements en faveur du « pouvoir noir ». A peu près dans le même temps, la bourgeoisie locale et le grand capital se détachent plus ou moins du J.L.P. (Jamaican Labour Party), qu'ils jugent inefficace. En 1972, c'est la victoire de Michael Manley aux élections, mais tout le monde est à peu près satisfait.

car le slogan des riches est devenu « coopérer avec le P.N.P. » (People's National Party). L'année suivante, l'orientation du gouvernement Manley se précise, les conservateurs commencent à s'agiter.

En 1974, ils amorcent leur contre-attaque en mettant M. Seaga à la tête du J.L.P. Le P.N.P. a pourtant remporté les trois élections partielles qui ont eu lieu depuis. Alors, en 1975-1976, ses adversaires ouvrent une nouvelle phase d'action directe. Ils tentent de déstabiliser l'économie, de susciter des troubles à Trench-Town. On assiste en même temps à une orchestration de la propagande capitaliste et à un accroissement de la présence américaine et de la C.I.A. en Jamaïque.

Quand on le presse de préciser la forme de socialisme que lui et ses amis voudraient instaurer, de quels exemples ils s'inspirent, M. Bertram esquive la question : « Notre situation est originale, elle ne peut être comparée à d'autres ». Il n'en dira pas plus.

C'est se situer le premier ministre Michael Manley dans tout cela ? Il est le fils d'un des cinq « héros nationaux » de la Jamaïque, son père ayant été premier ministre et surtout fondateur du People's National Party. Il passa une jeunesse agréable à l'abri du besoin, avant de se lancer dans la carrière politique par le biais de l'action syndicale. En 1974 et en 1975 ont paru deux recueils rassemblant ses réflexions politiques : il y révèle une grande conscience sociale, un respect avoué pour une partie de l'héritage anglais ; par ailleurs un certain « lionisme ». On le dit fasciné par le pouvoir et pragmatique avant tout. La présence d'hommes comme Bertram ou Duncan, des associations de jeunes de tendance communiste très peu nombreuses mais actives, lui ont fait craindre de se laisser déborder sur sa gauche. Il a « récupéré » ceux-ci, qu'il contrôle par l'instant.

Cependant, un voyage qu'il a fait à Cuba en 1974, remarquable à lui-même, impressionné. De l'avis des correspondants de presse en poste à La Havane, entre lui et Fidel Castro « le courant a passé ». Depuis, M. Manley a entrepris de renforcer les liens avec Cuba. Deux cent cinquante techniciens cubains travaillent en ce moment à la construction d'une école modèle, d'une usine de canaux d'irrigation. Selon des rumeurs de sources américaines, démenties si est vrai par Kingston, Cuba pourrait bientôt entraîner une partie des forces de l'ordre jamaïcaines. S'il était réélu en 1977 à une faible majorité, M. Manley pourrait être tenté de revenir à une politique plus modérée pour assurer son pouvoir. Mais même si son expérience de « socialisme démocratique » se révélait payante sur le plan électoral, il n'est pas sûr qu'il soit prêt à aller aussi loin que le souhaitent les membres les plus à gauche de son équipe. Un orage révolutionnaire l'obligerait en tout cas à choisir entre eux et la bourgeoisie dont il est issu.

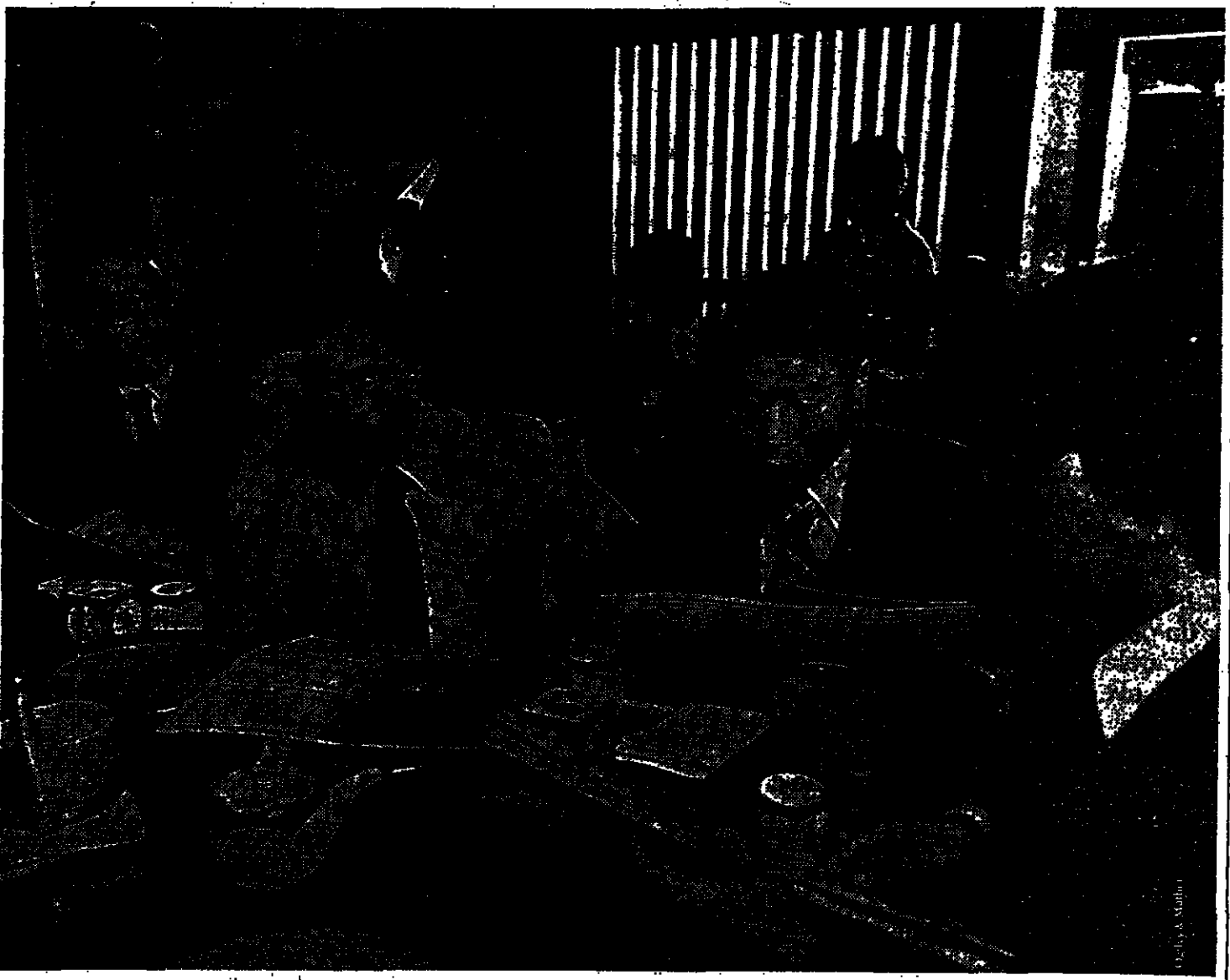
FIN

(1) Inconvertible sur le marché international, le dollar jamaïcain vaut 1,09 dollar américain.
(2) Les parts respectives des secteurs « réels » (produits) sont les suivantes : agriculture 29,5 % (elle emploie pourtant 20 % de la population au travail) ; industrie 14,5 % ; mines 11,4 % ; construction 12,2 %.

COUVRE-FEU A KINGSTON APRÈS DES VIOLENTS AFFRONTEMENTS POLITIQUES

Kingston (Jamaïque) (A.F.P.). — Le couvre-feu a été instauré mardi à Kingston (Jamaïque), après de violents incidents, au cours desquels plusieurs personnes ont été blessées, des maisons, des boutiques et des écoles incendiées.

Les forces de police ont été renforcées. Ces incidents sont dus à l'affrontement de groupes politiques rivaux. Mercredi, le gouvernement et l'opposition se réuniront pour tenter de mettre fin à la violence et au terrorisme.



Quand on a prévu pour un et que le Directeur est trois.

Si vous aviez la Carte American Express vous auriez gardé le sourire devant le nombre et l'appétit gargantuesque de vos invités.

La Carte American Express est acceptée sans plafond limitatif dans des milliers de restaurants, quelle que soit leur catégorie.

Dans tous ces établissements pas besoin d'argent liquide. Signez la note c'est tout.

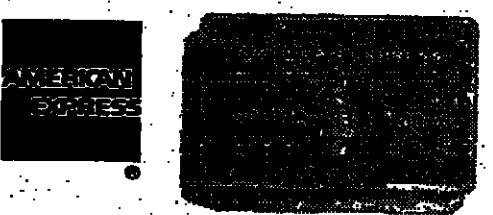
Avec la Carte vous pouvez aussi louer une voiture sans caution. Prendre un billet d'avion. Faire vos achats dans

des milliers de boutiques. Être protégé contre la perte ou le vol sans oublier bien sûr les avantages que vous offrent nos 600 bureaux, filiales et représentants répartis à travers le monde. Avec la Carte, vous recevrez chaque mois un relevé détaillé de vos dépenses. Le tout payable en Francs Français.

Pour demander la Carte prenez un formulaire dans un des établissements affichant l'émblème American Express ou téléphonez au 742.75.00 postes 444 ou 445. Ce simple geste peut simplifier vos voyages.

La Carte American Express
est acceptée comme de l'argent. En France et à travers le monde.

American Express International Banking Corporation - Card Division B.P. 142, 92505 Rueil-Malmaison, France.



« Veuillez me faire parvenir votre dépliant sur les avantages de la Carte American Express »

Nom : _____
Adresse : _____

Bon à adresser à : American Express International Banking Corporation, Card Division, B.P. 142, 92505 Rueil-Malmaison, France.

LES RASTAFARI

Assis à la table d'un « coffee-shop » qui pourrait être de Londres ou de Washington, un Noir d'assez grande taille mange un sandwich au pain de mie. Vêtu d'un anorak, sans doute pour se protéger du froid des climatisés, il parle d'une voix un peu gutturale et basse à deux hommes en complet veston plantés en vis-à-vis, l'un et l'autre paisibles et bien mis.

Lui est sale, incontestablement. Il a des ongles noirs, certains trop longs, d'autres cassés, les yeux rougis d'un larmeur de « gentile ». Son visage est mangé par une barbe sauvage et, surtout, enchevêtrée dans une énorme coiffure raide de crasse, une chevelure de lion noir, d'où s'échappent deux grosses tresses. Les consommateurs qui entrent dans le restaurant lèvent sur lui le doigt d'un regard de curiosité mêlé de respect.

Cet homme qui ne ressemble à personne appartient à un des mouvements les plus étranges de la Jamaïque, le rastafarisme. A la façon, les membres de la secte rastafari incarnent le puritanisme religieux dans un pays où les radios diffusent à toute heure du jour et de la nuit des sermons, mais entre deux spots publicitaires - mais le U.S.A. - ils sont aussi parmi les premiers à avoir retrouvé la fierté d'être Noirs, et quitté le chagrin du Blanc pour en découvrir un autre.

Ils ont estimé, il y a à peu près vingt-cinq ans, que la race noire retournerait un jour au

pay de ses ancêtres, l'Afrique, où chaque homme possède sa vigne et son figuier. Le monde tel qu'il est, ils le dédaignent et l'appellent Babylone. L'autre, le vrai, Jérusalem, se trouve en Ethiopie. De son vivant, ils vénèrent le ras Tafari - le nom que portait l'empereur Haïlé Sélassié avant son couronnement (1) - à l'égal d'un dieu. Celui qu'ils appellent « Ja » est mort, mais « son esprit vit toujours », ainsi que l'affirment de très nombreuses chansons pop, qui sont autant de succès dans les vraies discothèques jamaïcaines.

Peu nombreux, mal connus, les Rastafari ont longtemps fait peur et jouent souvent encore à impressionner la bourgeoisie. Comme tous les groupes marginaux, ils attirent les personnalités qui veulent paraître une folle bénigne, mais aussi des jeunes en quête d'authenticité. Il arrive aux criminels en fuite de se déguiser en Rastafari. Leur statut est incertain, ils sont tantôt persécutés, tantôt admirés. Ils aiment les enfants, ne sont ni soldats ni violents. Dans les bidonvilles de Kingston, ils sont souvent plus industrieux et avertis au commerce que leur entourage. Leur « différence » aide à comprendre de l'intérieur ce que la Jamaïque est. — A.-M. C.

(1) Fils du ras (seigneur) Makonnen, Haïlé Sélassié, dont le prénom était Tafari, prit le titre de ras à la mort de son père et devint le ras Tafari Makonnen avant d'être couronné empereur sous le nom (chrétien) d'Haïlé Sélassié I^{er}. (N.D.L.R.)

حزب من الامل

ASIE

PROCHE-ORIENT

BAHREIN

Le prince héritier de Bahreïn, le prince Khalifa bin Hamad, a été couronné à Manama, capitale de ce petit royaume du Golfe Persique. La cérémonie a été présidée par le roi Hamad bin Isa Al-Khalifa. Le prince héritier a prêté serment devant une assemblée constituante. Le royaume de Bahreïn est un pays à monarchie constitutionnelle, membre de l'Organisation des États du Golfe.

Le prince héritier de Bahreïn, le prince Khalifa bin Hamad, a été couronné à Manama, capitale de ce petit royaume du Golfe Persique. La cérémonie a été présidée par le roi Hamad bin Isa Al-Khalifa. Le prince héritier a prêté serment devant une assemblée constituante. Le royaume de Bahreïn est un pays à monarchie constitutionnelle, membre de l'Organisation des États du Golfe.

HALLIER

Le Hallier est un arbre à croissance rapide, très résistant aux maladies et aux parasites. Il est idéal pour les jardins et les parcs. Le Hallier est un arbre à croissance rapide, très résistant aux maladies et aux parasites. Il est idéal pour les jardins et les parcs.

ction d'Attemplaie

Le Hallier est un arbre à croissance rapide, très résistant aux maladies et aux parasites. Il est idéal pour les jardins et les parcs. Le Hallier est un arbre à croissance rapide, très résistant aux maladies et aux parasites. Il est idéal pour les jardins et les parcs.

PARAIRE

Le Hallier est un arbre à croissance rapide, très résistant aux maladies et aux parasites. Il est idéal pour les jardins et les parcs. Le Hallier est un arbre à croissance rapide, très résistant aux maladies et aux parasites. Il est idéal pour les jardins et les parcs.

LES MISES EN VENTE

Le Hallier est un arbre à croissance rapide, très résistant aux maladies et aux parasites. Il est idéal pour les jardins et les parcs. Le Hallier est un arbre à croissance rapide, très résistant aux maladies et aux parasites. Il est idéal pour les jardins et les parcs.

Vietnam

La «rééducation» est loin d'être terminée

(Suite de la première page.)

Le programme insiste beaucoup sur le nationalisme vietnamien. Il n'y a pas de cours de marxisme-léninisme, ni d'analyse de classe. On sous-entend, à qui nous demandons ce qu'est le socialisme, nous a répondu : « On ne nous l'a pas appris ». Le travail manuel joue un grand rôle dans ces camps. Les généraux ont dû suivre des cours consacrés à la « conception du travail manuel ». Et pour ces derniers, il s'agit surtout de pratiquer le jardinage, si on leur apprend ce qu'ils faisaient autrefois faire par leurs domestiques (reprirent leur panier, cuisiner, faire le ménage), dans les camps ruraux le travail peut être pénible. A Tay-Ninh, il a fallu construire les logements, défricher la forêt avant de planter, tacher de faire produire un sol pauvre aride. Certains sont forgés avec des moyens de fortune, d'autres menues, d'autres récoltent des plantes médicinales et en font des médicaments traditionnels.

Un camp de Tay-Ninh, le spectacle est plus pénible. Une atmosphère de malaise pesait sur la salle de réunion tandis que nous parlions avec des « rééduqués ». Certains étaient inquiets, apeurés, d'autres étaient par cœur une leçon bien apprise. Nos accompagnateurs, surpris, nous firent rencontrer d'autres officiers. Mais, plus tard, l'un d'eux nous dit : « Qu'est-ce que c'est que ce camp où un officier n'est même pas capable de se souvenir de son grade ? »

A Hoc-Mon, chez les généraux, autre son de cloche. Il semblait que ces vétérans de la guerre anticoloniale, certains spécialistes depuis des dizaines d'années de la guerre psychologique, et responsables de la mort d'innombrables révolutionnaires, avaient réussi à se jouer de leurs maîtres. Refusant, comme il leur était proposé, de parler hors de la présence de leur interprète, ils se posèrent en hommes vertueux, soumis à un endoctrinement, et affirmèrent sans conviction qu'ils avaient compris le peuple, la révolution.

Mais la formation d'hommes nouveaux à partir de « fan-tôches rééduqués » est-elle l'aspect principal du hoc tap ? Le fait que ce soit l'armée qui en soit chargée, et non le parti, auquel la tâche aurait dû logiquement revenir, que la décision d'élargissement soit prise au niveau de la zone militaire, indique qu'il s'agit aussi, dans une large mesure, d'un problème de sécurité. Le programme était, semble-t-il, prévu pour une durée plus brève. N'aurait-on pas demandé aux « élèves » de ne prendre vêtements et provisions que pour un mois ? « Notre politique se fonde sur des réalités objectives. Elle a été modifiée en fonction d'une situation concrète », nous a dit un cadre de haut rang.

Combien de temps ce programme va-t-il se poursuivre. Pendant au moins quelques mois encore, pour les officiers les moins gradés et les moins compromis. Peut-être la réunification officielle du pays sera-t-elle suivie de mesures d'élargissement.

Mais, pour les responsables de l'ancien régime, la détention pourrait être plus longue, comme le laisse à penser ce que nous ont dit les chefs de camps : « Il n'est pas facile de transformer des gens d'un état d'esprit à un autre ; ces gens-là ont été intoxiqués pendant trente ans ; l'éducation ne peut être courte ». Pourtant, ils sont pour la plupart entrés en « rééducation » en juin dernier.

Il s'agit donc en fait d'isoler, de garder sous contrôle des éléments dont on se méfie — quitte à juger éventuellement les plus compromis — jusqu'à ce que l'administration se sentira assez forte pour considérer que la situation est sous contrôle. Manquant désespérément de cadres inquiets devant l'ampleur de la tâche de remise en marche du Sud, les responsables hésitent à libérer des détenus, au nombre de deux cent mille ou plus — selon des sources très bien informées — venus de toutes les couches de la société et de toutes les régions. Mais c'est surtout Saigon qui est plus de cent mille « élèves ». La meilleure preuve en est que seuls les détenus originaires de province ont droit à des visites régulières de leur famille en plus de la lettre et du colis mensuels. Les Saigonnais n'ont pas encore le droit de rencontrer les leurs, ni de savoir où ils sont. Seuls les plus dévoués parviennent à percer la signification des lettres et des chiffres du code postal.

Il n'est donc pas étonnant que les rumeurs les plus folles se répandent elles ont été provoquées par deux fois de petites manifestations de femmes. On écoute ceux qui parlent, sans en apporter la preuve, d'incidents de morts. Par leur mutisme, les autorités laissent s'accroître l'inquiétude, dont profitent les opposants au régime. « Les familles sont furieuses », nous a dit crûment un officier. Il faut en tout cas reconnaître que les autorités révolutionnaires n'ont pas provoqué ce « bain de sang » que prévoyait les Américains.

PATRICE DE BEER.

LES PREMIERS MINISTRES D'EGYPTE ET DE SYRIE VONT AMORCER UNE RECONCILIATION A RYAD

Le Caire (A.F.P., A.P.J.) — Une réunion ministérielle, destinée à amener une réconciliation entre l'Egypte et la Syrie, se tiendra à Ryad à l'initiative de l'Arabie Saoudite et du Koweït, à annoncé lundi 10 mai, au Caire, M. Ismail Fahmy, vice-président du Conseil et ministre des affaires étrangères égyptiennes.

Les participants à cette réunion seront l'émir Fahd Ibn Abdel Aziz, prince héritier et premier vice-président d'Arabie Saoudite, l'émir Jaber Ibn Ahmed El Sabah, prince héritier et premier ministre du Koweït, ainsi que les présidents du conseil égyptien et syrien, M. Mamoudh Salem et Mahmoud El Ayoubi.

A l'occasion de leur entrevue, les deux chefs de gouvernement fixeront la date d'un prochain sommet de réconciliation entre les présidents Sadate et Assad.

Les régimes égyptien et syrien ont signé dans une ville saoudienne depuis le mois de septembre 1975, date à laquelle Damas avait condamné l'accord intermédiaire israélo-égyptien du Sinai et accusé l'Egypte de « trahison de la cause arabe ».

En Cisjordanie

LES « COLONS SAUVAGES » DE KADDOUM REFUSENT D'EVACUER LES LIEUX

Les occupants des « colons sauvages » installés à Kaddoum, en Cisjordanie occupée, ont rejeté catégoriquement, lundi 10 mai, la décision du gouvernement israélien, annoncée dimanche, de leur interdire ce site. Au cours d'une conférence de presse tenue lundi sur les lieux, M. Hassan Porath, chef du groupe des colons, a déclaré : « Nous ne sommes pas prêts à quitter ce site, nous ne sommes pas prêts à accepter la décision du gouvernement de transférer les membres du groupe dans quelques semaines en un autre endroit de la Cisjordanie. M. Porath a toutefois ajouté que la seule solution acceptable pour ses amis et lui serait la destruction de cet établissement, mais à condition qu'elle soit située « au cœur de la Samarie » (Cisjordanie du Nord).

Cependant, l'annonce par le gouvernement israélien de son intention de réinstaller les « colons sauvages » de Kaddoum ailleurs en Cisjordanie, a provoqué une vive levée de bouillottes chez les colons. M. Elias Porath, a déclaré que, comme tous les Palestiniens de la rive orientale du Jourdain, il était absolument opposé à l'installation de colons juifs dans les territoires occupés. « Nous exigeons », a-t-il affirmé, « qu'il n'y ait plus d'installation de colonies juives sur la rive occidentale du Jourdain. »

A Jaffa, les Israéliens se sont attaqués lundi à la police israélienne. Cinq policiers et fonctionnaires israéliens ont été blessés et sept Arabes arrêtés. Selon la radio de Tel-Aviv, les manifestations se poursuivent, la destruction de deux hangars illégalement construits par des Arabes chrétiens pour abriter des ateliers de réparation de voitures. Les heurts sont les premiers qui se soient produits à Jaffa. (A.F.P.)

DES EXPERTS DE L'O.M.S. FONT ETAT DE PROGRES DANS LA SITUATION SANITAIRE DES TERRITOIRES OCCUPES

(De notre correspondante.) Genève. — Un comité spécial de trois membres, désigné par l'Organisation mondiale de la santé, a mené une enquête sur la situation sanitaire en Cisjordanie, sur la bande de Gaza, sur les hauteurs du Golan, ainsi qu'au Sinai. Il a rendu public, le 10 mai, son rapport, qui doit être discuté lors de la vingt-neuvième assemblée mondiale de la santé, qui se tient actuellement à Genève. Au terme d'une enquête, approfondie de deux mois, le rapport estime que l'assistance médicale curative et prophylactique s'est améliorée grâce aux progrès, lents mais continus, réalisés. La mortalité des maladies transmissibles a diminué, des progrès ont été réalisés dans le développement de l'infrastructure.

Toutefois, les experts ont constaté le manque d'un plan à long terme, la situation du développement des services sanitaires, ainsi qu'une insuffisance des crédits. Ils ont estimé également qu'en dépit des progrès enregistrés dans la formation du personnel infirmier, la pénurie des cadres persiste.

Après avoir souligné les divers aspects positifs de la situation sanitaire, les experts concluent : « Au-delà de toutes les considérations égoïstes et dénuées, et toutes fondées sur des données techniques et matérielles immédiatement perceptibles, le comité ne pouvait oublier qu'il s'agit de territoires occupés vivant dans un état anormal et éprouvant... »

Liban

La gauche aurait posé des conditions pour reconnaître la validité de l'élection de M. Sarkis

Tandis que le président Sarkis, élu le samedi 8 mai sous les bombes, poursuit ses contacts politiques en attendant la démission de son prédécesseur, M. Soléiman Frangieh, un nouveau « cesse-le-feu », le premier depuis l'élection, est intervenu lundi pour mettre fin aux combats qui faisaient rage depuis la veille dans la montagne libanaise, au cœur du fief électoral des phalangistes, dans la région du Metn.

Ces combats, selon la résistance palestinienne, avaient été déclenchés par les phalangistes pour dégager la voie d'accès à Zahle et désenclaver cette ville chrétienne. La radio de l'opposition affirme de son côté que l'offensive des milices chrétiennes visait à reconquérir Aintour et Tarchiche, sur la route de Zahle, deux localités tombées le mois dernier aux mains des progressistes de M. Kamal Joumblatt, et que cette offensive a été stoppée après de violents affrontements marqués par l'intervention des chars et de l'artillerie lourde.

Sur le plan politique, la gauche n'a pas encore fait connaître sa position à l'égard du nouveau président libanais. Réunis lundi soir sous la présidence de M. Kamal Joumblatt, les représentants du front islam-progressiste ont réaffirmé leur condamnation de principe du scrutin de samedi qui, ont-ils affirmé, constitue « une violation de la volonté populaire ». Un porte-parole a précisé que la position officielle de la gauche serait rendue publique dans la journée de ce mardi. La veille, M. Joumblatt avait annoncé à la presse qu'il avait eu un premier contact téléphonique avec M. Elias Sarkis, sans en révéler la teneur.

Selon certaines informations, le chef de file de la gauche aurait proposé le nouveau président des conditions posées par les partis islam-progressistes pour reconnaître la validité de l'élection de samedi. M. Pierre Gemayel, chef des Phalangies, a déclaré à ce propos : « Si l'élection a lieu, nous aurons imposé moi-même des conditions, et non l'inverse. »

De son côté, le lieutenant Ahmed El Chaïb, créateur de l'Armée du Liban arabe (un-

tes dissidentes de l'armée libanaise), a déclaré : « Notre objectif est le changement radical de la structure même du régime libanais, et le remplacement d'un président de la République par un autre président nous importe peu. »

« Notre position vis-à-vis du nouveau chef de l'Etat sera dictée par ce qu'il fera pour satisfaire les revendications du peuple et pour le règlement de la crise libanaise sur une base d'égalité et de justice sociale, comme le stipule le programme [des partis progressistes] de réformes économiques et sociales. »

● A Washington, le département d'Etat s'est félicité, lundi, de l'élection de M. Sarkis et a assuré que Washington demeure prêt à aider les Libanais à parvenir à une solution politique de leurs problèmes. Il a d'autre part estimé que la Syrie continue à jouer un rôle « constructif » au Liban. Mais il a déclaré ne rien savoir des informations selon lesquelles de nouvelles troupes syriennes — de deux à quatre mille hommes — venaient de pénétrer au Liban (le Monde du 11 mai). — (A.F.P., Reuters.)

● L'Organisation de la jeunesse et des étudiants démocrates arabes (O.D.A.) invite, à l'occasion du 11 mai, jour anniversaire de la mort de Khosrow Rousbeh, héros national de la résistance à l'oppression, tous les partis progressistes, les syndicats, les organisations de jeunesse et d'étudiants, les artistes et les intellectuels français à « apporter leur soutien aux prisonniers politiques libanais, pour défendre la liberté et les droits de l'homme en Iran ». Elle les invite à envoyer des pétitions « exigeant que le gouvernement iranien libère tous ceux qui sont en prison pour leurs idées et leurs activités politiques », à l'adresse suivante : M. Gustav Sobich, Friedenau 3, 4270 Dorsten 3, R.F.A.

(1) B.P. 44, 92 - Saint-Cloud.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● LES AVOCATS DES SABOTEURS qui avaient commis, entre autres, l'attentat contre le journal *El Moudjahid* (le Monde du 10 janvier) viennent d'introduire un recours en faveur des trois accusés condamnés à mort. Le Cour de sûreté de l'Etat a, en effet, rejeté le pourvoi en cassation présenté par la défense au nom de MM. Small Medjber, alias M. Medjber, et André-Noël Cherid. Contrairement à ce que nous avions annoncé après le verdict (le Monde du 5 mars), sur la foi d'informations publiées à plusieurs reprises entre l'arrestation des suspects et leur condamnation, M. Medjber ne s'était pas rendu en France en 1973 et n'avait pu, de ce fait, être l'auteur de l'attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille. A l'époque, l'intéressé se trouvait en Algérie où il était auxiliaire des services de santé. Il n'a été recruté en France par les chefs du réseau qui ont organisé l'attentat contre *El Moudjahid* qu'en novembre 1974. (Corresp.)

Corée du Sud

● UNE ASSOCIATION FRANCO-CORÉENNE a été créée au cours d'une réunion constitutive qui s'est tenue à Paris, lundi 10 mai, en présence de M. Su Hwan-Yun, ambassadeur de la République de Corée (Séoul) en France. M. Robert André Vivien, député ancien combattant du bataillon de Corée, a été élu président de l'Association qui a pour but de faire mieux connaître la Corée en France et de faciliter les voyages de Français dans ce pays (Association France-Corée, bureau des Korean Airlines, 9, bd de la Madeleine, Paris, 75001).

Irak

● UN REMANEMENT MINISTÉRIEL est intervenu lundi 10 mai en Irak. Six personnalités quittent le gouvernement. Neuf nouveaux ministres ont été désignés. Parmi les personnalités qui abandonnent leurs fonctions, figurent MM. Aziz Cherif, ministre d'Etat, Adnan Ayoub Sabri, ministre des transports, et Eshban Ibrahim Al-Chawi, ministre d'Etat pour les affaires étrangères. Est aussi démissionnaire l'un des représentants du P.C. dans le cabinet. Il s'agit de M. Aziz Cherif, qui est âgé. Parmi les nouveaux ministres figurent MM. Izat Moustapha (travail et affaires sociales), Adnan Al-Hamdani (plan) et Abdel-Satar Taher Cherif (transports). — (A.F.P.)

Maroc

● SELON UN COMMUNIQUÉ publié samedi 8 mai par le Front Polisario, plus de cent cinquante soldats marocains auraient été victimes des embuscades et des attaques des maquisards sahraouis depuis le début du mois de mai. Des combats auraient eu lieu notamment à Tan-Tan, dans le Sud marocain, et à Angala. — (A.F.P.)

● UNE CINQUANTAINE DE COOPÉRANTS FRANÇAIS exerçant dans l'enseignement supérieur ont occupé, lundi 10 mai, le bâtiment de la Mission universitaire et culturelle française de coopération. La manifestation a pris fin en début d'après-midi. Les revendications des intéressés ont récemment fait l'objet d'une pétition à l'initiative de l'Association des personnels de l'enseignement supérieur au Maroc représentée en France au Syndicat national des enseignants du supérieur (SNE-Sup). Ce texte s'élève contre « le blocage des titularisations et des changements de corps » et contre « le refus des réintégrations ». Il estime que ces mesures méritent en cause le principe même d'une coopération de qualité. — (Corresp.)

Togo

● DE GRAVES INCIDENTS se sont produits le 2 mai dernier lors du sacre d'un évêque togolais à Lomé, apprend-on dimanche 9 mai à Rome. Pendant l'office de consécration du nouvel évêque d'Atakpame, Mgr Philippe Eossi Epodro, des policiers et des civils ont enfoncé les portes de la cathédrale de Lomé et frappé des fidèles. Interrogé à ce sujet dimanche à Rome, le cardinal Zoungana, archevêque d'Ouagadougou, a déclaré : « Il s'agit d'événements douloureux, sans précédent en Afrique... » (A.F.P.)

Tonga

● LE GOUVERNEMENT NEO-ZÉLANDAIS va enquêter sur le bien-fondé d'une information du journal *Sunday Telegraph* de Sydney indiquant

que les Soviétiques essaieraient d'obtenir des facilités dans le royaume polynésien de Tonga pour leurs flottes de pêche, a déclaré lundi 10 mai M. Muldoon, premier ministre néo-zélandais. Citant le *Tonga Chronicle*, le journal de Sydney avait rapporté que l'ambassadeur soviétique en Nouvelle-Zélande avait déclaré la possibilité d'une aide de Moscou au développement d'un aéroport de Tonga en échange d'une autorisation de mouillage pour bateaux de pêche soviétiques. — (Reuters.)

Tunisie

● LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU FRONT DE LIBÉRATION DE L'ÉRYTHRE, M. Osman Salah Sebbi, qui avait été reçu par le président Bourguiba à Tel-Aviv, a déclaré dimanche 8 mai, à l'occasion d'une conférence de presse, un appel à l'opinion mondiale, et particulièrement aux pays arabes et africains, pour qu'ils viennent en faveur d'une solution pacifique du conflit qui oppose le Front de libération de l'Erythrie « aux plans coloniaux de l'Etat d'Israël ». Il a assuré que la guerre menaçait de s'étendre aux pays limitrophes. — (Corresp.)

● A LA SUITE DES MOUVEMENTS DE GREVE qui se sont développés en Tunisie ces derniers jours, cinq étudiants ont été condamnés, le 10 mai, à cinq autres ont été acquittés par le tribunal correctionnel. Les dix inculpés, arrêtés lors des violents incidents, qui s'étaient déroulés dans un foyer universitaire de la banlieue de Tunis (le Monde du 7 mai) étaient accusés d'atteinte à la dignité du président de la République et du chef du gouvernement, de diffamation à l'égard du chef de l'Etat, d'atteinte à l'ordre public, de manifestation sur la voie publique, d'atteinte au bien d'autrui et de violences graves sur la personne de fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

D'autre part, dans la matinée du 10 mai, des agents des P.T.T. ont entamé une grève à la Recette principale des postes et dans les centres de tri. Ils ont tenté d'occuper la cour de leur ministère, mais les forces de l'ordre les en ont empêchés. La grève est restée partielle. — (Corresp.)

Zambie

● M. SIKETE MWALE, ambassadeur de la Zambie aux Etats-Unis, a été nommé ministre des affaires étrangères le lundi 10 mai. Il succède à M. Rupiah Banda qui a été « autorisé à prendre un congé pour poursuivre ses études ». — (Reuters.)

A CEDER
sur grande armoire
(en plein Paris)
BIJOUTERIE-HORLOGERIE
très belle installation
C.A. + de 1.000.000
écrite : M. CHOPIN "I.D.F."
24, rue de l'Arcade - 75008 PARIS

Ecole des Attachés de Direction EAD

L'EAD vous rend opérationnel. L'EAD vous donne une formation économique de base et vous propose, en outre, cinq options en prise directe sur le développement de l'entreprise :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques

Commerce international. Les candidats titulaires d'une licence ou d'une maîtrise sont admis directement en 2^e année.

Parallèlement à notre formation, il est possible de suivre la préparation au D.E.C.S. (Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures), organisée par un établissement affilié.

EAD
Enseignement supérieur privé
8, rue Saint-Augustin 75002 Paris Tél. 742.66.24 - 742.86.61.

Demandez dès maintenant notre documentation :

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

le nouvel hebdomadaire des spectacles de Paris

Voir

COMEDIE, DANSE, GALA, RESTAURANT, CINEMA, CONCERT, SPECTACLES

L'HEBDOMADAIRE DE SPECTACLES QUI N'A PAS FROID AUX YEUX

EN VENTE CHAQUE MERCREDI DANS TOUS LES KIOSQUES

DIPLOMATIE

Libres opinions Rebuffades

par BERTRAND FESSART DE FOUCAULT

C'est pas le chancelier Schmidt qui a commencé, mais M. Kissinger, avec qui vient de s'entretenir à nouveau le président de la République. Pour autant l'exposé des motifs pour lesquels l'Europe n'a d'intérêt que régional, le secrétaire d'Etat confie à *Business Week*, le 2 janvier 1975, que « le danger que présentent des politiques purement nationales est qu'elles sont manifestement incapables de résoudre les problèmes économiques — tout particulièrement en Europe. Or, à mesure que le sentiment d'impuissance s'accroît, toute la base politique tend à s'effriter. Quel qu'il en soit, le nombre de personnes qui ont voté communiste en Italie, et dans une certaine mesure en France, est demeuré constant et qu'elles qu'elles ont été les conditions économiques. Une proportion substantielle de la population a éprouvé une désaffection suffisamment profonde à l'égard du système, alors même que celui-ci fonctionnait de façon satisfaisante, pour voter communiste afin que les pressions s'exercent sur lui ne s'affaiblissent pas. Quand le nombre des voix communistes augmente, la souplesse du système politique diminue. Un déclin économique de l'Europe aurait donc de sérieuses conséquences politiques » (1). En décembre 1975, M. Kissinger donnait instruction à ses diplomates de faire campagne auprès des socialistes européens pour que, à l'issue, soit éliminé tout concours aux partis communistes d'Europe occidentale. C'est alors la menace, articulée dans les termes mêmes de Foster Dulles quand la France boudait la C.E.D. : « L'engagement américain en Europe perdrait sa base morale si les communistes participaient au pouvoir » (2).

C'est le mot d'ordre. Depuis que les Etats européens ont consenti à signer — au début de l'ère nouvelle — française — la déclaration atlantique de Bruxelles, le 26 juin 1974, la concertation s'est élargie à la politique intérieure. A peine le secrétaire d'Etat américain a-t-il parlé que, pour la première fois, le président de la République se crise en politique intérieure et, à la suite des fâcheuses élections cantonales, met en garde contre « le collectivisme (qui sans le vote du 10 mai 1974) serait au pouvoir en France ». Le chancelier Schmidt calque certes, le 15 avril suivant, l'analyse de M. Kissinger : « Vous savez des partis communistes importants là où, par la force et la puissance, les anciennes structures sociales ont été maintenues pendant des dizaines d'années, au Portugal, en Espagne, en Italie et, dans une certaine mesure, en France, qui a été marquée par l'empire du gauchisme — mais il n'est pas le seul. Pour la première fois, chez nous, un chef d'Etat en fonction se donne la peine, en conférence de presse, de résumer point par point les thèses du congrès récent d'un parti politique.

Les conclusions à tirer sont assez simples. On peut en dégager quatre :

1) Depuis qu'il Rambouillet le président Ford a convaincu ses partenaires occidentaux de la reprise économique américaine, et que celle-ci s'est vérifiée le premier trimestre 1976, la peur des deux côtés de l'Atlantique ne peut plus être économique, au moins momentanément : il faut qu'elle soit politique. L'effarant est qu'aujourd'hui les dirigeants d'Europe occidentale laissent dire que les pays latins ne connaissent pas l'institution du jury ou que « très rarement il y a eu en Europe des gouvernements entièrement légitimes, dans quelque pays que ce soit ».

2) L'extrême mollesse des responsables français devant les dires du chancelier allemand, et que René Audrieu a raison de relever : « On ne saurait dire que le réflexe national soit particulièrement rapide chez M. Giscard d'Estaing et ses amis », tient à la convergence des intérêts français et américains en l'affaire. Le candidat le plus heureux de 1974 n'a gagné que parce qu'il a été réélu le mieux placé pour battre François Mitterrand à la gauche unie. Et depuis les déclarations de Jacques Chirac lors de l'élection partielle du Havre sur la désastre national ainsi évité, l'anticommunisme est dans la majorité plus qu'un syllogisme : il est le seul moyen de gouvernement et le seul thème des discours dominicaux. Aussi le gouvernement ne se contente-t-il pas des dépêches d'agence pour répondre aux approximations allemandes : il lui faut une question à l'Assemblée. Dans la même temps, Jean Sauvagnargues, qui déjà en octobre 1974 (3) avait réitéré les thèmes de la charte atlantique en commission des affaires étrangères à propos de la consultation politique entre les deux rives de l'océan, et même précisé (soulagement !) que l'Europe est « loin d'être sans influence à Washington », récidive devant l'Assemblée entière : ce sont cette fois les mises en garde de M. Kissinger et les précisions du général Haig qu'il reprend au compte du gouvernement.

3) L'Elysée, répétant que la coopération franco-allemande « constitue le fondement indispensable de tout progrès de l'Europe », n'en est pas à essayer sa première rebuffade. Il y en eut sur l'emprunt communautaire, sur les transferts de souveraineté, sur les refus allemands en matière énergétique, agricole et financière malgré les conversations téléphoniques et les dimers imprudents de M. Giscard d'Estaing et de M. Schmidt.

La plus belle rebuffade est l'une des dernières. Au Conseil européen de Luxembourg, le 4 avril dernier, le président de la République, qui n'a pu vendre l'élection européenne à ses pairs malgré sa reculade sur la proportionnalité démographique, propose un communiqué ronflant. Le chancelier allemand le coupe sèchement : « Pas de poésie ! ». Valéry Giscard d'Estaing reste coi, et l'histoire est rapportée immédiatement par le président du minuscule Luxembourg. Heureusement qu'à Paris la grandeur n'est pas confondue avec la boursouflure, car elle est bien plate, la baudruche.

4) Les 8 et 11 novembre 1975, le président de la République sacrifie sur l'autel européen la commémoration de la capitulation du Reich et laisse prévoir « une fête de l'unité européenne ». C'est aujourd'hui le bal anniversaire de cette promesse effarée. Quant à la fête de l'unité européenne, sa date est toute trouvée : c'est celle de l'indépendance des Etats-Unis, le vice-président Rockefeller, de passage à Paris, l'a suggéré, le président de la République passe l'Atlantique à cette occasion, et ce n'est pas le chancelier Schmidt qui y trouvera à redire. Il y a un peu plus de deux ans, dans un instant d'émotion vite atténué, il avait lâché au margé de la conférence énergétique de Washington, où Michel Jobert, pour nous, tenait tête : « S'il faut choisir entre l'Europe et l'Amérique, je choisis l'Amérique, et je le dis bien haut ! ». Même décriée, il y a encore trop de communistes en France, et le souvenir du général de Gaulle y est encore trop fort, pour que la France soit crédible quand elle consent à l'Amérique. C'est bien pourquoi l'Allemagne atlantique la rappelle à l'ordre, et M. Giscard d'Estaing balance tant ses communications.

(1) *Le Monde* du 5 janvier 1975.
(2) *Le Monde* du 22 mars 1976.
(3) *Le Monde* du 10 octobre 1974.

ORE
Ce soir nocturne
jusqu'à 22 h 30
1^{er} 16 MAI 1976 - 10 h - 19 h
Nocturnes les mardis
et vendredis jusqu'à 22 h 30
pour rendre la vie plus gaie.

A l'U.E.O.

La commission politique s'inquiète des conséquences de la détente

La commission des affaires générales, ou commission politique de l'Assemblée de l'U.E.O. (Union de l'Europe occidentale), s'est réunie à Paris pour préparer la session plénière de l'Assemblée qui aura lieu du 14 au 17 juin. Elle a approuvé, lundi 10 mai, en y apportant des modifications mineures, le rapport de Sir Frederick Bennett (conservateur, Royaume-Uni), par trois voix contre une et une abstention. Cette majorité massive, qui comprend les voix des travaillistes anglais, des socialistes allemands et des socialistes hollandais — seul un socialiste français ayant voté contre — révèle le développement parmi les parlementaires européens d'un état d'esprit de plus en plus défavorable à la détente. Le rapport de Sir Frederick Bennett compare en effet les conséquences de la détente à celles de la poli-

tique d'apaisement, à l'époque de Munich. Il souligne la supériorité des forces du pacte de Varsovie sur celles de l'OTAN dans la plupart des domaines. L'impossibilité d'une véritable négociation sur le désarmement, et le caractère décevant des suites des accords conclus à Helsinki, Sir Frederick proteste, d'autre part, contre l'envoi de denrées alimentaires à l'U.R.S.S. Dans son projet de résolution, Sir Frederick Bennett propose de refuser tout nouvel accord entre la C.E.R. et le Conseil, aussi longtemps que l'U.R.S.S. et ses alliés n'accepteront pas une diminution sensible de leurs forces. Il demande aussi d'insister aux parlementaires européens d'être inspirés de l'extérieur l'obligation d'assistance automatique prévue par le traité de l'U.E.O. en cas d'agression directe subie par l'un de ses membres. — J. S.

ENSEIGNEMENT PRIVE RECONNAISSANCE SUPERIEURE
Nadaud
MATHS - SC. PHYSIQUES - BIOLOGIE - FRANCAIS
Recyclage ou mise à niveau des Bach. A, B, C, D,
Préparation à l'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR scientifique
19, rue de Jussieu - Paris (5^e) - 707-13-38 et 707-76-05

SENEGAL
16 jours
2955F

Yogoslavie 8.1.105 F
Turquie 8.1.105 F
Israël 15.1.210 F
Inde-Népal 19.1.515 F
Afghanistan 22.1.750 F
Grèce 15.1.145 F
Tunisie 8.1.95 F
Maroc 8.1.105 F
Algérie 15.1.300 F
Libye 15.1.300 F

paysocor international
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.02
veuillez m'envoyer gratuitement votre brochure "Vacances 76"

des prix pour aller plus loin plus longtemps

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du
Monde

Au sommaire du numéro de mai :

CRISE LIBANAISE ET CONFLIT ISRAËLO-ARABE

Le borborygme libanais (Georges Corm)
La convergence syro-libanaise (Sélim Turki)
La levée palestinienne en Cisjordanie (Arthur Rabob)

LA CLE DE VOUTE DU SYSTEME AMERICAIN

(Noam Chomsky)

TCHAD, PAYS DIVISE

Une « indépendance » qui se conquiert
(reportage de Didier Boussey)

INCERTAIN PORTUGAL (Jean-Pierre Clerc)

« Crise économique » et « crise » des démocraties :
La nouvelle idéologie (C. J.)

Les libertés en Grande-Bretagne (Christian Martin)

EN AMERIQUE LATINE LES CHRÉTIENS ENTRE LA DICTATURE ET LA RÉVOLUTION

(Yves Materna, Christian Lalive d'Epinay, Michel de Certeau,
Gonzalo Arroyo, Julio Silva Solar et Luis Ugaldé)

L'Afrique du Sud spécialisée par des régimes progressistes (René Lefort)
Belances des campagnes de limitation des naissances en Inde et au Bangladesh (Gérard Vialatier)
Au Vietnam, les catholiques dirigent avec le pouvoir révolutionnaire (Régis Turris)
« Une Suisse au-dessus de tout soupçon », de Jean Ziegler
La forme la plus achevée de société capitaliste (Jacques Attali)
« L'Atelier aux armées », de Pierre Gaillois (général Buis)
CINEMA POLITIQUE : Objectifs militants
Le numéro : 5 F
(en vente dans les kiosques)
Abonnement et vente au numéro
5, rue des Italiens, 75427 PARIS - CEDEX 09

POLITIQUE

APRÈS L'ÉLECTION LÉGISLATIVE DE TOURS

M. ROYER : le gouvernement doit combattre le chômage des jeunes

M. Jean Royer a indiqué lundi soir 10 mai au micro de France-Inter qu'il compte notamment inciter le gouvernement à traiter « avec audace l'un des points noirs de la vie collective française : le chômage des jeunes ». Le maire de Tours, qui siégera aujourd'hui sur les bancs de l'Assemblée nationale, a-t-il précisé, suggère d'utiliser des crédits affectés à la formation permanente, d'organiser des stages d'un an dans les services publics, de créer des emplois dans les services sociaux par emploi créé, de chan-

ger complètement l'articulation entre l'université et l'économie, d'organiser une véritable solidarité nationale.

Après avoir assuré que « l'on peut être social sans être socialiste », M. Royer, évoquant sa récente campagne électorale, a déclaré qu'en situant les idées socialistes dans les domaines économique et social, qu'en proposant un autre schéma plus hardi que celui élaboré par l'économie libérale, « la poussée socialiste » a été limitée. Il a attribué son succès au travail en commun de l'équipe municipale qu'il anime, à l'approfondissement, devant les électeurs, des problèmes posés à la nation à travers la vie quotidienne des Tourangeaux, aux excès des adversaires (« ils ont critiqué exagérément nos idées mais nous les avons gagnés ») et au besoin de renouvellement.

Puis il a estimé que la majorité l'emportera dans les prochaines élections, dans la mesure où une part de plus en plus importante des domaines économiques, de la lutte contre le chômage des jeunes, de la protection de l'ordre public et, d'autre part, dans la mesure où elle fera mieux connaître ses initiatives législatives.

M. PONIATOWSKI : un net recul de l'opposition

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a déclaré lundi 10 mai : « L'opposition nous a présenté l'élection de Tours comme un test national. Malheureusement, après les résultats de cette élection, on nous dit : ce n'est pas du tout ça, c'est le succès d'un homme qui était un bon gestionnaire et un bon maître. En réalité, je crois que c'est la déroute. M. Royer est un très bon maître et un très bon gestionnaire. Mais sur le plan du test national, on voit les résultats : c'est un recul net, même de l'opposition. L'opposition a reculé ensemble, et je dirai même que le parti communiste a subi un double échec, politique et, plus du côté collectif de l'opposition, il arrive derrière le parti socialiste. »

[N.D.L.R. — Les machines à calculer du ministère de l'Intérieur sont certainement en décalage pour que M. Poniatowski fasse état d'un « recul net, même de l'opposition ». Si l'on additionne les voix obtenues le 9 mai par le P.C.F. et le P.S., on arrive au total de 19 191, qui représente 39,47 % des 48 555 suffrages exprimés, alors qu'en 1973 communistes et socialistes en avaient recueilli 20 062, soit 37,94 % des 52 885 suffrages exprimés.

Si l'on fait entrer en ligne de compte les voix d'extrême gauche, on arrive à un pourcentage de 40,72 en 1976 (19 383 sur 47 605 suffrages exprimés) contre 39,58 en 1973 (21 385 sur 53 805). L'opposition n'a pas obtenu à Tours le succès qu'elle escomptait, mais ce n'est pas conforme à la vérité de dire qu'elle a reculé. — R. B.]

● Au secrétariat général de la présidence de la République, M. Jean-David Levitte, secrétaire des affaires étrangères, est nommé chargé de mission par un arrêté publié au *Journal officiel* du 11 mai.

[Né le 14 juin 1944, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques et de l'Ecole nationale des langues orientales (chinois, japonais), M. Levitte a été admis en 1970 au concours pour le recrutement des secrétaires des affaires étrangères. Troisième secrétaire à l'Etat de 1972 à 1974, en mission depuis cette date à l'ambassade centrale, il était depuis environ un an à titre officieux, l'adjoint de M. Gabriel Robin, conseiller technique, chargé, à l'Elysée, des questions diplomatiques (le *Monde* du 18 octobre).

● Les Carrefours du temps présent, créés à l'initiative du Centre Démocratique et Progress, organisent mercredi 19 heures, à la salle des Hortillonniers (84, rue de Grenelle, Paris-17^e), un débat sur le thème : « Après la reprise, l'expansion sera-t-elle au rendez-vous ? », qui sera animé par M. Yves Lavalin, économiste.

M. ROGER CHENAUD, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale : « L'élection au premier tour de M. Royer est une victoire incontestable de la société libérale, face aux divers représentants du collectivisme et de l'obligation. Cette élection, qui marque un tassement net des voix de l'opposition aurait été encore plus marquée, si l'Assemblée avait formé la majorité absolue clairement soutenue, dès le premier tour, celui qui, de toute évidence, était le meilleur candidat pour la majorité présidentielle. Cela sera à méditer pour l'avenir. »

M. GUY GENESSEAU, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche : « L'éclatement du candidat radical réformateur prouve une fois de plus, si besoin était, qu'il n'y a aujourd'hui aucun assentiment électoral possible en dehors de l'un ou de l'autre des deux blocs. Pour notre part, nous regrettons, car ce système limite tout ce qui ne s'inscrit pas dans une coalition, tout ce qui peut être original, voire marginal. Ce système est injuste. A qui la faute ? En tout cas pas à la gauche qui propose dans son programme commun l'instauration d'un scrutin à la proportionnelle. »

● Dans ces conditions, il ne reste plus aux radicaux socialistes en particulier et aux réformateurs en général, qui n'ont aucune chance d'imposer au président de la République, élu par le peuple, une modification à la loi électorale, qu'à espérer en la victoire de la gauche en 1978, laquelle instaurera, comme prévu, un système électoral à la proportionnelle. »

M. JEAN KIFFER, député réformateur de la Moselle, a adressé à M. Royer un télégramme dans lequel on lit : « Nous constatons, à nouveau, que le courage et l'intégrité, en politique, peuvent être victorieux et que les valeurs morales et traditionnelles et de l'ordre, face au laxisme et à la persécution, qui subit notre société, nous permettent de nous battre et la gauche dans une même tentative de récupération des voix de gauche, est battue en brèche. »

En Polynésie

Le président de l'Assemblée territoriale craint un recours à la force

Au cours d'une conférence de presse tenue à Papeete, M. Frantz Vanizette, président de l'Assemblée territoriale de Polynésie française, a affirmé que le gouvernement aurait recours à la force publique, au début du mois de juin, pour mettre fin au blocage de l'Assemblée territoriale (le *Monde* du 5 mai).

M. Vanizette a indiqué que, lors du séjour qu'il vient d'effectuer dans la capitale, il a obtenu le soutien de deux membres du gouvernement, MM. Rossi et Madaec, anciens ministres : Stasi, ancien ministre des DOM-TOM ; Soustelle, député réformateur, et Alain Vivien, chargé au P.S. des DOM-TOM. M. Vanizette, responsable des républicains indépendants, ancien président du comité de soutien à la gauche de son groupe en 1974, et la majorité de son groupe sont allés, depuis le mois de mai 1976, avec les formations polynésiennes qui réclament pour le territoire un statut d'autonomie interne.

D'U.D.R. de son côté, a publié un manifeste reprenant les idées que les élus polynésiens partisans de l'autonomie interne ont adressés à leurs homologues métropolitains. Elle note : « Nous ne pouvons pas laisser les représentants et les simples porte-parole

d'une minorité, qui a déjà donné à plusieurs reprises la preuve de son non-respect des règles de démocratie la plus élémentaire, imposer unilatéralement la charge d'arrêter nos revendications en métropole. Nul ne les a manipulés à cet effet. (...) Nous voulons une plus grande décentralisation du pouvoir, cela est vrai, mais nous avons aussi le courage et l'honnêteté de dire tout haut que grâce aux liens qui nous unissent à la République française nous avons un des plus hauts de culture et de vie les plus élevés du Pacifique sud. »

M. Charles Schmidt, gouverneur de la Polynésie a répondu, dans une interview à FR 2, au président de l'Assemblée territoriale. Évoquant les diverses déclarations des responsables politiques locaux, il a déclaré : « Je les examine avec beaucoup d'attention, mais aussi de sérénité et de calme. Je pense d'ailleurs que le pays est calme et doit demeurer calme. J'ai toujours pensé que le bon sens triomphera. Le dialogue reprendra, les choses devraient s'arranger. Je n'ai jamais cherché que l'opposition, et je ne désespère pas de le trouver. Quant aux grands moyens, je suis persuadé, j'espère du fond du cœur, que je n'aurai jamais besoin de m'en servir. »

5022 111111

صحة من الاحول

Le festival régional des jeunes communistes à Marseille

Beaucoup de « défricheurs » et... Serge Reggiani

De notre correspondant régional

Marseille. — « La plus nous a buée et lavée », aurait-il pu dire avec Vilon. Des Bouches-du-Rhône, du Var, de la Corse, des Alpes de Haute-Provence, des Alpes-Maritimes, ils étaient pourtant venus nombreux durant le week-end participer au Festival régional de la jeunesse, qu'organisaient à Marseille, après Nîmes, après Lyon, le Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.). Mais tandis que dans le Nord ou en Alsace on vivait un dimanche en chemise, ils avaient été bien inspirés de revêtir l'anorak et le poncho pour affronter les averse cinglantes. Froid, froid, froid, le rendez-vous marseillais a été froid. Le lieu : une esplanade en bord de mer près de l'hippodrome Borelli réservé d'habitude aux cirques de passage et aux fêtes foraines. Un chapiteau de trois mille places a réouvert bleues et jaunes y a été dressé avec une encanotée encombrée d'appareils de sonorisation au-dessus de laquelle se détache une large banderole : « Jeune, pour que change la vie, pour vivre libre, lutte avec les communistes. »

Chenot (!) que deux fois par an, pour les fêtes du parti et du journal, semblait regretter un militant. Le samedi soir, malgré le mauvais temps, on s'était bousculé pour entendre l'excellent groupe de musique pop Ange. Le dimanche, la pluie tombe toujours. La fête qui devait être « un moyen vivant de prendre contact, de mesurer sa force, de traduire les idées du XXII^e congrès » se recroqueville sur elle-même. Par petite groupe, on erre entre les stands trop nombreux de la « Cité du livre » — où l'éventail des ouvrages va de la France à bicyclette aux Mémoires de Louis Michel — aux buvettes qui débient la portion de frites-saucisse à 4 F. En fin de matinée, un débat sur le thème : « Socialisme et liberté », est organisé avec la participation de MM. Jean Colpin, membre du secrétariat, et Patrick Slat, secrétaire national du M.J.C.F.

LES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS SE FÉLICITENT DU « RALLIEMENT » DE M. GUÉNA À LA FORMULE DES « PRIMAIRES ».

Après la déclaration dans laquelle M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., s'est prononcé en faveur de la généralisation des élections primaires en 1978 au sein de la majorité (le Monde du 11 mai), les républicains indépendants ont rappelé, dans la note d'information de leur parti, qu'ils préconisent cette procédure « depuis plusieurs années déjà ».

Qu'attendent-ils ? Que cherchent-ils ? Pour la responsabilité des adhésions « ils ont une préoccupation presque obsessionnelle de leur avenir ». Curieusement pourtant, lorsque M. Jean Colpin prendra la parole dans l'après-midi, ce ne seront pas les passages de son intervention qu'ils applaudiront le plus, mais ceux concernant l'indépendance de la France et les listes communes de la gauche aux municipales.

● M. François Mitterrand, accompagné d'une délégation du parti socialiste français, séjournera en Hongrie du 24 au 28 mai à l'invitation du parti socialiste ouvrier hongrois.

● M. François Mitterrand, accompagné d'une délégation du parti socialiste français, séjournera en Hongrie du 24 au 28 mai à l'invitation du parti socialiste ouvrier hongrois.

DANS UNE PRÉFACE A UN OUVRAGE SUR LYSENKO

« Le système répressif stalinien subsiste en U.R.S.S. », affirme M. Althusser

M. Louis Althusser évoque de nouveau le problème du stalinisme dans la préface qu'il a rédigée pour l'ouvrage de Dominique Lecourt : *Lyssenko, histoire réelle d'une science prolétarienne* (Éditions Maspéro). Ce qu'il appelle l'« imposture stalinienne » du « charlatan » Lyssenko n'a pu, en effet, se développer que grâce à l'arbitraire de Staline. Le philosophe communiste peut donc proposer la réflexion dans laquelle il s'était prudemment engagé, dès les années 60, en critiquant cette perversion du socialisme.

En cherchant à échapper aux références humanistes et à une idéologie de droite, il tente de redécouvrir le caractère révolutionnaire du stalinisme. Ce cheminement lui a valu des critiques contradictoires. Les « marxistes-léninistes » (pro-chinois) lui ont reproché son « révisionnisme », c'est-à-dire son approbation du processus de déstalinisation. Les trotskistes ont déploré à l'inverse que le philosophe n'accepte pas toutes les conséquences de la déstalinisation, et qu'il n'ait jamais été incité à l'écouter. Tout au plus, la direction du P.C.F. accepte-t-elle aujourd'hui de publier les premières écrits du philosophe, le suivant en somme avec dix ans de retard.

Mais M. Althusser continue d'avancer à son rythme. Il y a trois ans, dans sa *Réponse à John Lewis*, il refusait de s'en tenir au concept du « culte de la personnalité » pour expliquer ce qu'il appelle la « déviation stalinienne ». Il a développé l'idée que cette déviation est d'origine économique et qu'elle a affecté depuis quarante ans l'ensemble du mouvement communiste.

Les distinctions ou même les hiérarchies apologétiques les plus subtiles n'y changent rien. La ligne et le gros des pratiques stalinien, non analysées, poursuivent tranquillement en U.R.S.S. et ailleurs leur carrière historique.

Les responsabilités particulières du P.C.F.

Son nouveau sujet d'intervention, l'affaire Lyssenko, touche lui aussi directement les communistes français. En effet, comme le rappelle M. Althusser, le P.C.F. s'est « plus que tout autre parti, déformé et déformé à son tour ». C'est pourquoi, si elle n'était étonnante que pour « sauver » l'opinion, la responsabilité du stalinisme, des responsables communistes français, n'est pas à rejeter sur le seul Lyssenko.

« Il faut appeler un chat un chat et cesser de se raconter des histoires. Il faut admettre cette évidence : la réalité que les dirigeants stalinien ont créée et refusé d'analyser en termes marxistes fait bel et bien, pour ce qui n'en a pas été rectifié, partie intégrante (et non comme simple retard ou simple accident) du système stalinien, car elle y joue un rôle politique essentiel.

De fait, pour un membre du P.C.F., amorcer un débat sur la nature de l'État soviétique est extrêmement périlleux. Pour arriver à M. Althusser balaise en effet les thèses officielles de son parti sur le stalinisme et sur l'U.R.S.S.

Tout d'abord, son analyse rend caduque l'affirmation de M. Georges Marchais et des dirigeants du P.C.F. selon laquelle le socialisme aurait pris du retard sur lui-même, réplique sans le nommer à M. Guy Bessé, membre du bureau politique du P.C.F., directeur du Centre d'études et de recherches marxistes (CERM), qui avait produit cette analyse devant la commission spéciale de l'Assemblée nationale sur les libertés (le Monde du 27 février). Enfin, il refuse l'explication développée en particulier par M. Jean Kellens, historien et directeur adjoint du CERM, selon laquelle la déviation stalinienne ne serait qu'un « accident socio-temporel ».

Vacances Club à Calvi à Prix choc

● SITUATION Unique, à Calvi en Corse, au pied des montagnes et sur l'un des plus beaux golfes du monde. ● NATURE Magnifique plaine de 10 hectares en bordure de 5 km de plage. ● HABITATIONS Bungalows, tous à proximité de la mer. ● AMBIANCE Amicale, sans obligation. ● REPAS Abondants et de qualité, restaurant sous les pins. ● ANIMATION Orchestra, jeux, sports. ● PRIX Extrêmement compétitifs, pour 2 semaines depuis 994 F de Nice ou 1390 F de Paris par avion.

Demande de documentation

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____

CLUB OLYMPIQUE 3 rue de l'Échelle 75001 Paris 260 3162

« Je ne nie certes pas que ses formes les plus singulières à l'échelle des masses aient disparu, ni qu'il fasse infiniment moins de victimes directes, mais il en fait toujours, et le système répressif stalinien, compris, subsiste en U.R.S.S. comme y subsiste l'essentiel des pratiques stalinien dans la vie sociale, politique

Paris-Toronto sans escale. Une nouvelle exclusivité Air France.

Toronto c'est, pour vos affaires, une importante ouverture sur l'activité économique et financière du Canada.

3 fois par semaine. En Boeing 747.

Dès le 20 mai, avec Air France, vous pourrez joindre Toronto sans escale. Donc plus vite.

Les départs seront chaque jeudi, vendredi et dimanche à 17 h (arrivée à 19 h, heure locale).

Air France assurait déjà 5 vols hebdomadaires Paris-Montreal, vous disposerez ainsi, avec cette nouvelle liaison, de deux lignes régulières à destination du Canada des affaires.

Pour vos réservations, adressez-vous à votre Agent de voyages ou à Air France (tél. 535.61.61).

AIR FRANCE

Sentir le monde plus proche.

Herman Miller :

“Les bureaux actuels vous coûtent 90% de trop en réaménagements, quand votre société évolue”

Pourquoi? Que peut-on faire? Herman Miller s'explique dans le Monde du 17 mai.

Tél. _____ Mon _____

L'ÉVÉNEMENT

LES FORCES ARMÉES FRANÇAISES EN 1976

DANS une semaine, l'Assemblée nationale examinera le plan militaire pour les six années prochaines (1977-1982) que le gouvernement, a approuvé le mercredi 5 mai, et qui énumère, en principe, toutes les dépenses consacrées au fonctionnement et à l'équipement des forces armées françaises, que celles-ci soient dotées de matériels nucléaires ou d'armements classiques. Toutes comparaisons gardées, cette programmation militaire est l'équivalent du VII^e Plan civil, même si ce dernier n'a pas la même durée et s'il couvre les seules dépenses d'investissements.

Par ce document d'une cinquantaine de pages (« Le Monde » du 7 mai), le gouvernement rend publics ses engagements de dépenses au profit de la défense nationale et ses objectifs pour l'équipement et l'organisation des forces. Il est prévu, en particulier, de maintenir à un an la durée du service militaire, de continuer à moderniser la panoplie nucléaire, de développer les forces classiques en adoptant une nouvelle organisation de l'armée de terre, et d'augmenter chaque année — le budget militaire davantage que ne devraient l'être les crédits civils de l'Etat dans leur ensemble.

C'est ainsi que le président de la République, auquel la Constitution attribue les fonctions de chef des armées, a assuré que les dépenses militaires de la France devraient passer de 17 %, en 1976, à 20 %, en 1982, du budget national. Cette année, les crédits

militaires s'élèvent à environ 50 milliards de francs; ils devraient être de 58 milliards en 1977, soit une hausse de 16 %, et de 115 milliards de francs (courants) en 1982, si le gouvernement et le Parlement respectent les orientations du prochain Plan. Car la programmation militaire qui sera soumise, les jeudi 20 et vendredi 21 mai, aux députés peut être, comme tous les plans, révisée en cours d'exécution, selon que la situation internationale aura évolué ou que d'autres priorités auront été, ultérieurement, définies par le gouvernement.

On pourra lire ci-dessous une description volontairement synthétique du dispositif militaire de la France en 1976, et surtout une analyse simplifiée de la composition, du rôle et du coût des différentes forces.

Au total, le ministère de la défense occupe, si l'on compte également l'administration et les moyens ou organismes divers qui soutiennent les forces, environ 678 500 personnes, ainsi réparties : 313 450 officiers et sous-officiers de métier, 283 700 appelés du contingent, et 79 350 agents civils. De surcroît, le ministère de la défense est responsable des industries de l'armement qui emploient, en France, 270 000 personnes, et ont livré, en 1974, pour 7 740 millions de francs d'armements à des clients étrangers, soit l'équivalent de 3 % du total des exportations françaises.

L'état et l'organisation des forces armées françaises devraient sensiblement évoluer au

terme des décisions récentes du gouvernement. C'est, singulièrement, le cas des forces terrestres pour lesquelles une nouvelle étape de leur organisation vise à améliorer la polyvalence et la mobilité des unités. Cette réforme de l'armée de terre a pour but de faire progressivement disparaître la distinction qui existe à l'heure actuelle entre, d'une part, le corps de bataille terrestre, qui contribue aux forces de manœuvre, et d'autre part, les forces terrestres du territoire, qui participent à l'ensemble des forces de sûreté.

A terme, l'armée de terre devrait être composée de seize divisions d'active, renforcées à la mobilisation de quatorze divisions constituées par la réserve. Chacune des seize divisions d'active aura quatre régiments, dits de mêlée (blindés et infanterie), avec leur appui d'artillerie et leur soutien logistique (transports, transmissions, génie, etc.). Ces seize divisions, de huit mille hommes environ chacune, sont réparties en huit divisions blindées, six divisions d'infanterie, une division alpine et une division parachutiste.

En dépit de la décision de principe d'attribuer des ressources supplémentaires aux forces armées françaises, il ne semble pas que les armements nouveaux — en quantités jugées suffisamment importantes — puissent apparaître avant 1980 dans les principales unités de combat. La programmation militaire, si elle est définitivement adoptée, sera difficile, en effet, à appliquer durant les trois

premières années pour une série de raisons. En particulier, les dépenses de fonctionnement et d'activité opérationnelle des forces, qui représenteront chaque année au minimum 35 % du total des crédits de la défense, sont inévitables et peu compressibles. La nécessité d'améliorer encore la condition matérielle des appelés, comme celle des cadres, aura pour effet d'accroître les soldes et les frais de casernement, au détriment des dépenses d'investissements. Enfin, les armées devront, avec leurs prochains budgets, continuer de payer des matériels commandés avant la nouvelle programmation.

Toutes les armées, principalement celles des pays développés, connaissent du reste une évolution identique qui se traduit par un déséquilibre de leur budget à l'avantage des crédits de fonctionnement. A la différence, cependant, de l'Union soviétique, où les dépenses de fonctionnement représentent le quart des crédits militaires selon des estimations de source occidentale, les autres pays doivent comprimer leurs dépenses d'équipement. Aux Etats-Unis, qui disposent d'une armée de métier et où la rémunération du personnel requiert 54 % du budget militaire, des doutes apparaissent aujourd'hui au Pentagone sur la possibilité de concilier le volontariat de forces nombreuses avec l'acquisition d'armes nouvelles sans une augmentation excessive des dépenses de défense.

JACQUES INARN.

1. L'ARSENAL NUCLEAIRE STRATEGIQUE

● **ARMÉE DE L'AIR**
— 36 Mirage-IV opérationnels, répartis en neuf escadrons, porteurs d'une charge de 70 kilotonnes (1). D'une portée théorique de 3 000 km, leur rayon d'action est de plus de 4 000 km, grâce à onze ravitailleurs en vol KC-135 F. Sur soixante-deux Mirage-IV fabriqués, au total, près d'une vingtaine sont indisponibles à court terme (et pour certains exemplaires, cette indisponibilité est définitive). Il en restera vingt-quatre en ligne vers 1985.

— 18 missiles sol-air balistiques stratégiques (SSBS S-2) répartis en deux escadrons au plateau d'Albion (Haute-Provence). D'une portée de 2 800 km, avec une charge de 150 kilotonnes, ils seront remplacés, à partir de 1979, par 18 missiles S-3, d'une portée de 3 300 km, avec une charge MX-30 (2) de 300 kilotonnes.

● **MARINE**
— 4 sous-marins nucléaires lance-ogives (SNLE) transportant, au total, 64 missiles mer-sol

ballistiques stratégiques (MBS). Les trois premiers mettent en œuvre les missiles M-1 ou M-2, porteurs à 2 500 km, une charge de 800 kilotonnes.

Le quatrième, l'indomptable, est doté de 16 missiles M-20 de 3 000 km de portée à ogive thermonucléaire MX-60 mégatonnique. Un cinquième, le Tonant, entrera en service en 1979. En 1983-1984 devraient être prêts les missiles à ogives multiples M.L.V. (à bord d'un seul missile, six ou sept têtes à trajectoire non indépendante de 150 kilotonnes chacune).

L'ensemble de ces forces dites de « bombe atomique » représente l'équivalent de 1 000 tonnes de trinitrotoluène (T.N.T.).

(1) La bombe d'Hiroshima était de 15 kilotonnes. La kilotonne représente l'équivalent d'un million de tonnes de trinitrotoluène (T.N.T.).

(2) La mégatonne représente l'équivalent d'un million de tonnes de trinitrotoluène (T.N.T.).

2. L'ARME NUCLEAIRE TACTIQUE

● **ARMÉE DE L'AIR**
2 escadrons (30 avions Jaguar à Saint-Dizier et 30 Mirage-III E à Luxeuil) opérationnels depuis 1973. Ces appareils transportent des charges AN-51 et AN-52 de 10 ou 25 kilotonnes suivant la nature des cibles.

● **ARMÉE DE TERRE**
2 régiments de six lance-missiles Pluton chacun, basés à Mailly-le-Camp et Suippes, depuis 1974. Trois autres régiments

devraient en être dotés avant 1980, d'où un total de 40 lanceurs (dont la réserve) de missiles Pluton d'une portée de 120 kilomètres environ (charges AN-51 et AN-52).

● **MARINE**
L'aviation d'assaut Super-Etendard sera dotée de charges nucléaires tactiques. Plusieurs dizaines, entre 1977 et 1980, seront embarqués à bord du Foch et du Clemenceau.

3. LES FORCES DE MANOEUVRE

Destinées officiellement à la prévention et, s'il y a lieu, au règlement de crises militaires qui pourraient surgir en Méditerranée, les forces classiques de manœuvre comprennent un corps de bataille terrestre, des escadrons aériennes tactiques et des forces de haute mer.

● **LE CORPS DE BATAILLE TERRESTRE**

Implanté dans l'est de la France et en République fédérale d'Allemagne, le corps de bataille terrestre comprend 5 divisions (à Trèves, Fribourg, Verdun, Mulhouse et Compiègne), soit au total 15 brigades dont 12 sont motorisées et 3 motorisées. Au total, les divisions sont dotées de 1 080 chars de combat AMX-30, 1 090 chars légers A2V-32, 3 500 blindés légers divers et 270 hélicoptères. Le corps de bataille terrestre réunit 155 000 hommes (dont 108 000 environ proviennent du contingent). En 1976, son budget de fonctionnement est de 3 382 millions de francs et ses crédits d'équipement (achats de matériels) sont de 2 257 millions de francs.

● **ESCADRONS AERIENNES TACTIQUES**

Le rôle de ces forces tactiques est de participer, pour le compte du corps de bataille terrestre, à la reconnaissance, l'appui rapproché et l'attaque des cibles adverses.

Au total, on compte 7 escadrons basés principalement dans l'est de la France et dotés de plusieurs types d'avions de combat :

● **LES FORCES DE HAUTE MER**

Les forces de haute mer, responsables de la sécurité des approches maritimes de la France, de la liberté du trafic commercial et de l'intervention outre-mer, sont réparties en une escadre de l'Atlantique (Brest) et une escadre de la Méditerranée (Toulon). En juin prochain, l'escadre de la Méditerranée sera renforcée par les porte-avions et les frégates lance-engins venus de Brest, tandis que l'escadre de l'Atlantique recevra principalement les bâtiments chargés de la lutte anti-sous-marine. Ces forces de haute mer groupent 2 porte-avions, 1 porte-hélicoptères, 7 bâtiments de surface de moyen tonnage et 10 navires de soutien logistique. L'aéronavale peut aligner 140 avions (intercepteurs Crusader, avions d'attaque Etendard, avions de lutte anti-sous-marine Albatros) et 20 hélicoptères.

Les forces de haute mer représentent environ 8 425 personnes (dont 2 260 marins du contingent). Leurs crédits de fonctionnement sont de 870 millions de francs et leur budget d'équipement de 625 millions de francs.

4. LES FORCES DE SURETÉ

Pour la protection des bases nucléaires stratégiques et des installations jugées vitales du territoire national (dépôts, gares, centres de transmission, aéroports, etc.), la France dispose de forces de sûreté.

● **FORCES TERRESTRES DU TERRITOIRE**

Dotées notamment de 530 blindés légers et de 52 hélicoptères, ces forces comprennent, au début de cette année, une division alpine, une brigade cantonnée en Bretagne, vingt régiments d'infanterie et quatre régiments blindés. Ces forces disposaient, pour leur appui, de certains régiments du génie et du train, et à la mobilisation, elles étaient renforcées d'une centaine de régiments composés de réservistes. Avec environ 52 000 hommes (dont 34 020 soldats du contingent) et 2 700 civils, ces forces terrestres du territoire disposent, en 1976, d'un budget de fonctionnement de 1 200 millions de francs et de 166 millions de francs pour leur équipement.

Dans le courant de cette année, l'organisation de ces forces doit être sensiblement modifiée. Pour permettre à la plupart de ces unités de participer à l'action du corps de bataille ou à une intervention extérieure, le gouvernement vient de décider de réunir ces régiments de territoire au sein de divisions interarmes. C'est ainsi que trois divisions de ce modèle viennent d'être créées : la 8^e division d'infanterie de marine (7 300 hommes), implantée en Bretagne, la 14^e division d'infanterie (8 800 hommes), dans la vallée du Rhône, et la 15^e division d'infanterie (4 500 hommes), dans le Sud-Ouest.

● **LA GENDARMERIE**

En France, la gendarmerie nationale réunit 65 700 personnes

(dont 2 780 auxiliaires du contingent) réparties en 3 000 brigades territoriales, 130 escadrons de gendarmerie mobile et environ 150 pelotons de circulation routière. Elle est dotée de 300 blindés légers et d'une quarantaine d'hélicoptères ou avions. Son budget de fonctionnement s'élève à 3 672 millions de francs et ses crédits d'équipement à 502 millions de francs.

● **FORCES DE DEFENSE AERIENNE**

La police du ciel en temps de paix et la défense du territoire contre des attaques aériennes adverses ont été confiées à quatre escadrons de l'armée de l'air dotés de 30 Mirage-III, 67 intercepteurs Mirage F1 et 23 avions Super-Mystère B2. Avec 9 000 hommes pour les servir, dont 3 070 appelés du contingent, les forces de défense aérienne ont un budget de fonctionnement de 464 millions de francs et 1 077 millions de crédits d'équipement.

● **FORCES DE SURETE DES APPROCHES MARITIMES**

Ces forces ont essentiellement pour mission de maintenir la liberté de mouvement des sous-marins stratégiques, notamment lors de leurs évolutions à proximité de leur port d'attache. De surcroît, ces forces doivent être en mesure d'assurer en permanence le libre accès aux ports militaires et aux ports de commerce les plus importants. Au total, elles disposent de 42 bâtiments de surface, 21 sous-marins, 32 bâtiments anti-mines et 76 avions et hélicoptères.

On compte 12 450 militaires (dont 2 940 appelés) dans ces forces, dont le budget de fonctionnement s'élève à 1 028 millions de francs et les crédits d'équipement à 870 millions de francs.

5. LES FORCES D'ACTION EXTERIEURES

Les détachements militaires outre-mer et une force d'intervention ont été institués pour protéger les départements et territoires d'outre-mer et servir d'assistance à certains pays qui ont signé avec la France des accords de défense mutuelle.

● **FORCES DE PRESENCE OUTRE-MER**

Les forces de présence outre-mer (30 850 militaires et 1 345 civils) appartiennent aux trois armées et à la gendarmerie. Elles sont organisées en sept grands commandements (Antilles-Guyane, point d'appui du Cap-Vert au Sénégal, Afrique centrale, Djibouti, sud de l'Océan Indien, Nouvelle-Calédonie et Polynésie), et un commandement maritime (océan Indien). Compte tenu de la situation politique internationale, ce dispositif subit de fréquentes modifications.

● **FORCES INTER-ARMEES D'INTERVENTION**

Il s'agit essentiellement de la 11^e division parachutiste et du groupement de fusiliers marins commandos, qui disposent de moyens de transport aérien, d'hélicoptères d'assaut et de bâtiments amphibies de débarquement de chars. Réunissant 17 340 hommes, dont 62 % du contingent, cette force inter-armées d'intervention a un budget de fonctionnement de 436 millions de francs et des crédits d'équipement de 86 millions de francs.

6. LES FORCES D'USAGE GENERAL

Ces forces n'ont pas de mission très bien déterminée, car elles contribuent à l'accomplissement de toutes les missions : le transport aérien, les transmissions, le stock de matériels et la mobilisation. C'est la raison pour laquelle leurs dotations en matériels, notamment en munitions, atteignent un montant élevé. Leur budget de fonctionnement

est, en effet, de 2 445 millions de francs et leurs crédits d'équipement de 3 370 millions de francs. Pour mettre en œuvre 113 avions de transport lourd, 29 avions de transport léger, 29 hélicoptères, les moyens de transmissions et de mobilisation, les forces d'usage général réunissent 63 275 militaires (dont 35 500 soldats du contingent) et 4 285 civils.

	SOLDE (mensuelle) SOMME DU RANG	FACILITES DE TRANSPORT
FRANCE	Homme du rang : 210 F ; caporal : 240 F ; caporal-chef : 270 F ; sergent : 300 F ; aspirant : 450 F.	Un voyage gratuit par mois ; 75 % de réduction pour les autres voyages.
BELGIQUE	250 F pendant six mois — 350 F après six mois + primes Noël (vacances).	50 % de réduction.
ITALIE	115 F + primes spécialité (25 à 40 F) et primes de mérite.	Accès libre aux gares.
PAYS-BAS	840 à 920 F.	Deux à quatre voyages gratuits par mois ; 50 % de réduction.
ALLEMAGNE FEDERALE	300 F + primes Noël (25 F), libération (de 1 530 à 1 650 F).	Deux voyages gratuits par mois.
UNION SOVIETIQUE	25 à 100 F + primes libération (50 à 100 F).	Gratuité transport.

(Source : ministère français de la défense.)

La condition matérielle de l'appelé

La défense dans quelques pays

	POPULATION (millions)	EFFECTIFS MILITAIRES (1) (1975)	DEPENSES MILITAIRES 1975 (millions \$)	% du P.N.B. (1974)	SERVICE MILITAIRES
ETATS-UNIS	215,8	2 130 000	92 800	6,9	Volontariat.
BELGIQUE	9,9	87 000	1 821	2,8	10 - 12 mois.
CANADA	22,9	77 000	2 960	2,4	Volontariat.
DANEMARK	4,7	34 000	940	2,3	9 mois.
GRANDE-BRETAGNE	56,5	345 100	10 380	5,2	Volontariat.
GRECE	9	161 200	1 900	4,2	2 ans.
ITALIE	55,5	421 000	4 229	2,8	12 - 18 mois.
NORVEGE	4	35 000	900	3,2	12 - 15 mois.
PAYS-BAS	12,7	112 300	2 936	3,4	16 - 21 mois.
PORTUGAL	9,2	217 000	880	6,8	2 - 4 ans.
ALLEMAGNE FEDERALE	62,6	495 000	16 500	3,6	15 mois.
TURQUIE	39,9	433 000	2 200	10,7	20 mois.
UNION SOVIETIQUE	233,3	3 375 000	103 800 (2)	10,7 (2)	2 - 3 ans.
BULGARIE	8,8	132 000	398	2,7	2 - 3 ans.
HONGRIE	10,8	181 000	485	2,3	2 ans.
POLOGNE	33,6	283 000	2 170	3,6	2 - 3 ans.
ALLEMAGNE DEMOCRAT.	17	143 000	2 170	5,4	18 - 24 mois.
ROUMANIE	21,5	171 000	647	3,8	2 ans.
TCHECOSLOVAQUIE	14,6	200 000	1 842	3,5	1 1/2 à 15 mois.
CHINE POPULAIRE	800	2 350 000	(non connu)	(non connu)	2 - 6 ans.
SUEDE	8,3	69 500	2 473	3,5	1 1/2 à 15 mois.
SUISSE	6,7	42 500	1 041	1,8	4 mois + périodes.

(1) Effectifs des forces armées à l'exclusion de la gendarmerie et des forces paramilitaires.

(2) Estimation Military Balance (Londres 1975-1976).

حکومت الاصل

• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •

•

ÉDUCATION

Le VII^e Plan prévoit une baisse des dépenses d'éducation

Priorité aux maternelles et à l'enseignement technologique

Dix-huit lignes. C'est la part réservée à l'éducation dans le rapport concernant le VII^e Plan (1976-1980) présenté à la discussion parlementaire par le gouvernement.

Cette portion congrue est décevante, surtout lorsque l'on lit dans le même rapport que les crédits réservés à l'éducation seront en baisse relative, dans le budget de l'Etat, d'ici à 1980. On aurait pu penser au contraire, à un moment où il est question d'un autre type de croissance économique — d'une telle la « qualité de la vie » tiendrait une place importante, — que le plan serait l'occasion d'une réflexion en profondeur sur la crise du système scolaire et d'un essai de définition de nouveaux objectifs. Il n'en est

rien : le document se contente de formules générales, comme « faire de l'école le meilleur facteur de l'égalité des chances de tous les enfants ».

Cette réflexion, la commission « éducation-formation » aurait pu en être le cadre et elle avait pu travailler en toute indépendance d'esprit. Au contraire, l'évolution que l'on avait déjà constatée pour la préparation du VI^e Plan (le Monde du 15 juin 1971) s'est accentuée : les commissions ont travaillé en liaison très étroite avec les fonctionnaires des administrations concernées, et sur des mandats précis donnés par le gouvernement. C'est ce qu'on a pu constater lors d'une récente conférence de presse, M. Jean-Claude Grosheux, directeur du livre

au secrétariat d'Etat à la culture, président de la commission, et M. Jean Prieur, rapporteur.

Les directions de travail étaient au nombre de trois : la réduction des inégalités ; une meilleure adéquation de la formation aux emplois, à la vie sociale et professionnelle ; une organisation plus efficace des moyens mis en œuvre. De plus, la réforme du système éducatif mise en œuvre par la loi du 11 juillet 1975 fixait à la commission un cadre relativement rigide : certaines recommandations ou avis s'en écartent, mais l'essentiel des propositions représentent celles formulées à un moment ou à un autre par le ministre de l'Éducation, M. René Haby.

Des questions escamotées

L'éducation n'est plus une priorité dans le développement social : ainsi les dépenses d'éducation du VII^e Plan sont prévues en baisse dans le rapport gouvernemental. Pour les équipements : 11,3 % en 1975 ; 10,6 % en 1980 (- 0,7 %), dans une masse de dépenses publiques en augmentation de 4 % ; pour les dépenses de fonctionnement : 25,8 % en 1975, 25,2 % en 1980 (- 0,6 %). Pourtant, la commission a elle-même estimé que l'amélioration de la formation professionnelle et l'accroissement du niveau culturel de notre pays exigent, que soit reconnu le caractère prioritaire de l'éducation. Mais il faut dire que la consultation européenne des régions conduisait à un tassement des dépenses d'éducation, et non à leur développement.

Une telle évolution n'est pas forcément mauvaise. Elle pourrait résulter, en particulier, d'une réflexion approfondie sur le fonctionnement du système éducatif, sur son coût en regard des objectifs à atteindre. Mais on a le sentiment que la réflexion poussée, menée depuis plusieurs années au niveau international, n'a pas été reprise au sein de la commission spécialisée. Celle-ci s'est contentée, dans son introduction, de constater « la crise de notre système éducatif », dont « il serait grave de prendre son parti ».

Plusieurs questions, qui nécessiteraient des solutions hardies et des choix radicaux, ont été escamotées. Ainsi des échecs et retards scolaires, véritable plaie de notre système, pour lesquels les mesures envisagées sont nettement insuffisantes ; ainsi de la sélection ou de la non-sélection dans l'enseignement supérieur, qui a des répercussions importantes sur la gestion et l'orientation des universités ; ainsi de la formation initiale et permanente des enseignants, dont la nécessité est reconnue à tous les chapitres du rapport de la commission et dont le gouvernement affirme lui-même qu'elle

est « la condition de toute véritable évolution du contenu et des méthodes d'enseignement ».

Sur ce dernier point, tel est l'avis des dirigeants du pays — il concorde avec celui des spécialistes, des organisations d'enseignants et de parents d'élèves — pourquoi n'en a-t-on pas fait un « programme d'action prioritaire », d'autant plus nécessaire que les sommes à y consacrer, pour faire valablement œuvre utile, devront être considérables.

La leçon des échecs

Le VII^e Plan s'était fixé pour objectifs de faire face à la pression démographique sur l'appareil éducatif et d'élever le niveau de culture des Français. Le VI^e Plan avait tenté d'orienter les flux des élèves et des étudiants, notamment pour freiner la tendance à l'allongement des études. Il était censé réduire le nombre des bacheliers, d'endiguer la progression importante des effectifs de l'enseignement supérieur, d'orienter, en revanche, les jeunes vers l'enseignement technique et technique supérieur, pour répondre aux besoins économiques. Les succès ont été variables : la progression dans le technique, réelle, s'est accompagnée d'une augmentation des effectifs dans l'enseignement général long et les universités, en raison de la pression croissante des familles et des jeunes.

Avec le VII^e Plan les préoccupations d'ordre quantitatif semblent avoir disparu. Même si les objectifs principaux — réduire les inégalités et adapter le système d'enseignement aux fluctuations de l'emploi — peuvent avoir des répercussions dans l'orientation des élèves et des étudiants, la question est prudemment évacuée. Comme si l'on tirait la leçon des échecs du plan précédent ou bien que l'on fasse confiance, dans ce domaine, à l'action gouvernementale et notamment aux réformes en cours.

YVES AGNÈS.

La commission a divisé son rapport, qui comprend à la fois une analyse de la situation présente et des propositions, en six chapitres. Voici quelques traits caractéristiques de ce volumineux document.

● **LEGALISATION DES CHANCES.** — La commission a mis l'accent sur un accroissement de la scolarisation dans l'enseignement préélémentaire, pour les enfants de deux à quatre ans. Un effort particulier serait fait en faveur des communes rurales, qui regroupent 24 % des enfants de deux à quatre ans, alors qu'elles ne représentent que 19 % des effectifs de l'enseignement préélémentaire. La prévention des handicaps physiques et psychiques, le soutien aux élèves en difficulté, font partie de cet effort. La commission souhaite d'autre part, que l'aide financière pour les familles aux revenus modestes soit accrue, alors que l'aide de l'Etat a diminué pendant le VI^e Plan, passant de 10,2 à 9,1 % (bourses, transports et manuels scolaires) dans le budget du ministère de l'Éducation. La formation permanente devrait contribuer aussi à l'égalisation des chances : efforts sur la pédagogie des adultes, le congé-formation (possibilité de formations de longue durée débouchant sur des diplômes) et concernant en priorité les travailleurs les moins qualifiés (le Monde du 5 mai).

● **AMELIORER LES RELATIONS ENTRE LA FORMATION ET L'EMPLOI.** — La commission estime nécessaire de remettre en question la recherche d'une adéquation entre formation et emploi : elle « réfute énergiquement l'affirmation selon laquelle une politique active de formation permettrait de résoudre, même partiellement, la crise actuelle de l'emploi ». Elle estime, en revanche, que la réforme du premier cycle de l'enseignement secondaire doit s'accompagner d'une amélioration de la formation professionnelle. Celle-ci doit être au minimum de deux années après le collège, quitte à avoir une sur-

qualification pour certains emplois. La capacité d'accueil du service public pour les chômeurs devrait être accrue, sans pour autant alourdir la structure. Enfin, de nouveaux enseignements et un nouvel esprit devraient permettre de préparer les jeunes, pendant leur scolarité, au monde du travail.

● **UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR CORRESPONDANT AUX BESOINS DE NOTRE SOCIÉTÉ.** — Si la commission reprend les thèses du moment, selon lesquelles « il faut professionnaliser l'enseignement supérieur », elle estime toutefois que cette orientation ne doit pas conduire à raccourcir la durée des études ; « l'enseignement universitaire, est-il écrit d'autre part, doit conserver, dans l'intérêt même de notre économie, et bien entendu de celui des étudiants, le caractère théorique et général qui constitue sa valeur essentielle ». La commission souhaite que les effectifs des instituts universitaires de technologie ne soient pas « gonflés », afin de maintenir la valeur du diplôme délivré, et que les écoles d'ingénieurs soient davantage ouvertes aux étudiants ayant fait un premier cycle universitaire. En médecine, la sélection doit être maintenue, mais il convient d'opérer un réajustement entre généralistes et spécialistes, qui représentent actuellement près des deux tiers des nouveaux diplômés. Le VII^e Plan devrait être, en outre, l'occasion de rattraper les retards pris au cours du VI^e Plan dans la construction et l'équipement des centres hospitaliers universitaires (CHU).

● **OUVRIRE L'ÉCOLE ET LA PÉDAGOGIE.** — Dans ce chapitre, la commission a repris un certain nombre de thèmes de la réforme mise en œuvre par M. Haby : effort sur l'« acquisition des langues » (français et mathématiques) à l'école élémentaire, enseignement de la technologie dans le premier cycle — pour lequel il faudrait « reju-

ser à tout pris toute espèce de bricolage », — intégration véritable des moyens audiovisuels par une pédagogie appropriée (à définir) et une formation des enseignants. La commission insiste sur la nécessité — sept ans après la réforme décidée en 1969 — d'appliquer réellement le « tiers-temps » à l'école élémentaire. Elle indique que seuls 5 % des élèves bénéficient pour les activités sportives d'un réel « tiers-temps », alors que 35 % d'entre eux ont moins de deux heures, et 39,5 % de deux à quatre heures d'éducation physique et sportive par semaine.

● **UNE DEUXIÈME ÉTAPE POUR LA FORMATION CONTINUE.** — La commission a défini sept objectifs pour la formation continue (le Monde du 5 mai). Elle estime que la formation initiale ne doit pas être réduite par le développement de la formation permanente. Elle propose diverses formules pour combler davantage les organismes et les actions de formation, et souhaite que l'enseignement public prenne une part plus importante dans ce domaine.

● **UNE PLUS GRANDE EFFICACITÉ DU SYSTÈME ÉDUCATIF.** — La commission a défini sept objectifs pour la formation continue (le Monde du 5 mai). Elle estime que la formation initiale ne doit pas être réduite par le développement de la formation permanente. Elle propose diverses formules pour combler davantage les organismes et les actions de formation, et souhaite que l'enseignement public prenne une part plus importante dans ce domaine.

figurent dans ce programme, pour lequel un crédit de 30 861 millions de francs est prévu.

La première action consiste à développer l'enseignement préélémentaire : « Scolariser, en 1980, 45 % des enfants de deux ans et plus de 90 % des enfants de trois ans ; réduire les disparités liées aux situations géographiques, abaisser à trente-cinq élèves le nombre maximum d'élèves des classes maternelles et des classes enfantines ». Cela suppose huit mille cinq cents classes nouvelles, des créations de postes d'enseignants et la formation de ceux-ci.

L'enseignement de la technologie, dans les collèges, est une seconde priorité retenue : elle s'intègre à la réforme du premier cycle préparée par M. René Haby. Il s'agit de « donner à tous les élèves des collèges une éducation manuelle et technique », et d'« offrir aux élèves de quatrième et de troisième la possibilité d'approfondir la formation donnée au début de cycle en organisant des options technologiques ». Une telle réforme suppose que deux mille classes-ateliers soient construites d'ici à 1980. Quatre cent quatre-vingts de ces classes sont actuellement en construction. L'installation d'une classe coûte environ 420 000 francs, dont 130 000 francs de matériel.

Le programme prévoit aussi le développement de « l'animation culturelle en milieu scolaire » : « Doubler le nombre des élèves touchés par les actions d'animation culturelle en milieu scolaire pour développer leurs capacités d'expression en faisant appel à leur imagination et à leur sensibilité ». Ces actions seront menées avec des personnes extérieures au corps enseignant et concerneront notamment le théâtre, la musique, l'expression corporelle, les arts plastiques et l'audio-visuel.

Enfin, le gouvernement se fixe — à nouveau — comme objectif d'« assurer en 1980 trois heures d'éducation physique et sportive dans le premier cycle et deux heures dans le second cycle en milieu scolaire ». On sait que c'est le but que s'est fixé M. Pierre Messmer, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports : il est bien en retrait sur les ambitions des plans précédents : cinq heures d'éducation physique et sportive pour tous les élèves des lycées et collèges. Le programme prévoit que « près de cinq mille enseignants seront recrutés de 1976 à 1980 » et que « diverses mesures d'incitation favorisent le développement du sport extra-scolaire ».

Y. A.

Le programme prioritaire du gouvernement

Le gouvernement a retenu, à partir de ces propositions, un « programme d'action prioritaire ». Il s'agit de « réduire les handicaps dus à l'environnement social et familial des enfants », étant entendu que « les besoins nouveaux en personnel et en équipement seront plus faibles qu'aujourd'hui ». Quatre actions

LA C.N.G.A. EST OPPOSÉE A L'ENTRÉE EN MATERNELLE A DEUX ANS

La Confédération nationale des groupes autonomes de l'enseignement (C.N.G.A.) a récemment réuni une conférence de presse pour donner son opinion sur les avant-projets de décret d'application de la loi Haby et sur le projet de réforme du second cycle universitaire. Tout en se déclarant d'accord avec M. Haby sur les objectifs que celui-ci fixe à l'école maternelle et à l'école élémentaire, la C.N.G.A. critique la « possibilité d'entrer en maternelle à deux ans ».

La C.N.G.A. se fonde d'un certain nombre de mesures concernant les futurs « collèges » : « distinction entre le conseil des professeurs et le conseil de classe ; caractère obligatoire d'activités manuelles et techniques dans le cycle d'observation ; activités de soutien et d'approfondissement ; possibilité d'opter pour des spécialisations et de stages professionnels et de stages pratiques dans le cycle d'orientation ». Mais il déplore notamment que l'avant-projet sur les collèges « n'indique pas assez nettement la portée

du caractère secondaire de l'enseignement des collèges dès le cycle d'observation ». De même, la C.N.G.A. juge « excellente » la création d'une terminale optionnelle. Mais elle désapprouve l'instauration d'un large tronçon commun « au cours des deux premières années de lycée (seconde et première). Pour la C.N.G.A., enfin, la réforme du second cycle universitaire « passe à côté du problème fondamental, qui est de ne laisser entrer dans les universités que des étudiants aptes à faire des études supérieures ».

Malgré les critiques qu'elle adresse à cette réforme, la C.N.G.A. déclare que « ces textes ne justifient pas pour autant la fureur aveugle qu'exhalent, de concert, ultra-conservateurs et révolutionnaires, et qui s'appuie sur une déformation systématique et une analyse mensongère de leur contenu ».

ÉTÉ 1976 en IRLANDE

● Stages universitaires audiovisuels
● Séjour - IDEAL JUNIORS, 10 à 14 ans Famille/Enseignement / Activités / Encadrement
● Séjour à SLIGO dans un site exceptionnel, étude de la langue, poss. Equitation et Voile, accueil en famille
— Plusieurs autres formules sous l'égide de
L'AMICALE CULTURELLE INTERNATIONALE
21^e année. Organisation agréée par le M.A.R. 67-24-25
Mauroy, PARIS (9^e), 673-24-25

Les chiffres lumineux s'envolent, les écrits restent.
Voici la première calculatrice compacte. Rechargeable. Imprimante à large bande de contrôle. Facit Addo 1140 Compact.
Où que vous alliez, vous conservez la trace de vos calculs.
Magasins spécialisés, librairies-papeteries.



Machines à écrire, calculatrices, systèmes de gestion.
Facit-Addo. 308, rue du Pdt S.-Allende.
92700 Colombes. Tél. 780.71.17.
Concessionnaires partout en France.

TOUTE L'ANNÉE

Angleterre - Ecosse - Allemagne
Autriche - Espagne - Italie - France
U.S.A. - Canada - Rio de Janeiro

● **SEJOURS EN HOTELS PAYANTS**
avec ou sans cours dans familles sélectionnées. Un seul français par famille.

● **SEJOURS AU PAIR**
Angleterre - Ecosse - Italie - France - Allemagne - Canada - Espagne
pour jeunes de 18 ans et plus.

● **PLACEMENT DE JEUNES FILLES**
seules ou par deux familles françaises.

● **PROGRAMME SPECIAL POUR ADULTES**
toute l'année en Angleterre, en Allemagne et en Espagne.

RELATIONS INTERNATIONALES
100, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.
874-93-65

ANGLETERRE spécial étudiants

2 semaines 750 F.
3 semaines 1190 F.
Pension complète.
Audio-visuel : anglais
ou - 4 à 12 h de cours
par jour. Intensive
drills. Anglais
commercial. Activités
variées, club,
bibliothèque, etc.

British European Centre
5, rue Richemont,
Paris 6.
260.18.34

1^{er} nom _____
2^e nom _____
3^e nom _____
4^e nom _____
5^e nom _____
6^e nom _____
7^e nom _____
8^e nom _____
9^e nom _____
10^e nom _____

Parce qu'une **LANGUE ETRANGERE** s'apprend sur place venez avec nous en

ANGLETERRE ECOSSE ETATS-UNIS ALLEMAGNE AUTRICHE-ESPAGNE

OSFB

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE
43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

Don pour une documentation complète et gratuite

NOM _____
ADRESSE _____

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

مكتبة الأمل

حکومتی اطلاع

ÉDUCATION

LA SITUATION DANS LES UNIVERSITÉS

Enseignants et présidents lancent de pressants appels à la reprise des cours

La situation évolue très lentement dans les universités à la suite des grèves d'étudiants contre la réforme du deuxième cycle. Beaucoup de présidents ont appelé les étudiants à revenir sur les campus, et les enseignants ont souvent pression dans le même sens en faisant valoir qu'un minimum d'heures de cours est nécessaire pour l'organisation des examens. Mais ces appels ne sont pas toujours entendus : si un nombre croissant d'étudiants se prononcent pour une reprise des activités au cours des assemblées générales, les partisans de la grève restent souvent majoritaires.

L'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et le Renouveau, proche des communistes, critique, dans un communiqué publié lundi

10 mai, la façon dont s'est tenue à Lyon, les 5 et 6 mai, la cinquième « coordination » des délégués étudiants des universités en grève (« le Monde » du 8 mai).

Par sa représentativité très limitée, par la durée déraisonnable des débats, par le climat et les manœuvres antidémocratiques, par le fait qu'aucune décision réelle n'a été prise, la coordination de Lyon a démontré, selon l'UNEF, les difficultés grandissantes des groupes gauchistes qui ont prouvé dans les faits leur incapacité à rassembler et à mobiliser la majorité des étudiants dans la poursuite de la lutte, ainsi que leur volonté d'engager le mouvement dans des voies sans issue afin de le capter à des fins politiques.

sa voiture dans la nuit du 7 mai devant son domicile. Celui-ci a été provoqué, selon la police, par un cocktail Molotov.

A Nantes, les étudiants, réunis en assemblées générales comptant plus de cinq cents personnes, ont reconduit la grève en droit et sciences économiques, comme en lettres et sciences. L'assemblée de droit, à laquelle participaient de nombreux « littéraires », a été particulièrement houleuse : les fils du micro ont été arrachés à plusieurs reprises, et le directeur de l'U.E.R. a dû intervenir, au moment où partaient et adversaires de la grève allaient en venir aux mains, les premiers ayant déclaré la grève reconduite après un vote douteux qui n'avait pas fait l'objet d'un vote.

A Grenoble, la reprise des cours a été votée, lundi, par 212 voix contre 156 (sur 350 étudiants), à l'université des langues et lettres, où la grève avait débuté le 3 mars. En sciences, la grève a été reconduite. Mais les conseils d'U.E.R. ont écrit aux étudiants pour les informer que les examens ne pourraient avoir lieu aux dates et conditions normales, si les enseignements ne reprennent pas d'ici au 15 mai. A l'université des sciences sociales, les cours n'ont repris — en totalité — qu'en droit. Pour les autres U.E.R., les six cents grévistes réunis lundi en assemblée générale ont, à une très forte majorité, « considéré l'année universitaire comme terminée à partir du début de la grève » et demandé le « passage collectif des examens ». Les étudiants de troisième cycle se sont mis en grève pour protester contre la sélection pour l'insertion en troisième cycle et pour demander la liberté de choix des thèmes de recherche.

A Rennes, les étudiants en lettres, en grève depuis le 4 février, continuent leur mouvement à la suite d'un vote : 610 voix contre 316 ; le conseil d'université a décidé de reporter les examens de juin à l'université de Rennes. Les étudiants en sciences ont aussi reconduit la grève pour une semaine. Ceux de premier cycle de sciences économiques ont voté, en revanche, lundi, la reprise des cours, par 223 voix contre 123, après deux mois de grève. Mais ils ont demandé des garanties au conseil d'université pour l'organisation des examens.

Incidents à Nice

Des incidents ont eu lieu à Nice, entre grévistes et non-grévistes, qui ont failli en venir aux mains : des professeurs se sont interposés ; le président a décidé de suspendre les enseignements. A Nancy, six cents étudiants ont défilé en ville pour réclamer la démission de M. François Borella, président de l'université de Nancy-II, qui avait fait appel, le jeudi 6 mai, aux forces de police.

A Paris, les enseignements interrompus reprennent, ce mardi 11 mai, à l'université Dauphine (Paris-IX), à la suite d'un vote intervenu lundi. Un commando d'extrême droite a fait irruption à nouveau lundi matin et menacé les étudiants réunis en assemblée générale, mais est parti avant l'arrivée de la police. Le président de l'université est intervenu auprès du recteur de l'académie ; il a obtenu qu'un car de police stationne à proximité de l'université pour assurer le renouvellement d'incidents de ce type.

D'autre part, le président de l'université de Nanterre (Paris-XI), accusé par les étudiants de l'Union nationale inter-universitaire de ne pas faire appel aux forces de l'ordre « pour mettre à la raison les irréductibles », partisans de la grève, a porté plainte à la suite de l'incendie de

Enseignement d'éducation

Des questions escamotées

est « la condition de toute véritable évolution du contenu des méthodes d'enseignement. Sur ce dernier point, si tel est l'avis des dirigeants du pays, il concorde avec celui des enseignants, des organisations d'étudiants — pour qui, on ne peut pas faire un programme prioritaire —, donc, la priorité d'autre part, nécessaire que les sommes à consacrer, pour faire valoir l'œuvre utile, devront être considérables.

La leçon des échecs

Le VI^e Plan s'était fixé pour objectif de faire face à la pression démographique sur l'enseignement supérieur et de relever le niveau de culture des Français. Le VI^e Plan avait tenté d'organiser les flux des élèves et de les étudiants, notamment pour limiter la tendance à l'allongement des études. Il s'agissait de réduire le nombre des bacheliers s'engageant dans la progression la plus lente des effets de l'enseignement supérieur, d'offrir, en revanche, les jeunes de l'enseignement technique et technique supérieur, pour répondre aux besoins économiques. Les succès ont été variables : la progression dans la voie que, réelle, s'est accompagnée d'une augmentation des effectifs de l'enseignement technique long et des universités et de la pression sur les familles et des conseils d'U.E.R. ont écrit aux étudiants pour les informer que les examens ne pourraient avoir lieu aux dates et conditions normales, si les enseignements ne reprennent pas d'ici au 15 mai. A l'université des sciences sociales, les cours n'ont repris — en totalité — qu'en droit. Pour les autres U.E.R., les six cents grévistes réunis lundi en assemblée générale ont, à une très forte majorité, « considéré l'année universitaire comme terminée à partir du début de la grève » et demandé le « passage collectif des examens ». Les étudiants de troisième cycle se sont mis en grève pour protester contre la sélection pour l'insertion en troisième cycle et pour demander la liberté de choix des thèmes de recherche.

ANGLETERRE

spécial étudiants

2 semaines : 500
3 semaines : 750
Pension complète
Audio-visualisé
général : 400
pour l'intérieur
drifts, Angles
commercial, Actives
variées, club
discothèque, etc.

British European Games
S. rue de la République
Paris 10
2000 75

VACANCES D'ÉTÉ

OST

MAISON FRANCO-BRITANNIQUE
75008 PARIS - Tél. 526 50 50

Formation complète et gratuite

43 rue de Provence

Mme SAUNIER-SEIT : de nombreux bacheliers ont accès à des facultés où ils n'ont rien à faire.

Mme Alice Saunier-Seit, secrétaire d'Etat aux universités, a estimé lundi 10 mai, au cours d'un déjeuner organisé par l'association de la presse anglo-américaine, que l'agitation dans les universités était le fait d'étudiants « qui sont, depuis six, sept ou huit ans, en première année d'université, qui ont appris, ne travaillent pas et font de la politique ». Pour Mme Saunier-Seit, la situation difficile que connaît actuellement l'université française « provient sans doute du fait que le baccalauréat est trop facile et que de nombreux possesseurs de ce diplôme ont accès à des facultés où ils n'ont rien à faire ».

Mme Saunier-Seit a annoncé que cinquante-deux projets de nouvelles formations pour la rentrée 1976 ont été présentés. Mme Saunier-Seit a d'autre part déclaré, lundi 10 mai, devant l'Union nationale des présidents d'instituts universitaires de technologie (I.U.T.), qu'elle était favorable de ne pas créer de nouveaux I.U.T., puisqu'il y en a déjà soixante-cinq, mais plutôt de renforcer ceux qui existent déjà. « La preuve est faite du succès de la formule, de la qualité des formations dispensées et de leur réputation dans les milieux professionnels ».

LA POSITION DU « COLLECTIF » DES ÉTUDIANTS GRÉVISTES SUR LES EXAMENS

Au cours de la coordination nationale étudiante réunie à Lyon les 5 et 6 mai (le Monde du 8 mai), un « cadre national » pour régler la démission de M. François Borella, président de l'université de Nancy-II, qui avait fait appel, le jeudi 6 mai, aux forces de police, a été proposé aux universités. Pendant une semaine nationale d'examen, une session portant sur des programmes établis dans des assemblées d'U.E.R. les enseignants et les étudiants devraient être organisés en juin, selon les étudiants grévistes. Une session de travail de la coordination nationale étudiante a eu lieu en octobre selon les mêmes modalités. Dans les deux cas, la coordination réclame que seuls les enseignants dispensés avant la grève soient pris en considération. « En ce qui concerne les enseignements du second semestre qui n'ont pu avoir lieu », le collectif national étudiant demande une « validation automatique ou sur la base de travaux collectifs ».

Pour sa part, le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup, affilié à la FEN) rappelle qu'il a recommandé de faire passer les examens dans des conditions telles que les diplômés nationaux ne soient pas mis en cause, mais n'a donné aucune consigne nationale quant aux modalités d'organisation. C'est au plan de chaque université, précise-t-on au SNE-Sup, que les problèmes doivent être résolus.

● Protestation après l'expulsion de France de résidents de la Maison d'Afrique à la Cité universitaire. — Après l'expulsion de France de quatre résidents de la Maison d'Afrique à la Cité internationale de l'université de Paris, mesure consécutive à des incidents qui avaient éclaté le 9 avril parce que la caution déposée par certains résidents ne leur avait pas été remboursée intégralement, les résidents de la C.I.U.P. réunis en assemblée gé-

rale « dénoncent avec force les atteintes portées aux libertés individuelles et collectives ». Ils demandent « la réintégration immédiate des camarades expulsés » et « la démission du directeur de la Maison d'Afrique ». Ce dernier, dans une lettre individuelle envoyée le 3 mai à chaque résident, avait lié « l'hospitalité libérale » de la Cité à la cessation d'une « modeste contribution à une action politique qui ne saurait être le fait que des seuls autochtones ».

UNE INNOVATION PROMETTEUSE :

l'exploitation en profondeur du marché de la microcopie avec le premier mini-lecteur mondial « tout terrain » « VIKING »

L'apparition du VIKING, le premier mini-lecteur mondial, va contribuer au développement de l'information miniaturisée de l'écrit et de l'image également en couleurs — au même titre que le « transister » l'a fait à l'égard de la radiophonie. Grâce à son petit volume, sa fiabilité totale et son prix banalisé, le VIKING va désormais pouvoir équiper tous ceux qui doivent utiliser une volumineuse documentation reproduite sur microfilm. Par exemple : commerçants, ingénieurs, techniciens, médecins, étudiants, etc. Dès lors, de nombreuses activités vont intensifier l'usage de la microfiche : constructeurs d'automobiles, laboratoires pharmaceutiques, éditeurs, instituts de recherche, universités, formation professionnelle, cours par correspondance, etc. Beaucoup d'autres secteurs — dont le vôtre — peuvent être concernés par cette innovation de premier plan. C'est pourquoi nous vous engageons vivement à nous questionner sur votre problème. Personne mieux que nous n'est qualifié pour vous répondre.

REALIST est le second producteur mondial et le premier distributeur français de lecteurs de microfiches

REALIST INTERNATIONAL, 4, rue Bernard Palissy, 92800 PUTEAUX
Tél. 775.05.07 - Telex : REALIST 630135 F

CEGOS

SAH-CEGOS spécialiste dans le Groupe CEGOS du conseil aux entreprises pour les études de fonctions et carrières, pour le recrutement de cadres et dirigeants en France et à l'étranger, recommande les situations présentées ci-dessous.

Chef de Mission : Organisation - Gestion

140.000 F / an - PARIS

La filiale française d'un groupe multinational de grande notoriété (secteur de la métallurgie) recherche pour la Direction financière de l'une de ses divisions dont l'effectif de 7.000 personnes environ est réparti en plusieurs usines, un chef de mission : organisation et gestion.

Placé sous l'autorité du Directeur Financier de la division et agissant au plan fonctionnel, il aura pour mission, avec une équipe de collaborateurs, de concevoir et d'implémenter d'ici à deux ans et dans chaque usine un système rigoureux de contrôle de gestion décentralisé : prévisions mensuelles, compte d'exploitation usines, rentabilité par famille de produits et suivi des stocks par nature...

Ce poste conviendrait à un diplômé d'Etudes Supérieures, techniques-économiques, ou commerciales, + MBA..., de 35 ans minimum, et maîtrisant parfaitement l'ensemble des techniques de comptabilité industrielle. Il justifiera d'une expérience de plusieurs années d'organisation appliquée à la gestion, acquise en usine et si possible dans la mécanique ou dans un domaine similaire au sein d'une entreprise comprenant des unités décentralisées ; il sera également en mesure de dialoguer avec le service informatique du groupe.

La connaissance de l'anglais serait appréciée. Cette fonction, basée à Paris, implique de fréquents déplacements en province. A l'issue de cette mission et en fonction de sa réussite, des postes de responsabilité, soit dans une division, soit au siège du groupe, pourront lui être confiés.

Ecrire à Fr. ROUSSEAU - réf. M/ 6024

100.000 F / an mini. Banlieue parisienne résidentielle

Ingénieur des Mines

DIRECTION DES EXPLOITATIONS DE CARRIÈRES SOUTERRAINES

Leader sur notre marché : 6% de la production mondiale, intégré dans une société de 500 personnes, 120 millions de CA, nous faisons partie d'un Groupe industriel français très important.

Rattaché au DGA, l'ingénieur engagé sera responsable de la gestion et de l'exploitation de deux carrières souterraines : 1 million 200.000 tonnes/an, 25 personnes. Il devra faire face aux problèmes posés par les augmentations de production, en veillant à assurer l'accroissement de la rentabilité de cet ensemble. Il travaillera sur budget et objectifs. Il sera très associé à la vie de notre société, par sa participation à divers Comités de Direction.

Ces fonctions conviendront à un ingénieur des Mines, possédant au moins 5 ans d'expérience d'exploitations souterraines hautement mécanisées, ayant eu des responsabilités de commandement et bien familiarisé avec les méthodes de gestion industrielle modernes.

Ecrire à R. VERDET - réf. M/ 71.371

Jeune Cadre Commercial

Nous sommes un groupe industriel verrier, leader dans sa spécialité, siège à Paris, et créons dans le cadre de notre développement rapide un poste de Cadre commercial, responsable, dans un premier temps, de la gestion et de l'administration des ventes.

Ce poste conviendrait à un candidat jeune, de formation commerciale supérieure, ayant déjà quelques années d'expérience dans le domaine de la commercialisation de produits semi-industriels. Ce poste, rattaché directement à la Direction Commerciale, pourra s'étendre, à court ou moyen terme, à d'autres missions commerciales. La pratique de la langue anglaise sera très appréciée.

Ecrire à D. de LARIVIERE - réf. M/ 11.984

Adresser lettre mail. + C.V. détaillé en indiquant la référence à SELE-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92153 SURESNES qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

sélé
CEGOS

Jeune Directeur Régional (ESSEC - ESC)

PARIS 120.000 F / an

Un groupe français spécialisé dans les services, en rapide progression (+ 50 % en 1976) recherche le directeur responsable du développement des ventes dans la région parisienne.

Sa mission : animer le réseau existant, le rentabiliser, et lui imposer une rapide expansion grâce à son action de vente personnelle.

Son avenir : des fonctions pouvant être élargies au niveau national.

Les candidats doivent avoir une formation commerciale supérieure (ESSEC - ESC), et quelques années de réussite dans la vente.

La rémunération sera liée aux résultats.

Ecrire à Ch. de FREMINVILLE - réf. M/ 50.040

90.000 F / an mini. PARIS

Directeur Commercial

bien introduit dans les milieux « Bâtiment », second oeuvre

Nous sommes la filiale française d'un Groupe International de très bon renom, déjà introduit en France.

Nous voulons intensifier notre pénétration sur le marché français et recherchons le responsable de ce développement commercial.

Notre équipe actuelle : 4 Chefs de Vente.

Nos produits : matériaux destinés à l'aménagement et à la décoration de bâtiments.

Nos clients : très diversifiés : Industries, Administration, collectivités locales, négociants en matériaux.

Nous recherchons un excellent négociateur disposé à se déplacer, capable d'animer notre réseau de vente et de distribution et de définir les actions intensifiant notre impact sur le marché.

Age minimum : 33 ans. Nous lui demandons d'avoir l'expérience de la négociation commerciale de Bâtiment - second oeuvre, de parler l'anglais couramment. Des connaissances en technologie du bois sont appréciées.

Ecrire à R. VERDET - réf. M/ 71.374

80.000 F / an mini. PARIS 8ème.

ETABLISSEMENT FINANCIER, nous recherchons

le Responsable de notre Service "Equipe Immobilier"

un excellent gestionnaire

Sur base d'un budget prévisionnel annuel, il sera responsable de la gestion de notre patrimoine immobilier : locaux à destination de bureaux (actuellement 10.000 M2). Il devra assurer la location et la négociation des contrats ; l'aménagement ; l'entretien : entretien courant et de « rénovation ».

Il participera activement, en accord avec les Directions concernées, à la recherche et au choix d'investissements nouveaux : étude de rentabilité des capitaux à investir, sur base d'un budget indicatif.

Il assurera la coordination de travaux d'équipement ainsi que certains achats de matériel technique à effectuer pour la compte des sociétés de notre Groupe.

Il aura la gestion administrative de nos services comportant actuellement 2 Techniciens du bâtiment et 2 Secrétaires.

Ces activités doivent intéresser un gestionnaire expérimenté, de personnalité autonome, ayant une polyvalence d'aptitudes lui permettant de faire face au court terme et de se projeter dans le temps en vue de décisions finement élaborées.

Age mini. 35 ans. Expérience indispensable : avoir géré un service, ou une affaire personnelle. Des connaissances techniques sont très souhaitables.

Notre organisme en constant développement nous permet d'assurer une carrière intéressante à nos Cadres et de satisfaire largement leurs ambitions.

Ecrire à R. VERDET - réf. M/ 71.372

JUSTICE

Le maire de Marseille affirme qu'un magistrat est déplacé pour compromettre l'instruction sur les ententes pétrolières

Dans « le Provençal » de ce mardi 11 mai, M. Gaston Defferre, maire de Marseille, accuse le ministre de la justice d'avoir déplacé un magistrat du parquet de Marseille, pour l'empêcher de continuer à participer à l'examen du dossier pétrolier, dont l'instruction est confiée à M. Elie Loques.

Sur l'initiative d'un petit négociant...

Les grandes sociétés pétrolières accusées de s'être frauduleusement partagé le marché français : l'affaire débute par la plainte, avec constitution de partie civile, déposée le 2 juin 1971 par un petit négociant pétrolier des Bouches-du-Rhône, M. Roger Bodourian, cogérant de la SAGIP (Société d'approvisionnement et de pétrole), il accuse, pièces à l'appui, les huit grandes sociétés pétrolières installées en France d'entente illicite, et de l'avoir accusé à la faillite par des mesures discriminatoires.

La plainte de M. Bodourian provoque une enquête et la saisine par le ministère de l'économie et des finances de la commission technique des ententes et des positions dominantes, qui confie à M. Jacques Mégret, maître des requêtes au Conseil d'Etat (aujourd'hui conseiller), le soin de rédiger un rapport. Les conclusions du rapporteur sont publiées dans le Monde du 13 février 1973. Elles sont claires : les sociétés incriminées se livrent à des « pratiques anticoncurrentielles, dont le caractère répressible est d'autant plus net qu'elles s'accompagnent souvent de pénalités ou compensations, et de mesures tendant à l'élimination des rivaux ».

Le 12 février de la même année, M. Etienne Ceccaldi, substitut du procureur de la République, requiert devant le tribunal de commerce de Marseille contre ce qu'il appelle le « racket des pétroliers ». De son côté, M. Elie Loques, premier juge d'instruction à Marseille, chargé de l'instruction pénale, inculpe les deux contrôleurs au règlement judiciaire de la SAGIP, qui se trouvaient être les dirigeants de deux sociétés pétrolières : Rhin-Rhône et Provence-Mazout. C'étaient les premières inculpations d'une longue série.

Le tribunal de commerce de Marseille donna, le 7 mars, gain de cause à M. Bodourian et lui accorda un sursoi pour présenter un plan de remboursement de ses créanciers. En septembre, M. Loques prononça six nouvelles inculpations contre les dirigeants régionaux de six grandes sociétés pétrolières.

Au cours du dernier trimestre 1973, les autorités judiciaires ont été saisies de plusieurs centaines de plaintes de revendeurs indépendants accusant les grandes sociétés de « refus de vente ». En février 1974, un protocole conclu entre l'administration et les compagnies et visant à « moraliser le marché pétrolier » était rendu public.

APRÈS D'AUTRES TENTATIVES

(Suite de la première page.)

Non plus qu'on ne saurait tenir pour innocent l'intervention du parquet à l'égard d'une ordonnance de M. Elie Loques, juge d'instruction chargé du dossier, pour qu'il déclare irrévocable une constitution de partie civile de la mairie communale d'Amiens contre les dirigeants pétroliers. Car il en résulte une interruption de procédure de près de sept mois, délai au terme duquel la chambre d'accusation d'Abbeville-Provence donna raison à Amiens. Il n'est pas abusif de dire que, dès l'origine, la thèse de la « recevabilité » était en droit la plus plausible.

Aura-t-on voulu, par l'alignement imposé à M. Etienne Ceccaldi rompre un « couple » substitut-juge d'instruction qui fonctionnait bien, aussi dissemblables que soient ces deux magistrats ?

C'est trop douter de M. Loques, de sa patience, de son obstination. Agé aujourd'hui de près de soixante ans, doyen des juges d'instruction de la ville, proche de la retraite, M. Loques n'a rien à craindre pour sa carrière.

A la mésaventure qui survient à M. Ceccaldi, on voit encore une fois que les magistrats du parquet ont, eux aussi, besoin d'être protégés, qu'on ne peut se satisfaire, de ce qu'ils sont légalement soumis à l'autorité du garde des sceaux et, au-delà, du gouvernement. Car s'il est un fait établi, c'est que des infractions ont été commises par les sociétés pétrolières. C'est un autre fait établi que M. Ceccaldi a, dès l'origine, méticuleusement construit son dossier.

On peut de ces deux constatations déduire, au moins, que la mutation n'est pas claire. Si la chancellerie s'en tenait au mutisme, elle accablait le malaise en souhaitant le dissiper. — Ph. B.

à la chancellerie, des magistrats sont soupçonnés de manquer au devoir de loyauté. Ainsi (« le Monde » du 11 mai) M. Michel Jéol a-t-il été brutalement, contre son gré, évincé de son poste de sous-directeur des affaires criminelles et des grâces pour être nommé substitut général à la cour d'appel de Paris.

A Marseille, le délégué régional du

Syndicat de la magistrature, mouvement dont est membre M. Ceccaldi, a estimé lors d'une conférence de presse lundi 10 mai que l'on avait voulu « obliger son collègue à orienter l'affaire des pétroliers vers un non-lieu ». Par décret publié au « Journal officiel » du 8 mai, M. Ceccaldi est nommé procureur de la République, à Hazebrouck (Nord).

M. GASTON DEFFERRE : veut-on étouffer l'affaire ?

Sous le titre « L'affaire des pétroliers ou l-elle est étouffée ? », M. Gaston Defferre, maire de Marseille, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, écrit, dans le Provençal :

« Le président de la République a reçu à l'Élysée certains P.-D.G. inculpés par la justice française dans l'affaire des pétroliers ».

« Le ministre de la justice, M. Jean Lecanuet, a déplacé M. Etienne Ceccaldi, qui suit le dossier. Il a été nommé à Hazebrouck, ville de dix-huit mille habitants, dans le Nord, pour bien lui faire comprendre qu'il a eu tort de vouloir faire éclater la vérité ».

« Le premier ministre aurait lui-même l'affaire de près. Ce serait lui qui aurait donné l'ordre à M. Lecanuet de déplacer les magistrats trop consciencieux et trop intégrés ».

« Sommes-nous en présence d'une véritable conjuration gouvernementale pour empêcher que toute la lumière soit faite et que la justice suive son cours ? »

« Nous avons le devoir de poser la question car cela est très grave non seulement sur le plan moral mais aussi en ce qui concerne le respect de l'indépendance de la justice et le principe de la séparation des pouvoirs ».

LE DÉLÉGUÉ DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE : on voulait contraindre M. Ceccaldi à rechercher le non-lieu.

Le délégué régional du Syndicat de la magistrature à Marseille, M. Louis Bartoloméi, a commenté lundi 10 mai, devant les représentants de la presse, la mesure de mutation concernant M. Etienne Ceccaldi, jusqu'alors substitut chargé des affaires économiques et financières, et notamment du dossier des « pétroliers ».

« Il est d'encre de voir de dire, a affirmé M. Bartoloméi, qu'on a obligé M. Ceccaldi à orienter l'affaire des pétroliers vers un non-lieu. C'est une position que nous ne pouvons pas accepter ».

A une question sur le fait de savoir si c'était parce qu'il avait refusé ces non-lieux dans l'affaire des pétroliers que M. Ceccaldi était aujourd'hui sanctionné, M. Bartoloméi a répondu : « Est-ce que la hiérarchie est à même de faire état d'un quelconque grief contre ce magistrat au-dessus de tout soupçon ? Si oui, qu'elle l'indique. Sinon, nous ne voyons pas d'autre raison ».

M. Bartoloméi a ensuite invité, « au nom du Syndicat de la magistrature, unanime », M. Ceccaldi à « refuser cette promotion, qui est une véritable sanction disciplinaire ».

A LYON

Une information judiciaire est ouverte après la mort à l'hôpital Édouard-Berriot d'un ouvrier algérien arrêté en état d'ivresse

De notre correspondant régional

Lyon. — Une information judiciaire a été ouverte par le parquet de Lyon et confiée à M. Verre, juge d'instruction, pour déterminer les causes exactes de la mort d'un ouvrier algérien, M. Abderrahim Laouchet, trente-neuf ans, le 16 février dernier à l'hôpital Édouard-Berriot de Lyon des suites d'une hémorragie méningée elle-même consécutive à une fracture du crâne. Cette information rendue publique lundi 10 mai par la CIMADE, association de solidarité avec les travailleurs immigrés, à l'occasion d'une conférence de presse réunie au siège de cette association, met en cause à la fois des services hospitaliers et des services de police, sans distinguer pour autant les responsabilités des uns et des autres.

Selon deux documents produits par la CIMADE et établis, l'un par le directeur de l'hôpital, l'autre par le responsable du pavillon des urgences, M. Laouchet est arrivé à 21 h. 30 en état d'ivresse manifeste, et émergeant de sa somnolence à 1 heure du matin. Il est emmené dans un car de police. Son dossier médical ne mentionne alors aucune trace de chute, observe l'un des rapports. A 3 h. 35, le service d'assistance médicale d'urgence (SAMU), est demandé par le commissariat du huitième arrondissement où M. Laouchet est trouvé dans un état comateux. Admis au service de réanimation de l'hôpital il y décède le lendemain, l'autopsie révélant l'existence d'une fracture du crâne et d'un hématome sous-dural.

Pour le professeur Jacques Verdina, directeur du pavillon des

« un état général satisfaisant » urgences, M. Laouchet était dans un état satisfaisant à 21 h. 30, et il est parti debout après que la décision de sortie ait été prise. « Comme tous le savez, son état s'est aggravé dans les locaux de police ».

Cette affaire amène pourtant à se demander si une blessure aussi grave qu'une fracture du crâne peut échapper à celui ou à ceux qui procèdent à un examen clinique, ce qui, aux yeux de certains spécialistes, n'est pas impossible. Si la preuve était rapportée que la fracture était antérieure à la première admission au pavillon des urgences, l'hypothèse d'une chute intervenue dans le poste de police du 8^e arrondissement, et à fortiori celle de coups portés sur la personne de M. Laouchet, pourrait être formellement écartée.

Le préfet délégué pour la police, M. Roger Chaux, rappelle que dans cette affaire, « où les circonstances ont conduit à trois rues réserves », il a pris l'initiative, dès le 15 février, de saisir à la fois le parquet en vue de l'ouverture d'une information et la direction générale des hôpitaux civils de Lyon. « Si l'enquête judiciaire doit révéler une faute dans les services hospitaliers, il ne m'appartiendra pas d'en juger. Si l'enquête révèle une faute de mes services, je saurai en tirer les conséquences et je le ferai sans complaisance », dit-il.

Ce drame montre, d'autre part, les insuffisances de la cirulaire du ministère de la santé parue en 1973, qui demande que les personnes arrêtées en état d'ivresse subissent systématiquement un examen clinique. De nombreux médecins considèrent que la surveillance médicale ne devrait pas se limiter au temps nécessaire à constater l'amélioration de leur état, mais qu'elle devrait se prolonger au moins vingt-quatre heures. — B.E.

Au tribunal civil de Paris

L'INFORMATION ET LE COLPORTAGE DE RUMEURS

Une rumeur courait dans une ville de province de moyenne importance. Un hebdomadaire (passant à tort ou à raison pour spécialisé dans l'exploitation tapageuse de faits divers) y dépêcha deux de ses limitiers qui, après avoir enquêté sur les bruits et récolté divers témoignages, en exposèrent le contenu à leurs lecteurs. L'objet de ces rumeurs, non déguisé et facilement identifiable, était un conseiller municipal de la ville, administrateur de l'office public des H.L.M. Il aurait, dit-on, fait attribuer prioritairement des logements à ceux des postulants qui passaient une commande dans le magasin d'électroménager dont il était l'employé. Quelles limites doit s'imposer le journaliste lorsqu'il relate des rumeurs ou des bruits ? Leur narration complaisante n'équivaut-elle pas à une participation à la calomnie éventuelle ? Ces questions étaient à l'ordre du jour, lundi 10 mai, devant la première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Somay, la société Week-End Publications, editrice de l'hebdomadaire Spécial d'été, faisait appel d'un jugement du tribunal de grande instance de Paris la condamnant à des dommages-intérêts envers un conseiller municipal de Meaux et l'office des H.L.M. de la ville.

Pour le tribunal, l'article incriminé, qui se présentait sous la forme d'une lettre ouverte à un procureur de la République, rappelait et soulignait en réalité les prétendues rumeurs : celles-ci s'étant révélées sans fondement à la suite d'une enquête de police, le journal était responsable du préjudice causé.

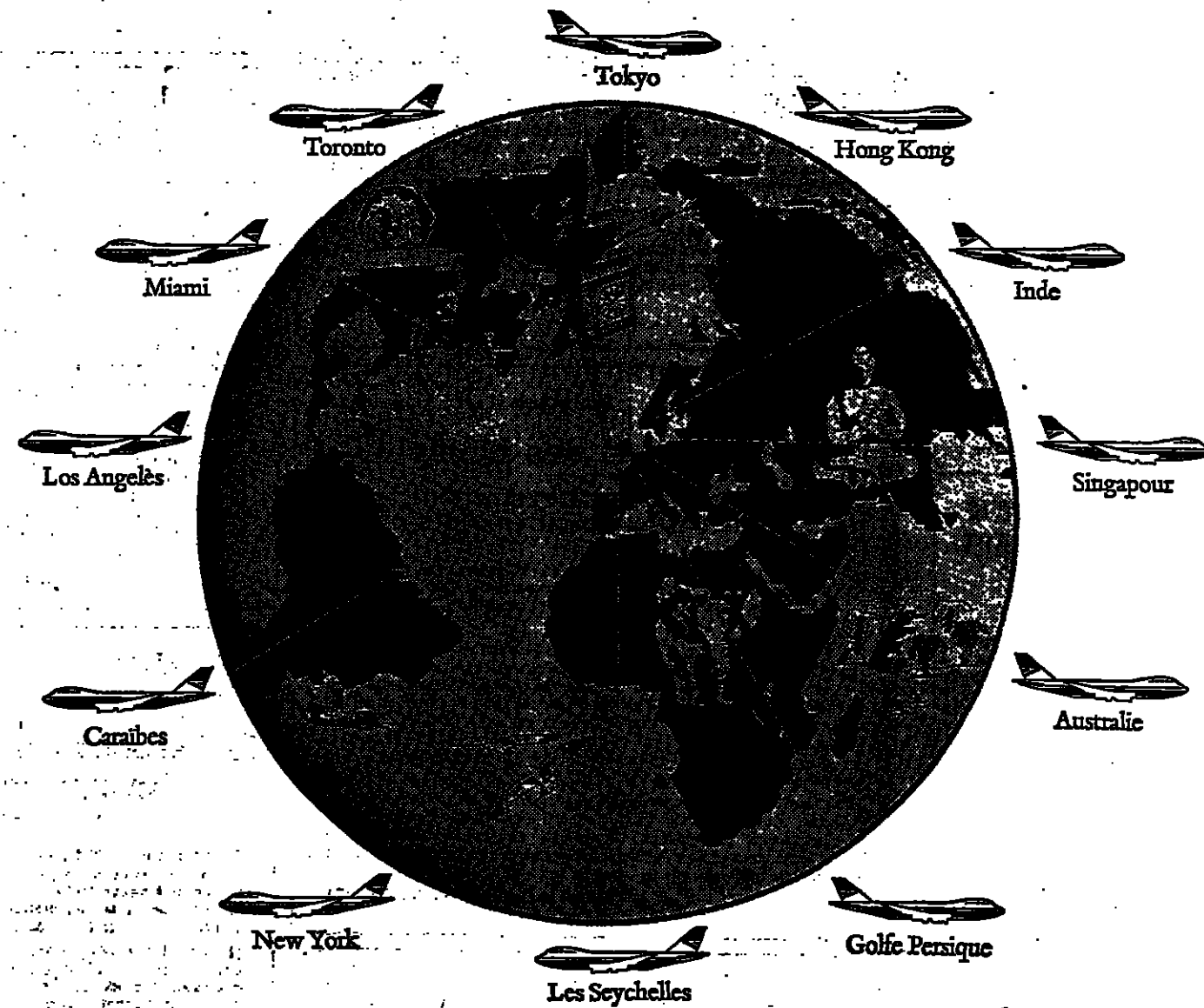
Les appelants soutenaient de leur côté le droit pour un journaliste d'informer ses lecteurs qu'une rumeur existe : elle existait à Meaux, d'après plusieurs témoignages publiés dans l'article. Tout dépend évidemment du ton employé pour les présenter, et à cet égard l'article laissait peu de place au doute quant au bien-fondé de ces rumeurs.

La cour devra ainsi tracer une fois de plus la limite à ne pas franchir entre la simple information et l'amplification par voie de presse de rumeurs calomnieuses. Elle devra le faire peut-être plus subtilement que le tribunal, qui, en estimant que les journalistes avaient recherché le scandale, semble avoir pris en considération la nature particulière de l'hebdomadaire attaqué. Décision le 8 juin.

● Attention en Corse. — Trois attentats à l'explosif ont été commis dans la nuit du 10 au 11 mai, dans la région de Corte, contre les centrales E.D.F. de Castella et de Ghisonaccia, et la station de pompage de Mignata. Les dégâts sont importants.

British Airways

Le plus court chemin pour aller très loin.



De Londres British Airways dessert 63 destinations différentes vers les 4 autres continents. En direct. Parfois en supersonique. Nulle part ailleurs il y a autant de vols ! Avec nous Los Angeles, Miami, New York, Montréal, Toronto sont à deux pas. Les Caribbes et le Golfe Persique : la porte d'entrée à l'Amérique n'est plus aux antipodes. Tokyo, Singapour, Hong Kong, l'Inde, c'est l'Orient très proche. Nairobi est desservie par onze vols par semaine, et Johannesburg tous les jours en 747. Vraiment avec British Airways le monde est bien plus proche. Consultez votre agence de voyage ou téléphonez-nous au 260.38.40.

**British
airways**

Partout dans le monde vous serez en de bonnes mains

حركة من الاصل

**Le maire est ouvert
au général Édouard-Herriot
arrêté en état d'ivresse
pendant régional**

l'état général satisfaisant. M. Laoucheu était assis sur un banc, à 21 h. 30, et avait d'abord demandé la permission de sortir afin d'être accompagné par le capitaine comme vous le savez, son fils aîné, âgé de 17 ans, était gravement blessé. L'incident peut échapper à la fructueuse enquête de ceux qui procèdent à l'enquête clinique, ce qui, aux yeux des médecins, n'est pas impossible. Si la fracture était rapportée que la fracture était antérieure à la première intervention au pavillon des urgences, l'hypothèse d'une chute intervient. Il s'agit d'un cas de fracture d'arrondissement et de police ou de celle de camps portés sur la liste de M. Laoucheu, pour être formellement écartée.

Le docteur déguisé pour la police M. Bédier, chef de la police dans cette affaire, a été interrogé par les juges. On lui a demandé si les réserves n. 11 a pris l'inculpé, c'est le 15 février, de 1934, à la fin de l'après-midi, en vue de la fracture d'une jambe. La situation générale des troupes de Lyon. « Si l'inculpé, dit-il, révèle une infirmité dans les services hospitaliers, ne s'appliquera qu'à la surveillance de la police. Si l'inculpé, dit-il, révèle une infirmité dans les services, le service de la police, dit-il, ne s'appliquera qu'à la surveillance de la police. »

Ce drame montre, d'autre part, l'importance de la police de la ville, qui a été mise en état de guerre, qui demande que les personnes arrêtées et détenues subissent systématiquement un examen clinique par plusieurs médecins, dont un seul est la surveillance médicale. Les médecins de la police doivent donc constater l'état de leur état, mais ils ne peuvent se prolonger au-delà de quatre heures. — B.

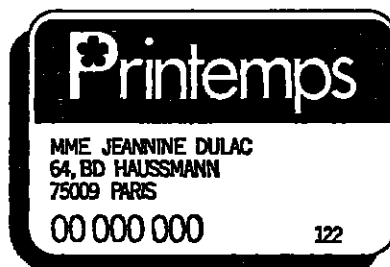
Au tribunal civil de Paris

L'INFORMATION ET LE COLPORTAGE DE RUMEURS

[illegible]

au Printemps, jusqu'au 31 mai

10%
d'Escompte
avec la carte
Compte Printemps*



Exemple : une robe 195 f + un ensemble 450 f + une veste cuir 550 f
Total: 1195 f – escompte 10 % 119,50 f = 1075,50 f

***après acceptation du dossier et ouverture du compte,
pour des achats d'un total minimum de 1000 f,
sauf gros électroménager, télévision,
prestations de services, alimentation, essence.**

Printemps

Haussmann/Nation/Parly2/Vélizy2 Créteil
entrepôt Ile St-Denis

PRESSE

Selon Amnesty International

SOIXANTE-SEPT JOURNALISTES
SONT DÉTENUÉS OU DISPARUS DANS DIX-SEPT PAYS

London (U.P.I.). — Amnesty International a publié, le 9 mai, une liste de soixante-sept journalistes emprisonnés dans dix-sept pays pour des raisons politiques ou « disparus ». L'organisation précise que cette liste, mise à jour le

A Marseille

« LE PROVENÇAL » RÉALISE
DES ÉDITIONS DE QUARTIERS

Le quotidien *Le Provençal*, dirigé par M. Gaston Deffert, a décidé de « décentraliser » ses éditions sur Marseille, afin de mieux cerner la vie et les problèmes des différents quartiers : Marseille-Nord, Marseille-Est, Marseille-Sud. Chaque jour, une page entière est consacrée à ces secteurs de l'agglomération par des rédacteurs spécialement détachés du siège. Des rédactions mobiles ont été installées à bord de caravanes et se déplacent au gré de l'actualité.

Cet effort rédactionnel dans des zones considérées notamment par certains grands ensembles où la diffusion du *Provençal* est médiocre s'inscrit, en outre, dans le cadre de la bataille qui promet de s'engager lorsque les projets d'impression à distance par fac-similé — tel celui du *Figaro* — se réaliseront.

Nous croyons savoir, d'autre part, qu'une délégation de France Soir, conduite par M. Willy Griboud, directeur adjoint de la rédaction, s'est rendue à Marseille, la semaine dernière, pour étudier la possibilité de sortir dans un avenir prochain un *France Soir* régional qui puisse être diffusé de Menton à Montpellier. Ce projet, s'il devait aboutir, se ferait en collaboration avec le *Soir*, quotidien de l'après-midi réalisé par le groupe *Le Provençal*.

23 avril, est probablement la liste la plus exhaustive. « De nombreux journalistes de la liste », précise Amnesty International, « sont détenus sans incrimination ni jugement. Certains ont été soumis à la torture ou à des traitements cruels, inhumains et dégradants. »

Les pays cités par l'organisation comme détenant illégalement des journalistes sont : le Bangladesh, le Brésil, le Chili, Cuba, l'Inde, l'Indonésie, la Corée, les Philippines, Singapour, l'Afrique du Sud, l'Union soviétique, Formose, la Roumanie, la Thaïlande, la Turquie, l'Uruguay et la Yougoslavie.

L'Indonésie vient en tête pour le nombre de détentions arbitraires avec vingt et un journalistes, dont la plupart sont en prison depuis 1965.

En Union soviétique, Amnesty International compte sept journalistes détenus dans des asiles psychiatriques ou des camps de rééducation. Six journalistes sont emprisonnés ou ont « disparu » au Brésil, et deux en Yougoslavie.

Ces rédactions ont collaboré avec l'ouverture, lundi 10 mai, à Philadelphie, de la XXV^e assemblée générale de l'Institut international de la presse.

• Au quotidien les Echos, M. Guy Meyronne vient d'être nommé rédacteur en chef, en remplacement de M. Michel Tardieu, devenu directeur de la rédaction au *Nouvel Economiste*. M. Guy Meyronne rejoint au poste de rédacteur en chef des Echos M. Pierre Morel.

• La Fédération du Livre C.F.D.T. et la Fédération C.F.D.T. des travailleurs de l'information, de l'audio-visuel et de l'action culturelle (F.T.I.A.A.C.) affirment leur solidarité avec la journée d'action et le mot d'ordre de grève lancé le 21 mai par l'Union nationale des syndicats de journalistes.

• La restructuration capitaliste qui affecte le secteur de l'information, l'utilisation des nouvelles techniques contre l'emploi, et les

UN HOMMAGE AMÉRICAIN
A ANDRÉ FONTAINE
ET AU « MONDE »

Atlas, revue de la presse mondiale publiée à New-York, a décidé, l'an dernier, d'attribuer chaque année un titre de « rédacteur en chef international » (International Editor) destiné à couronner « le courage, l'esprit d'initiative et l'autorité montrés à l'échelle internationale pour faire progresser la liberté de la presse et l'esprit de responsabilité mondiale, pour défendre les droits de l'homme et encourager le journalisme de qualité ».

Le choix d'Atlas, qui avait récompensé en 1975 M. Harold Evans, directeur du *Sunday Times* de Londres, s'est porté, pour 1976, sur André Fontaine, « à la fois rédacteur en chef, reporter, analyste de la société et humaniste distingué », qui « pourrait être le Walter Lippmann français ». La revue rend à cette occasion hommage au *Monde* qui, « malgré les critiques inévitables adressées à une grande institution mondiale, comme un journal qui ne couvre l'actualité, mais la précède (...) et qui est parvenu à une position unique par son attachement obstiné aux valeurs de civilisation ».

qualifications de travailleurs les conséquences du démantèlement de la radio et de la télévision nationales, tout cela nécessite une convergence des luttes, déclare le communiqué commun.

• Le comité directeur du Syndicat des journalistes allemands (I.G. Druck und Papier) a levé lundi matin 10 mai son mot d'ordre de grève totale et décidé de passer à une stratégie régionale, amorcée-on officiellement lundi à Stuttgart. Cette décision prend effet mardi à 5 heures (G.M.T.) et on peut donc s'attendre que mercredi matin un certain nombre de quotidiens pourront de nouveau paraître. Ce sont les fédérations régionales du Syndicat qui décideront des entreprises de presse qui resteront soumises au mot d'ordre de grève.

SPORTS

Avant la finale de la Coupe d'Europe de football

L'or vert

(Suite de la première page.)

Les industriels aussi se sont mis au vert. Un message de Saint-Denis-du-Velay, la société Vidal-Defour, fabrique mille cinq cents écharpes par jour aux couleurs de l'ASSE soit trois fois plus qu'avant les demi-finales. Le charbonnier Monty rêve de vendre cinq cent mille disques d'« Allez les verts ! ». Samedi, deux camions bourrés de gadgets, ont franchi la Manche pour approvisionner les hypermarchés de Glasgow. Maillots, livres, albums photographiques, mini-cassettes, plateaux, pochettes d'allumettes, boîtes de chocolats. Chacun y va de son idée pour le plus grand profit de l'ASSE ou de son association de supporters qui touchent des royalties. En 1974-1975, les recettes publicitaires du club atteignaient un peu plus de 7 millions de francs. Elles doubleront, voire davantage. Tout dépend des bretelles.

Jean-François Esten retrouve sa veste. Ah ! les belles bretelles vertes. Amuses, larges comme des faux chaussettes de clown. Mais qui peut

porter ça ? « Bien sûr nous en aurons fabriqué un demi-million. Une histoire de fou. » Trente-deux ans, le zèle intéressé et l'accent trainard du bon Stéphanois, Jean-François Esten explique par quel hasard les succès de l'ASSE lui valaient peut-être de devenir le premier fabricant européen de bretelles, lui qui n'a jamais mis les pieds dans un stade de football.

Les bretelles européennes

Il était aux Pays-Bas quand fut tiré au sort la rencontre Eindhoven-Saint-Etienne. Un acheteur hollandais lui suggéra de fabriquer des bretelles au sigle de l'ASSE. Pourquoi pas ? Le jour du match « aller », deux cent cinquante personnes et journalistes en recevaient une paire. Articles, photos. Les bretelles, ça fait rire, et rien ne vaut le rire pour lancer une mode défilante.

Aujourd'hui, il n'est pas un hôtel ou un débit de tabac stéphanois qui ne propose ledit gadget, bien connu dans le monde entier. Les bretelles

sont déjà en vente dans quarante pays. Le Japon en a importé trois mille paires. Jean-François Esten voit l'avenir en vert : « Un succès à Glasgow et j'atteins sûrement le million de paires. Je construis une deuxième usine. De second, le deviens le premier fabricant européen. L'ASSE fait aussi une affaire. Avec 10 % de royalties sur le prix d'un million de bretelles, elle touchera 2 millions de francs lours. »

Roger Rocher, le carré président de l'ASSE, se refuse à manier les chiffres comme Perrette. Tirant sur sa pipe, comme pour bien souligner la sagesse de son propos, il tempère l'enthousiasme collectif. « Voyez ces douze bibles sur mon bureau. Un cadeau d'un curé du Sud-Ouest à mes joueurs pour fortifier leurs âmes avant la finale. Je me méfie des engouements sympathiques mais excessifs ! Et si l'an prochain nous

« ONZE »

« Janvier le léopard, Piazza le taureau, Farison le blon, Rocheteau le goupard... Voilà quelques-uns des surnoms affectueux dont « Onze », le nouveau magazine sportif qui fait fureur, affuble les joueurs stéphanois. « Onze » a le mérite de se lire vite : à part quelques textes de la même veine que celui cité plus haut, il n'est composé que de photos, assez belles souvent. Le premier numéro de « Onze » a été tiré à deux cent cinquante mille exemplaires : le quatrième à six cent mille, et les deux numéros suivants sur Saint-Etienne à huit cent mille exemplaires. « Onze », dont la parution a coïncidé avec les premiers exploits de l'ASSE, mord à la fois dans la clientèle de « Salut les copains » et de « Football-Magazine ».

avons de médiocres résultats ? Notre première satisfaction est la bonne publicité que nous faisons pour notre ville. »

Saint-Etienne par-ci, Saint-Etienne par-là. « Je n'ose pas calculer ce que nous coûterait toute la publicité qu'on nous fait aujourd'hui », soupire de ravissement M. Haen, secrétaire général de la mairie. La « une » de plusieurs hebdomadaires, les flashs des radios au premier bouton de fièvre de Rocheteau, une quinzaine d'envoyés spéciaux en faction près du stade, la question orale d'un député sur les mérites de l'arbitrage après le dernier Saint-Etienne-Nîmes, la réponse immédiate et émue du secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux sports. « Dire qu'il y a des villes obligées de louer les services du cabinet de relations publiques pour qu'on mentionne une fois par en leur nom à la radio ! »

Les dirigeants stéphanois veulent tirer parti de la ferveur que suscite leur cité. Robert Herbin et son équipe donnent un exemple de compétence et d'opiniâtreté, propre à consolider la réputation travailleuse de leur ville. Le vert : quelle couleur trait mieux à la capitale de la métallurgie, au moment précis où, à grands ronflements de bulldozers, elle se dégage de sa jungle charbonneuse et enfumée ? « Saint-Etienne est, aujourd'hui, désenclavée par l'autoroute, les liaisons ferroviaires et aériennes, explique M. Chapuis, directeur de la chambre de commerce, Saint-Etienne a une vraie université, deux Maisons de la culture, une main-d'œuvre dont l'esprit est bon. Et on voit encore Saint-Etienne sous ses traits de 1900. Au moins, l'ASSE attire ici de nombreux visiteurs et fait connaître notre nouveau visage. »

Il n'est que temps. Saint-Etienne compte proportionnellement davantage de chômeurs que la plupart des villes de la région Rhône-Alpes. Elle n'a pas bénéficié depuis longtemps d'implantations industrielles. Le foot contre le chômage ? Était-ce ce point de vue qui faisait dire, voilà peu, à la C.G.T. de la Loire : « Non à Girard et Duratour (!). Oui, mais... à l'ASSE ? »

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

(1) M. Duratour, ministre du travail, est maire de Saint-Etienne.

Le Bayern Munich autour de sa vedette
Franz Beckenbauer

De notre correspondant

Bonn. — Le F.C. Bayern Munich, qui a remporté déjà trois fois la Coupe d'Europe des clubs champions, cinq fois la Coupe d'Allemagne, qui a été cinq fois champion d'Allemagne, et qui a fourni l'ossature de l'équipe ouest-allemande championne du monde en 1974, est de nouveau en finale de la Coupe d'Europe. Pour ses dirigeants, c'est un encouragement à poursuivre leur tâche. L'équipe la plus prestigieuse de R.F.A. a quitté les sommets du classement de première division pour se fonder dans l'anonymat du milieu du tableau.

Dans un pays où la Fédération de football compte six millions de licenciés, les joueurs du Bayern étaient de véritables idoles. Mais les étoiles ont pâli : certains joueurs ont quitté l'équipe pour exercer leur talent à l'étranger, où les attendaient des offres alléchantes. En 1973-1974, l'équipe, qui son président M. Neuberger appelle lui-même d'« équipe la plus chère du monde » (coût mensuel, entre 750 000 et 1 million de deutschemarks), a déjà traversé une crise. Mais à cette époque, Franz Beckenbauer au sommet de sa gloire, jouait les hommes à tout faire, se multipliant sur le terrain pour colmater les brèches.

À la suite de différends avec les dirigeants, le cœur pourtant n'y était plus. Le Bayern (trente-deux joueurs professionnels) s'identifiait toujours à Beckenbauer, lequel semblait préférer aux courses sur les pelouses les succès faciles de librairie. Son livre, *Un homme moi*, a été un des best-sellers de la saison dernière. Répertoriés et amplifiés par une presse sportive aux aguets, les bruits les plus divers ont couru sur les dissensions entre les joueurs, les disputes des dirigeants, l'équipe reste construite autour de lui : il faut être téméraire, dit-on, pour oser le critiquer.

La punition — sous forme, par exemple, de rélegation dans l'équipe réserve — ne se fait pas attendre. Les mauvaises langues expliquent que l'ascension de la vedette Beckenbauer dans la bonne société correspond au déclin du Bayern. « J'ai trouvé une équipe de joueurs immortels qui poussaient la balle. Je leur ai réappris à courir », déclare Detmar Cramer, l'entraîneur qui a remplacé en janvier 1975 Udo Lattek.

Paul Breitner, un international qui a quitté le Bayern pour l'Espagne, après avoir mis en cause l'autorité de Beckenbauer, considérait que « ceux entraînés par le monde ne pourraient encore motiver cette équipe ». Detmar Cramer a essayé, et dans une large mesure a réussi. Ce petit homme de cinquante et un ans, entraineur depuis vingt-sept ans, qui paraît chétif et parfois fragile, s'estime lui-même « irascible, impatient et plein de tempérament ». Il veut renouveler l'équipe en la rejuvenissant. Il a remis les vedettes au travail, même Franz Beckenbauer, qui doit se soumettre aux exercices. M. Cramer a su gagner la confiance des joueurs et, du même coup, les tensions, les bruits et les insinuations ont pratiquement cessé.

L'équipe qui rencontre mercredi 12 mai l'A.S. Saint-Etienne n'est certainement plus le Bayern des grandes années. D'autres équipes allemandes ont pris la relève. Mais le F.C. Bayern Munich est capable de surmonter des crises graves et, surtout, il compte dans ses rangs des joueurs qui restent parmi les meilleurs de la République fédérale d'Allemagne.

DANIEL VERNET.

Choisir un matériel de photocopie réaliste,
cela compte pour une compagnie de transport.
Car le fret arrive et part grâce à des papiers.

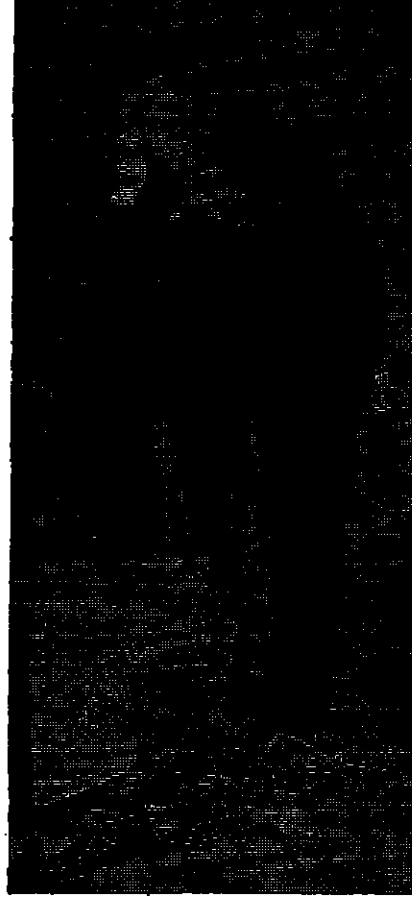
Sans ses papiers un chargement se perd. C'est pourquoi une compagnie de transport ne peut fonctionner qu'avec des duplicata et des copies de duplicata. Elle a évidemment besoin de

La gamme étendue de copieurs Océ offre une réponse bien raisonnée pour chaque besoin, pour chaque budget. (La situation n'exige pas toujours un ensemble).

Voici comment nous travaillons chez Océ : nous sommes très ouverts dans les discussions avec vous, mais très précis dans l'analyse de vos besoins, car nous voulons que vous en ayez pour votre argent.

C'est sans doute pourquoi Océ est réputée pour la précision des ses analyses de besoins en repro, même hors d'Europe.

Que vous importiez ou que vous exportiez, un photocopieur Océ améliorera vos opérations. Choisissez sans indulgence. Choisissez Océ.



Océ : un choix raisonnable.

Tous procédés de reprographie
Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35
Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy
Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ

I. C. S. GROUPE BÉGUÉ

Formation en 3 ans :

GESTION GÉNÉRALE

ET MANAGEMENT :

I.C.S. / GESTION

(4^e année possible U.S.A.)

Concours d'entrée : 3-4 fois

Préparatoires et étudiants

de l'enseignement supérieur et

économique ou scientifique.

Reconnu par le Ministère de l'Éducation

« DÉPARTEMENT DES ADMISSIONS 1976 »

INSTITUT COMMERCIAL SUPÉRIEUR

15, place de la République - 75003 PARIS - Tél. : 277-97-70 et 272-24-76

GESTION COMPTABLE

ET FINANCIÈRE :

TECFI

Préparation au D.E.C.S.

ADMISSION SUR DOSSIER

Titulaires du Baccalauréat.

Candidatures conditionnelles

pour les élèves de Terminales

« DÉPARTEMENT DES ADMISSIONS 1976 »

INSTITUT COMMERCIAL SUPÉRIEUR

15, place de la République - 75003 PARIS - Tél. : 277-97-70 et 272-24-76

حکومت الامم المتحدة

UN NOUVEAU ROMAN DES MOMIES

(Suite de la page 19.)

Chaque organe prélevé est lavé, enduit de gomme-résine (encens ou oliban, provenant probablement de l'écorce de térébenthacées *Borvoetia*). Il sera ensuite placé dans des récipients spéciaux, les vases « canopas », qui seront enroulés à côté du sarcophage.

Un masque d'or

La cavité abdominale et la base du thorax, vides, sont remplies de petits sacs contenant des cristaux de natron, de la gomme arabique (tirée d'un acacia). Les ongles sont fixés sur les doigts avec un fil de lin, pour prévenir leur chute éventuelle. Puis le corps est mis, pendant au moins quarante jours, dans du natron sec en cristaux, d'où il ressort desséché, parcheminé, réduit à l'état de squelette recouvert de peau. On attend alors la maitrise du corps en le boursant de substances diverses (charpie de lin imbibée de résine, suture de bois, gomme arabique, natron, terre, paille hachée). Après ce remplissage, on masque l'ouverture de l'abdomen par une feuille d'or (pour les momifications) ou les moins coûteuses, on se

contente de verser sur l'incision de la cire chaude).

Viennent enfin un dernier lavage, un macillage et l'application d'huiles et de parfums. Alors seulement commence l'habillage de la momie, dont deux papyrus donnent le détail. La pose de chaque suaire et de chaque couche de bandelettes s'accompagne de la mise en place d'incombrables amulettes et de rembourrages. De la gomme-résine, des onguents et des huiles sont versés à diverses reprises pour « cimenter » tous ces tissus. La momie est ensuite vêtue d'une robe faite d'une sorte de résille de perles bleu-vert, d'un pectoral et d'un masque funéraire, en or pour les pharaons, en carton pour les morts du commun. Pour terminer, la momie est placée dans un sarcophage, embotté, le cas échéant, dans d'autres sarcophages-gigognes. Le tout est descendu dans le tombeau qui a été préparé.

Bien entendu, des prières et des formules sont récitées à chaque étape des opérations régies par un rituel rigoureux. Après tout, la momification n'était-elle pas destinée à faire du mort un Osiris, c'est-à-dire un dieu ?

YVONNE REBEYROL

Deux livres

P our en savoir plus sur la momification, il faut lire les « Rituels funéraires de l'ancienne Égypte » (1), ouvrage publié en 1972 par M. Jean-Claude Goyon, chargé de recherche au C.N.R.S. Ce livre rassemble les traductions du « Rituel de l'embaumement », du « Rituel de l'ouverture de la bouche », des « Livres des respiration », et des commentaires. Ceux-ci décrivent les objets utilisés, replacent chaque rite dans son contexte de traditions et d'histoire. La lecture en est très accessible au profane.

On peut aussi lire « Les Momies », du docteur Ange-Pierre Leclerc (2). Malheureusement, ce livre, réalisé trop vite, sans doute pour que sa sortie précède de peu l'ouverture de l'exposition du Grand Palais, comporte de nombreuses coquilles. Ainsi, Toutankhamon est-il mort à vingt-six ans (page 145) et à dix-huit ans (page 146) ; ainsi Victor Loret, directeur du service des antiquités égyptiennes, né en 1859, découvre-t-il en 1898 la momie d'Aménophis II (page 26) ; ainsi le voyageur forézien du seizième siècle Jean Palerne devient-il Jean Palente (page 12). L'ouvrage comporte aussi des inexactitudes qui sautent aux yeux des égyptologues : Djéser est cité comme fondateur de la III^e dynastie alors qu'il appartient à la III^e dynastie (page 145) ; la chambre dans laquelle furent retrouvés les momies royales exposées au musée du Caire se voit attribuer la largeur de « 80 mètres » alors qu'elle n'a tout au plus 4,30 mètres (page 24) ; le pharaon Pinedjem de la XXV^e dynastie est dit avoir porté l'épave d'un navire de commerce (page 23), alors que Maspero, cité comme source, avait corrigé lui-même son nom, qui était devenu Khatschépout dans les errata ajoutés à son livre de 1893.

(1) Les Éditions du Cerf, 387 pages, 75 F.
(2) Hachette, 278 pages, 42 F.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de mai est paru

M. HABY : « On est allé trop loin dans certaines réformes. »

Parlant des programmes de l'école élémentaire, le ministre de l'éducation estime qu'il faut « donner un coup de frein » à la réforme des mathématiques et à celles du français et des activités d'éveil, et réhabiliter la notion de « connaissances ». Il considère que les mathématiques modernes ne doivent pas faire oublier la nécessité d'apprendre le calcul et le table de multiplication. En français, il critique « l'abus des technologies nouvelles » et les excès de la linguistique. Enfin, il souhaite abandonner la notion trop vague d'activités d'éveil, et revenir à un enseignement de l'histoire, de la géographie, des sciences naturelles, des activités artistiques — sans oublier la morale.

Dans les collèges, M. Haby estime que les programmes actuels du premier cycle doivent être à la fois élargis à des domaines nouveaux (sciences économiques et humaines, sciences physiques et technologie) et rendus moins ambitieux dans leur contenu.

LES BONNES AFFAIRES DE L'ANGLAIS RAPIDE

Comment on peut faire de confortables bénéfices en promettant monts et merveilles aux apprentis managers désireux d'apprendre en quelques heures la langue du dollar.

également dans ce numéro :

La vie dans les lycées : débat avec les lecteurs. Allemagne de l'Est : une formation professionnelle pour tous les enfants. Suisse : l'allemand à la française. Animation culturelle dans le Nord. Philippe Soupault interviewé par des écoliers.

En France, un étudiant sur dix est étranger. Des professeurs jugent la réforme. La formation continue dans les entreprises belges. Comment s'inscrire au maternité.

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an)

France : 50 F - Étranger : 68 F.

5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

LES MICROPROCESSEURS

La revanche des quinquaiers

Microprocesseur : les dictionnaires sont muets ; pourtant, le mot apparaît régulièrement dans tout magazine traitant d'électronique. Et chaque mois, sinon chaque semaine, la presse spécialisée annonce des séminaires de formation à l'emploi des microprocesseurs. Serait-ce une révolution ?

Sur le plan technique, certainement pas. Ce n'est qu'un circuit intégré de plus. Sur le plan conceptuel, c'est, en revanche,

l'introduction d'une idée, bannie en informatique, mais neuve pour les électroniciens : un matériel n'est pas associé à une fonction définie, il est polyvalent, et sans rien changer à sa structure, on peut lui demander des fonctions très différentes.

Cette polyvalence a eu un tel succès en informatique qu'il était fatal qu'elle soit adoptée par d'autres branches de la technique. Les électroniciens l'ont bien

compris. Le microprocesseur est un ordinateur destiné aux gens du fer à souder et non à ceux de la carte perforée. Les premiers font parfois un complexe d'infériorité vis-à-vis des seconds. Le microprocesseur rétablit l'égalité et rend parfois l'avantage aux électroniciens : pourquoi acheter un ordinateur qui sera trop puissant ou insuffisant si l'on peut, en fixant quelques circuits sur une carte, en construire un exactement adapté à l'utilisation qu'on a en vue ?

L'INFORMATIQUE est fille — mal reconnue par ses parents — des mathématiques et de l'électronique, du « logiciel » et du « matériel ». Mais l'électronique a toujours été le parent pauvre. « Matériel » traduit mal la signification un peu méprisante de *hardware*, littéralement quinquaierie. Il fallait bien sûr des éléments de circuits, des composants électroniques, pour bâtir un ordinateur. Mais le rassemblement de tous ces composants ne créait qu'une machine inerte, à laquelle seule la programmation donnait vie. Il y a dix ans, la tendance était aux ordinateurs de plus en plus gigantesques, éventuellement liés dans un vaste réseau, aux systèmes de plus en plus sophistiqués. Les spécialistes du *software* — le « logiciel » — n'existaient pas encore.

Un circuit, des mémoires, une horloge

Le microprocesseur ne travaille donc pas seul. Il doit être relié à d'autres circuits intégrés qui seront des mémoires. Il faudra aussi un circuit qui se charge des indispensables liaisons avec l'extérieur. Et un circuit-horloge pour les impulsions de commande.

Une horloge, une unité de traitement (le microprocesseur), des mémoires, un organe d'entrée-sortie. Avec quelques circuits intégrés, on a construit un ordinateur. Ordinateur bien pauvre cependant, auquel il manque la versatilité des véritables ordinateurs : en général, le microprocesseur est un ordinateur qu'on ne programme qu'une seule fois. Cette opération faite, il exécutera éternellement la même tâche, comme l'électronique câblée ou le circuit-client dont il a pris la place.

On peut en théorie modifier ou changer ce programme. Mais il est rare qu'on le fasse. Il doit être inscrit dans une mémoire, qui ne s'efface pas et le circuit n'est pas alimenté ; de telles mémoires « mortes » gardent éternellement

— on du moins jusqu'à ce qu'on leur fasse subir un traitement compliqué — l'information qu'on a une seule fois inscrite. Changer le programme, c'est changer le circuit qui le contient ; c'est inscrire dans le nouveau circuit les codes de toutes les opérations à faire, opération coûteuse en temps d'ingénieur. Un microprocesseur et les quelques circuits qui l'accompagnent coûtent environ la somme de 150 F : sauf cas particuliers où l'on est certain de ne plus jamais devoir effectuer l'ancienne tâche, la reprogrammation d'un microprocesseur n'est pas rentable.

Cela définit l'emploi des microprocesseurs. Exécuter des tâches répétitives, suffisamment complexes pour qu'une électronique câblée soit coûteuse, suffisamment originales pour qu'il ne soit pas rentable de faire fabriquer un circuit-client spécifique aux données réduites. On estime que l'électronique câblée est plus intéressante au-dessous de cent exemplaires, et que le circuit-client s'impose au-dessus de cent mille — ces deux limites tendant à s'écarter l'une de l'autre.

La gamme des applications est vaste. Il y a les micro-ordinateurs et les calculatrices de poche — bien que le marché de ces dernières soit assez vaste pour que leurs constructeurs utilisent plutôt des circuits-clients spécifiques. Il y a la commande des processus industriels. Et bien d'autres encore. A titre d'exemple, la com-

mande des feux de signalisation d'un carrefour, la durée de passage au vert de chacun, variant soit en fonction de l'heure, soit d'indications transmises par câble ou par ondes courtes sur les feux de voitures. On envoie — cela existe déjà en laboratoire — le réglage automatique d'un poste de télévision en couleur ; un réglage initial serait fait manuellement, pour chaque chaîne, par un technicien. Les optima qu'il obtiendrait seraient enregistrés par le microprocesseur, qui réajusterait automatiquement les bonnes valeurs à chaque changement de chaîne.

La balance et les jeux

Autre application pouvant faire l'objet d'un vaste marché : les balances couplées aux caisses enregistreuses. Le vendeur poserait la marchandise sur le plateau et composerait sur un clavier le prix au kilo. Un microprocesseur calculerait le prix et commanderait son affichage sur la balance ou son impression sur le ticket de caisse enregistreur.

Il y a aussi le domaine des jeux. On voit déjà dans certains lieux publics des écrans de télévision ou une dalle rebondit entre deux raquettes que manœuvrent les joueurs. C'est un microprocesseur qui calcule la trajectoire de la balle et fabrique les images qui apparaissent sur l'écran. Et une firme américaine vient d'annoncer un jeu d'échecs électronique : pour un nombre non négligeable de dollars, on pourra jouer contre un microprocesseur.

La plupart des microprocesseurs sont construits suivant la technologie M.O.S. (métal-oxyde-silicium) qui se prête bien à une intégration poussée, permettant de loger un très grand nombre de fonctions sur un seul circuit intégré. Mais les circuits M.O.S. sont lents, une opération élémentaire dure deux millions de secondes. Pour certaines utilisations, on désire les vitesses vingt fois plus grandes que permet l'autre technologie, dite des « transistors bipolaires » ; mais le microprocesseur ne tient plus sur un seul circuit.

Les fabricants ont ainsi été amenés à concevoir des microprocesseurs « en tranches ». Le circuit qu'ils livrent peut éventuellement être utilisé seul, mais généralement on associe deux, trois, quatre, huit... circuits identiques pour constituer un microprocesseur dont la puissance sera proportionnelle au nombre de circuits utilisés. En associant à ces tranches des mémoires et des circuits d'entrée-sortie, on peut à la limite construire un ordinateur spécifiquement adapté à telle utilisation particulière. Certains songent.

MAURICE ARVONNY.

Plusieurs familles

Il est probable qu'en 1980 un standard se sera imposé et que l'éventail des microprocesseurs sera plus restreint qu'à présent. Une revue spécialisée, rassemblant, résumant et traitant des modèles actuellement disponibles. Bien des utilisateurs aimeraient savoir à quels modèles sont promus les grandes séries, et leur connaître, les bases de prix.

Parmi les microprocesseurs MOS (métal-oxyde-silicium), on peut distinguer :

• Les microprocesseurs 4 bits (4 chiffres binaires), tels le 4004 (Intel) ou le FFS-4 (Rockwell). Premiers venus, ils suffisent pour bien des automatisations industrielles, mais sont un peu « courts » pour la gestion de données. Avec 4 bits, soit 16 combinaisons différentes, on peut coder les 16 chiffres mais non les 25 lettres.

• Les microprocesseurs 8 bits. Les principaux sont : 8080 (Intel), 6800 (Motorola), FFS-8 (Rockwell), F-8 (Fairchild). Ils ont actuellement le vent en poupe et couvrent toutes les applications, des automatisations simples à la réalisation de mini-ordinateurs.

• Les microprocesseurs 12 bits. Peu nombreux : le 6100 (Intel) a l'intérêt de simuler un ordinateur très répandu, le PDP-8, et donc de pouvoir reprendre les programmes écrits pour cet ordinateur.

• Les microprocesseurs 16 bits. Le 6800 (National Semi-Conductor) et l'8080 (Texas Instruments) paraissent trop puissants pour la plupart des utilisations actuelles. Ce sera sans doute moins vrai à l'avenir. Mais ils pourraient être alors trop lents et laisser la place aux microprocesseurs « bipolaires ». Ceux-ci se présentent, généralement, en tranches de 2 ou 4 bits : 2301 (Advanced Micro Devices), SFB-4400 (Texas Instruments), 6701 (Monolithic Memories). L'assemblage le plus fréquent utilise 4 ou 8 tranches pour constituer un microprocesseur 16 bits beaucoup plus rapide — mais aussi beaucoup plus cher — que son équivalent en technologie MOS.

En marche des semi-conducteurs, on peut seulement assurer qu'il est en expansion rapide. Pour 1975, les évaluations des ventes mondiales oscillent aux environs de 250 millions de francs. On estime que ce chiffre pourrait être décuplé en 1980.

Les deux hémisphères du cerveau

(Suite de la page 19.)

Le sujet doit reconnaître l'identité ou la non-identité de ces signes. Lorsque le tableau apparaît dans le champ visuel gauche, le temps de réponse ne dépend pas du nombre de signes présentés : l'hémisphère droite traite les informations visuelles en parallèle, simultanément. Lorsque le tableau apparaît à droite (et est donc traité par l'hémisphère gauche), le temps de réaction est plus lent : il ne dépend pas du nombre de signes, mais de la complexité de ceux-ci, sans nom. L'hémisphère gauche travaille aussi en parallèle, mais plus lentement que le droit : si les signes sont des lettres, le temps de réponse croît avec le nombre de lettres ; l'hémisphère gauche les analyse l'une après l'autre, en séquence.

La combinaison des messages optiques et auditifs parvenant aux deux hémisphères est un domaine d'expériences inépuisables, et cela reste vrai si on se limite à la distinction entre matériel verbal et non verbal. De manière générale, une personne reconnaît mieux une mélodie qui lui est présentée à l'oreille gauche et vient directement à son hémisphère droit, et un discours présenté à l'oreille droite, qui rejoint immédiatement l'hémisphère gauche. Un discours entendu par l'oreille gauche est retransmis de l'hémisphère droite vers la gauche, qui l'interprète. Si

les mots sont déformés, l'hémisphère droit est désorienté et ne transmet rien.

L'attention joue un rôle important. Une personne qui parle et entend ses propres paroles retransmises à son oreille droite avec quelques secondes de retard a tendance à bégayer. La bégaiement se trouve notablement réduit si de la musique parvient en même temps à l'oreille gauche.

La notion de « prédominance » de l'hémisphère gauche peut être précisée à propos de musique. Alors que les novices reconnaissent mieux un thème musical ou un rythme joué à leur oreille gauche, les mélomanes ont une oreille droite meilleure : effectivement, lors d'une analyse séquentielle de la mélodie, note après note, ou d'une analyse savante, prend automatiquement la place de l'analyse naïve lorsque la place de l'éducation musicale. L'hémisphère gauche est-elle donc le centre de l'apprentissage des codes, le résultat d'un tel apprentissage se substituant toujours au fonctionnement inné ?

Les deux formes d'intelligence, abstraites et concrètes, liées aux motifs du cerveau, se développent différemment au cours de l'enfance, au fur et à mesure que s'organisent les connexions entre les cellules nerveuses. Les deux hémisphères se différencient dès la naissance, comme le montrent les électro-encéphalo-

grammes des bêtes. Lorsqu'un nouveau-né reçoit un flash lumineux sur le visage, ou bien son cortex ne réagit pas, ou bien c'est l'hémisphère droit seul qui est excité. Une toute petite minorité de nouveau-nés présente une excitation de l'hémisphère gauche. L'hémisphère droite est ainsi celui dont les fonctions sont les premières à s'éveiller.

L'asymétrie du cerveau n'est que l'un des aspects de la localisation des fonctions neuro-psychiques chez l'homme. Chez les animaux, qui, mis à part certains singes, n'ont pas en général cette asymétrie, la spécialisation progressive des zones cérébrales ou même des cellules particulières au cours du développement « infantile » est l'objet de recherches intensives, qui peuvent avoir beaucoup de valeur pour comprendre le cerveau humain.

Chez l'homme, la distinction entre les fonctions droite et gauche est inscrite dans le langage écrit. Elle a une profonde résonance culturelle, car l'hémisphère gauche est le lieu du discours, de la loi et du rationnel ; l'hémisphère droite celui de l'intelligence concrète et pratique, mais aussi celui de l'imagination et du spirituel. Selon le psychologue californien Robert Ornstein, c'est justement l'erreur de l'éducation occidentale que de développer exagérément l'hémisphère gauche au détriment de l'hémisphère droite.

FRANÇOISE BECK.

TRECA EPEDA SIMMONS
Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez :
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS 13^e TEL. 357.46.35
Métro : Parmentier

SC.PO
Préparation d'été et annuelle sur place ou par correspondance
• Examen d'entrée 1^{er} année.
• Procédure d'admission 2^e année.
• Seconde session fin d'A.P.

CEPES
Groupement libre de professeurs
37, rue Charles-Laffitte, 32 - NEUILLY
722-84-04

حکومت اسلامی

صحة من الاحول

DES SCIENCES

ET DES TECHNIQUES

LE MONDE — 12 mai 1976 — Page 21

Mailliers

Le microprocesseur est un... destinée aux gens du fer à... à ceux de la carte perforée... tout parfois un complexe d'... à-vis des seconds. Le... pour rétablir l'égalité... l'avantage aux électroniques... acheter un ordinateur qui... tout ou insuffisant si l'on... quelques circuits sur... construire un exactement... situation qu'on a en vue!

La balance et les jou... Autre application pour... d'un vaste marché... balances complètes aux... registres. Le vendeur ne... la marchandise sur le... composerait sur le plan... kilo. Un microprocesseur... s'ajoute au prix et commu... son affichage sur la bal... son impression sur la... cause enregistrée.

amilles... La plupart des micro... sont construits sur une... logie MOS (Metal Oxide Semiconductor) qui se prête à... intégration poussée... de loger un très grand... de fonctions sur un... intégré. Mais les... sont lents, une opération... autre dure deux minutes... seconde. Pour certains... dans, on désire des... plus rapides, des... faibles techniques... transistors bipolaires... microprocesseur ne... au seul circuit.

visages du cerveau... Les images fournies par un microscope... qui reconnaît les molécules... Les images fournies par un microscope... électronique, fournissent des informations sur la forme des objets étudiés. Elles ne renseignent pas sur la nature chimique de l'objet. En disposant d'un filtre bien adapté, on peut obtenir une image optique d'un seul composé chimique.

Des chercheurs ont mis au point une serre solaire à paroi filtrante

UNE équipe de chercheurs de la station de bioclimatologie du centre d'Avignon de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) a sans doute permis de faire un pas important dans l'utilisation rationnelle de l'énergie solaire pour le chauffage et la climatisation des serres agricoles, en

Deux considérations ont orienté les travaux des chercheurs de l'INRA. MM. J.-P. Chapelle et J. Damagnez, et du C.E.A., MM. P. Denis et P. Jourdan. On sait, d'une part, que dans le spectre solaire les longueurs d'onde utiles à la photosynthèse sont toutes situées dans le visible; le rayonnement infrarouge, pour sa part, ne fait que contribuer à accroître la température dans les serres et à augmenter la consommation en eau des plantes. D'autre part, dans les régions méditerranéennes, l'intensité du rayonnement solaire est telle qu'il faut, même en hiver, limiter la montée en température sous les serres aux heures les plus chaudes de la journée par ventilation. Mais la nuit la température tombe; il est nécessaire de chauffer.

Stocker l'énergie infrarouge... Les chercheurs ont eu l'idée d'utiliser un filtre sélectif servant de paroi à la serre qui absorbe pratiquement tout l'infrarouge — l'apport énergétique du soleil dans l'infrarouge proche représente

55 % de l'énergie — et laisse passer, en revanche, les longueurs d'ondes visibles biologiquement utiles à la plante. La serre est ainsi munie en partie de panneaux en méthacrylate (plexiglas), qui constituent une double paroi filtrante à l'intérieur de laquelle circule sous faible pression un liquide caloporteur composé d'eau et de chlorure de cuivre à 1 ou 2 %. Pendant la journée, le fluide de cette paroi filtrante recueille l'énergie infrarouge sous forme de chaleur et va s'accumuler et être stocké dans un réservoir (1). La nuit, le fluide chaud est renvoyé dans la double paroi et chauffe la serre. Le contrôle de la température de la serre est assuré à partir de la température de la paroi. Ce principe est relativement simple, dont on peut s'étonner qu'il n'ait pas été appliqué plus tôt, permet d'envisager sous un jour nouveau l'utilisation rationnelle de l'énergie solaire pour le chauffage et la climatisation des serres. Les résultats obtenus sont en tout cas très probants. Grâce à ce système de la paroi filtrante, l'énergie récupérée atteint en moyenne 40 % de l'énergie solaire

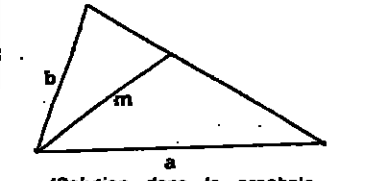
incidente, soit 600 kilocalories par mètre carré et par jour en hiver, 1 300 au printemps et 2 300 kilocalories — qu'il faut entièrement évacuer en été. Il semble d'ores et déjà, du moins pour certains types de cultures et dans les régions méditerranéennes, qu'aucune énergie ni de circuit intégré ni de bande magnétique, Palliat-il tant parler de l'aviation et ignorer si complètement l'automobile? On peut penser que l'embarras de la boîte de vitesses méritait bien la place accordée à l'hydravion ou au turboprop.

Le prototype de 150 mètres carrés installé à Montfavet, en liaison avec un constructeur privé (2), est d'une conception très simple et, notamment, ne nécessite pas de charpente spéciale. En fonction du marché potentiel, le coût d'une serre solaire ne serait donc pas en outre supérieur à celui d'une serre traditionnelle. La commercialisation des serres solaires ne saurait en tout état de cause intervenir avant deux ou trois ans. Certaines améliorations doivent en effet être apportées au projet, en particulier l'incorporation du filtre sélectif dans le matériau de la paroi de la serre. Les délais d'expérimentation sont d'autre part conditionnés par le «délai de réponse» des plantes, qui s'inscrivent dans de longs cycles de culture.

EN TOUTE LOGIQUE

RÈGLE, COMPAS ET BISSECTRICE

PROBLEME N° 68... On se donne trois longueurs : a, b et m. Comment construire un triangle dont m est la longueur de la bissectrice de l'angle des côtés a et b?



(Solution dans le prochain "Monde des sciences et des techniques")

SOLUTION DU PROBLEME N° 65

Quels sont les deux employés sur trois que va augmenter un directeur se disant : Si et seulement si « J'augmente Antoine, ou Bernard ou les deux, et je n'augmente pas Claude », alors « J'augmente Antoine et si j'augmente Bernard, j'augmente Claude »?

B. — J'augmente Antoine, et si j'augmente Bernard, j'augmente Claude. Elles sont vraies ensemble ou fausses ensemble. A est vraie lorsque les deux affirmations qu'elle réunit par « et » sont vraies et fausses dès que l'une d'elles est fausse. Le but étant d'augmenter deux des trois employés, A est vraie lorsque seule Antoine et Bernard sont augmentés. Cela vérifie la première partie de B : Antoine est augmenté. Mais la seconde partie devient fausse : Bernard est augmenté et Claude ne l'est pas. B est fausse. A et B ne peuvent être vraies ensemble. Peuvent-elles être fausses ? Si Antoine et Claude sont augmentés, A est fausse par sa seconde partie. Or la première affirmation de B est vraie et la seconde est vraie également, car le faux entraîne aussi bien le vrai que le faux. Enfin, si Bernard et Claude sont augmentés, A reste fausse et B est fausse par sa première partie. Ce seront donc Bernard et Claude qui seront augmentés. PIERRE BERLOQUIN.

LE SAVOIR ET LES MACHINES

BIOLOGIE

Un microscope qui reconnaît les molécules

Les images fournies par un microscope, qu'il soit optique ou électronique, fournissent des informations sur la forme des objets étudiés. Elles ne renseignent pas sur la nature chimique de l'objet. En disposant d'un filtre bien adapté, on peut obtenir une image optique d'un seul composé chimique. En pratique, le processus est assez délicat. L'irradiation électronique est, en effet, brutale : les molécules cibles se décomposent rapidement. Mais il est possible de reconnaître le composé initial en analysant la fluorescence de ses produits de décomposition.

l'objet il y a une faible émission lumineuse : les électrons perdent de l'énergie en traversant l'objet. Cette énergie se retrouve sous forme de lumière suivant le principe de la fluorescence. Or la couleur émise par fluorescence dépend de la nature chimique de l'objet. En disposant d'un filtre bien adapté, on peut obtenir une image optique d'un seul composé chimique.

En pratique, le processus est assez délicat. L'irradiation électronique est, en effet, brutale : les molécules cibles se décomposent rapidement. Mais il est possible de reconnaître le composé initial en analysant la fluorescence de ses produits de décomposition.

TELECOMMUNICATIONS

Télévision sous-marin

Les ondes électromagnétiques qui véhiculent la radio et la télévision ne se propagent pas dans l'eau. Des essais de transmission sous-marine d'images de télévision sont pourtant en cours au lac de Castillon, dans le laboratoire de détection de la marine nationale. La transmission utilise des ultrasons qu'engendre un appareil conçu au laboratoire des gaz liquides de Saclay. Il s'agit d'une cellule remplie d'hélium et contenant deux électrodes sur lesquelles on applique une haute tension modulée par le signal de télévision. L'ionisation créée par cette tension chauffe le gaz et augmente sa pression. Le signal de télévi-

sion est ainsi transcrit en variations rapides de pression qui se transmettent à l'eau et créent un train d'ondes ultra-sonores. On a pu ainsi transmettre des images sur une distance de 200 mètres, et des améliorations futures devraient notablement augmenter cette distance.

TRANSPORTS

Bicyclette électrique

L'automobile électrique a l'avenir devant elle, mais cet avenir restera lointain tant que des progrès en matière de batterie ne permettront pas une autonomie de quelques centaines de kilomètres. Le problème est moins crucial pour une bicyclette. Aussi des Britanniques ont-ils adapté un moteur électrique sur la roue avant d'une bicyclette. Deux batteries placées comme des sacoches de chaque côté de la roue arrière permettent de rouler sans pédaler sur une cinquantaine de kilomètres. Après quoi, trois heures de charge sont nécessaires, pour une dépense inférieure à 3 francs. Le prototype, mis au point par l'ancien directeur pour l'Europe des automobiles Ford, a sur le vélomoteur plusieurs avantages. Il est silencieux. L'énergie récupérée dans les descentes ou quand on freine est chargée en batterie au lieu d'être dépensée en pure perte. Et le moteur utilisé voit sa puissance augmenter quand la vitesse diminue, ce qui permet de monter des côtes abruptes sans effort.

LIVRES

■ ATLAS INTERNATIONAL. Editions Garnier Frères, 350 pages, 296 F. L'Atlas International, que viennent de publier les éditions Garnier, est une source de perplexité. Il est bon, certes, mais il ressemble comme un frère jumelé à l'Atlas de l'Encyclopédie Universalis. Mémes cartes, mémes légendes multilingues, même pagination, même copyright Band McNally and Co, même impression aux Etats-Unis. Seul le prix change : 296 F pour l'Atlas Garnier, 285 F pour l'Atlas de l'Encyclopédie Universalis.

■ JE SAIS TOUT SUR LA SCIENCE, par Antoine Kert, chez Hachette, 160 pages, 65 F. Un dictionnaire pour jeunes enfants, où sont traités soixante-six thèmes scientifiques techniques sont expliqués, à tout le moins, comme tous les choix, ceux de l'auteur sont contestables, et l'on peut se demander s'il fallait consacrer un article à la tige de l'adrosphère, mais ne parler ni de circuit intégré ni de bande magnétique. Palliat-il tant parler de l'aviation et ignorer si complètement l'automobile? On peut penser que l'embarras de la boîte de vitesses méritait bien la place accordée à l'hydravion ou au turboprop.

■ APPLICATIONS DE LA THERMODYNAMIQUE DU NON-EQUILIBRE, par F. Chastel, M. Gros et E.S. Spiegel, chez Hermann, 191 pages, 78 francs. Il y a dans ce livre un net parti pris d'originalité. Les auteurs estiment, et on ne saurait leur donner tort, que la présentation habituelle de la thermodynamique, où tout se déduit de deux célèbres principes, masque la réalité concrète. D'où une présentation différente, axée sur la notion d'« exergie », qui est le travail maximum que l'on peut utilement retirer de certaines transformations. Ce travail est effectivement la quantité qui importe aux praticiens, et il n'est pas mauvais de lui faire jouer le plus grand rôle, en restreignant celui de notions comme l'entropie dont la signification est beaucoup moins directe. Les intentions sont donc très bonnes. La réalisation est, hélas ! moins satisfaisante. On sent trop souvent du détail précis se traduisant par un texte lourd et souvent

maladroit. Quant aux formules, elles sont à peine lisibles. Ce ne sont que lettres surignées, primées ou doublement primées, affectées de plusieurs indices à droite et à gauche. Tous ces « accidents » ont leur signification, et les avoir simultanément à l'esprit quand on lit la formule suppose une virtuosité intellectuelle hors du commun. En pratique, il faut que le lecteur ait déjà une profonde connaissance de la thermodynamique qui lui permette d'éliminer le superflu et de ne s'attacher qu'à l'essentiel. On doute que ce soit le cas du « praticien » auquel est censé s'adresser ce livre.

■ LE BONHEUR DE CREER, Jean Puyo Interregio Louis Leprince-Ringuet, Editions du Centaure, 228 p., 35 F. De l'Ecole polytechnique comme élève à l'Ecole polytechnique comme professeur ; mais aussi à l'Académie française, au Collège de France, à la présidence de l'organisation française du Mouvement européen ; en passant par une cabane-laboratoire, située à 3 500 mètres, au-dessus de Chamoni, et à laquelle on accédait par un téléphérique de fortune ; et par une activité picturale qui a donné lieu à une dizaine d'expositions, et qui a été pour l'auteur bien plus importante que ne le laisse croire une notice biographique qui la range parmi les occupations secondaires ; à soixante-quinze ans, M. Louis Leprince-Ringuet peut regarder en arrière avec le sentiment d'avoir réussi sa vie. Question de circonstances pour une part, mais aussi effet d'une volonté clairement orientée. M. Leprince-Ringuet fut, peut-être, comme il le dit, prêt à être polytechnicien par ses parents ; les autres étapes de sa vie ne relèvent que de lui.

C'est cette vie qu'il raconte, et les idées qui l'ont guidée. Les hommes qu'il a rencontrés, les problèmes qu'il s'est posés au cours d'une conversation très libre, et plutôt désordonnée ; même si chaque chapitre a un thème, une orientation générale, les digressions sont fréquentes. Ce serait gênant si l'auteur voulait transmettre un message, mais tel n'est pas son propos. « Le Bonheur de créer », est un témoignage, aussi peu directif que possible. A chacun d'y prendre ce qu'il y trouve bon.

On ne résume pas ce livre. Tout au plus peut-on en extraire quelques appréciations, parfois ironiques — de son camarade de classe Jacques Lacan : « Il a toujours eu le sens du canular », parlait de lui-même, lorsqu'il évoque la façon dont, après mai 1968, il fut

chassé de son poste de professeur à Polytechnique par un ministre des armées « au tempérament assez abrupt » ; mais souvent chargées de chaleur humaine : elle est belle cette phrase de Pagnol lui disant : « Mes vieux amis sont morts. Faisons-nous maintenant des amis de la vieillesse ». L'auteur parle aussi, bien sûr, de ces instants exaltants où une équipe de chercheurs perçoit que vient de se manifester un phénomène nouveau. Mais il est finalement peu de questions de recherches dans « Le Bonheur de créer ». Il y est beaucoup question du bonheur de vivre.

■ UNE EVOLUTION DANS LES SCIENCES DE LA TERRE, de A. Hallam. Editions du Seuil. Collections à Points n° 512, 285 p., 184 pages, nombreuses figures, 9 francs. Depuis une quinzaine d'années, les sciences de la Terre se sont entièrement renouvelées. Les progrès technologiques ont permis d'ausculter les fonds océaniques et on s'est rendu compte que la clé de la compréhension de notre planète était cachée sous la mer. Ce qui est logique, puisque les terres émergées ne représentent que 29 % de la surface de la Terre.

A dire vrai, un esprit remarquable, Alfred Wegener, avait popularisé, au début du siècle, l'idée de la dérivation des continents. Mais l'explication qu'il en donnait manquait de bases acceptables par les physiciens. La théorie actuelle de la tectonique des plaques rend justice à Wegener. Et c'est ce que s'applique à montrer A. Hallam.

A. Hallam explique aussi comment s'est faite la théorie actuelle et il rend à chaque géophysicien qui y a contribué la part qui lui revient. Le livre est clair et accessible aux lecteurs qui veulent comprendre la récente révolution des sciences de la Terre.

■ BIOCHIMIE STRUCTURALE, par Claude Audigé, Editions Doyn, 151 pages, 48 francs. La biochimie est une science jeune : le fait que les protéines soient un enchevêtrement d'acides aminés n'est connu que depuis une trentaine d'années ; la double hélice de l'acide désoxyribonucléique, gardien de l'hérédité, est encore plus récente ; et si nul ne peut prédire l'avenir, on peut au moins assurer que des découvertes fondamentales sont encore à faire.

Présenter de façon logique et ordonnée une science en pleine évolution n'est pas facile : rendre de plus l'exposé agréable à lire n'est pas aisé. Le livre de M. Audigé atteint de façon très satisfaisante ces deux objectifs.

Seule TWA offre autant de vols quotidiens vers les U.S.A.

New York sans escale.

Le premier 747 de la journée - Vol quotidien - Départ: 12 h - Arrivée: 13 h 45.
Deuxième vol quotidien: Départ: 15 h - Arrivée: 17 h 15.

Boston sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale - Départ: 13 h 45 - Arrivée: 15 h 25.

Washington sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale - Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 30.

Los Angeles San Francisco.

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ: 11 h 40. Arrivée Los Angeles: 16 h 10.
Arrivée San Francisco: 18 h 46.

TWA

TWA N°1 sur l'Atlantique.

LE MONDE DES SCIENCES

Au cours d'un colloque de cinq jours

L'UNESCO étudie les transferts de technologie vers les pays en voie de développement

L'UNESCO réunit du 10 au 14 mai un nouveau colloque consacré aux transferts de technologie des pays industrialisés vers les pays en voie de développement. La séance inaugurale a été présidée, lundi 10 mai, par M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche.

Organisé par la Société des ingénieurs civils de France, ce colloque fait suite à deux journées d'études qui ont eu lieu la semaine dernière à la Chambre de Commerce de Paris sur le même thème.

Tandis que la Chambre de Commerce souhaitait s'adresser surtout aux industriels français soucieux d'exporter vers le tiers-monde, et rappeler les problèmes politiques, juridiques et financiers posés par ce type d'exportation, le colloque de l'UNESCO va exposer les technologies que proposent aujourd'hui les pays industrialisés aux pays en voie de développement. Après une première journée consacrée aux problèmes politiques et économiques généraux, le colloque examinera, mardi et mercredi, une série d'exposés faits par des responsables d'entreprises sur les industries agricoles et alimentaires, l'énergie, les transports, la formation professionnelle et les industries intermédiaires particulièrement les pays en voie de développement : textiles, métallurgie, chimie, industries mécaniques.

Ce colloque mettra une fois de plus en lumière les transferts de technologie vers le tiers-monde se faisant encore essentiellement à titre commercial, à des ventes d'usines clés en main, plus qu'à des échanges de savoir-faire, de plus en plus, les régions dont s'accroissent les transferts sont nombreuses : assistance technique et formation de personnel, garanties de production de l'usine.

voire garanties de marché, utilisation de matières premières et de main-d'œuvre spécialisée du pays importateur.

Un nouveau réalisme

Soucieux de trouver de nouveaux débouchés en cette période de crise économique, les pays industrialisés ne viennent pas seulement à des sentiments plus réalistes. Ils ont compris que l'accroissement des échanges avec le tiers-monde passe par une reconnaissance de leurs revendications principales : maintien des cours des matières premières, droit à l'assistance technique, garantie de marchés à l'exportation vers les pays riches, droit à la protection de leurs industries naissantes, libre accès à la technologie, droit à l'aide financière.

Les propos de M. Michel d'Ornano en ouvrant le colloque témoignent de ce nouveau réalisme géopolitique : « La France et les autres pays industrialisés doivent accepter réclament de procéder à des transferts technologiques de plus en plus importants vers le tiers-monde. Il n'y a pas d'autre solution, car nous sommes arrivés au point où le problème de la mise de la plus grande partie du monde doit être résolu, sous peine d'ouvrir la voie à une aventure incontrôlable. » Comme les États-Unis, l'Europe sait que, pour maintenir un taux raisonnable de croissance et son capital de matière grise, il lui faut de plus en plus échanger ses connaissances technologiques contre les ressources naturelles qu'elle ne possède pas sur son sol. C'est ce qu'a rappelé M. d'Ornano, en ajoutant que « en dehors de toutes considérations de géopolitique ou de morale, l'intérêt des pays riches est de partager ce capital de connaissance avec les pays en voie de développement ».

(PUBLICITÉ)

A propos de FONDS DE COMMERCE et LOCAUX COMMERCIAUX

La Chambre Syndicale des Mandataires en Vente de Fonds de Commerce et d'Industries

DE PARIS ET REGION PARISIENNE
FONDÉE EN 1913
RAPPELLE QUE SEUL UN SPECIALISTE
TITULAIRE D'UNE CARTE PROFESSIONNELLE
(Loi du 2 Janvier 1970, Décret 72878)

- Une sélection d'affaires ;
- Une garantie effective des fonds déposés ;
- Une assurance professionnelle ;

ATTIRE L'ATTENTION DES

VENDEURS

ET ACQUÉREURS

SUR LES RISQUES

D'UNE TRANSACTION

réalisée par ceux qui exercent légalement cette profession
TOUS NOS MEMBRES REpondent AUX EXIGENCES DE LA LOI
et sont adhérents à la Caisse de Garantie de la F.N.A.I.M.

Pour tous renseignements :

129, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris

TELEPHONE : 723-32-53

PARIS HELSINKI

en DC-9-51

VOL QUOTIDIEN

départ Orly-ouest 13 h 50
de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU



toute agence de voyages et

11 rue Auber Paris-9

réservations 742.35.11

la ligne de l'hospitalité finlandaise

L'ACTUALITÉ MÉDICALE

Les enfants ne naissent plus aujourd'hui comme il y a dix ans, voire même cinq ans. Pour deux raisons : la technique a fait des progrès et ces progrès sont de plus en plus accessibles au plus grand nombre.

Des chiffres rassurants nous apprennent, ainsi, que le taux de mortalité périnatale ne cesse de décroître (de 30 pour mille à 16 pour mille en dix ans), et que la prématurité, principale cause de mort ou de handicap à la naissance, est aussi en régression. Il n'y a pas de doute : en 1976, les enfants naissent mieux qu'avant, leurs mères ont été mieux suivies durant la grossesse, l'accouchement a été mieux préparé et surveillé, et l'articulation entre l'équipe obstétricale et l'équipe pédiatrique a permis de mieux prendre en charge les nouveau-nés.

BIEN NAÎTRE EN 1976

Ces faits sont indéniables et ces progrès réels. Cependant, la France se situe

loin de l'idéal et beaucoup reste à faire tant sur le plan de la recherche que sur celui de l'information et de l'effort collectif, pour que naissent bien huit cent mille enfants par an.

Un livre, « Pour un nouveau-né sans risques », écrit par le professeur Minkowski (Le Monde - du 5 mai 1976) et deux réunions organisées au début de ce mois, l'une par le Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale, et l'autre par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), ont mis l'accent sur ce qui reste à faire pour que naissent effectivement en plus grand nombre des enfants à terme bien portants.

Sens clinique, électronique et chimie

Le « sens clinique » de l'obstétricien, qui devait mesurer « de l'extérieur », avec un centimètre de coudes, la croissance utérine, qui devait deviner une éventuelle gemellité, percevoir les mouvements du fœtus, décider de sa vitalité, de sa maturité, a été longtemps le seul moyen de surveiller une grossesse. Il s'aidait à peine de la radiologie par crainte des irradiations, et, dans bien des maternités, il en est encore de même aujourd'hui. Pourtant, il existe actuellement d'autres moyens qui n'ont rien à voir avec la valeur de ce « sens clinique » indispensable, mais qui aident à parfaire l'exploration et la surveillance des grossesses, qu'elles soient à risques ou non. C'est ce qu'on fait observer, le 4 mai dernier, les docteurs Sureau (hôpital Saint-Vincent-de-Paul, Paris) et Pontonnier (hôpital de la Grève, Toulouse), qui ont montré d'un côté ce que les récentes découvertes permettraient à elles seules d'appliquer au plus grand nombre, de l'autre dans quelles directions s'orientent les recherches actuelles.

Ainsi, avec des appareils à ultrasons, les obstétriciens peuvent établir dès le quatrième mois un diagnostic sûr de gemellité, et donc définir dès cette période une conduite à tenir pour prévenir en particulier la prématurité, dont les naissances gemellaires sont la cause la plus fréquente.

du liquide amniotique induits par les mouvements du fœtus stimulé par des sons et permet de repérer les variations de mouvement au cours de la journée, et en particulier de connaître ses heures de sommeil.

Un changement de conduite

Différents dosages d'hormones, d'enzymes, peuvent aussi informer sur l'état de santé, de croissance, de souffrance, de l'enfant en gestation. Ces différents dosages autorisent un diagnostic mais parfois les recherches ont conduit à la mise au point de protocoles de traitement. L'exemple type est celui de la prématurité chez des femmes à hauts risques, chez lesquelles l'administration de progestatifs et de bêta-mimétiques a permis d'abaisser considérablement ces risques, à condition de respecter parallèlement certaines consignes d'hygiène de vie (repos, arrêt du tabac notamment).

Mais c'est peut-être au niveau de l'accouchement que les progrès ont été les plus spectaculaires. La surveillance électronique du travail amène, en effet, un bouleversement de la conduite obstétricale traditionnelle. Elle comporte l'enregistrement continu de la contraction utérine, qui objective les anomalies et permet d'accélérer ou de freiner le travail en conséquence ; celui du rythme cardiaque fœtal (mesure de la souffrance fœtale, on sait que si le rythme reste normal pendant l'accouchement de bout en bout l'enfant « naît vigoureux ») ; la mesure

du taux d'acidité (pH) et l'électro-encéphalogramme (une électrode sur le scalp du fœtus permet d'apprécier son activité cérébrale). Enfin, d'autres recherches portant sur l'accouchement ont pour but le traitement médical ou chirurgical du fœtus.

Ainsi, des recherches très récentes montrent que deux mécanismes interviennent dans le déclenchement de l'accouchement : tout d'abord un signal du fœtus, il est, en effet, démontré que c'est le fœtus qui déclenche lui-même son accouchement ; ensuite un état hormonal particulier. Des études ont été entreprises chez la lapine, la brebis et la chèvre, pour mieux connaître ces phénomènes. D'autres travaux portent sur le déclenchement artificiel du travail, soit pour des raisons impératives de pathologie fœtale ou de post-maturité, soit pour des raisons optionnelles de confort (certaines obstétriciens pensent que la programmation à l'avance des accouchements sera une nécessité dans les années à venir). Cette possibilité peut être envisagée car les moyens de surveillance récents apportent une marge de sécurité.

Pharmacologie et chirurgie fœtales

D'autre part, on commence à pouvoir traiter directement le fœtus pendant l'accouchement, car l'effet des drogues sur l'accouchement et le fœtus peut maintenant et depuis peu,

Le devoir d'informer

DEPUIS plus de dix ans, la médecine dispose d'une technique simple pour lutter contre l'incompatibilité rhésus entre une mère et son fœtus : une seule injection d'immunoglobulines anti-D faite dans les heures qui suivent un accouchement ou un avortement suffit à empêcher l'immunisation de la femme. Elle pourra, ainsi, avoir ultérieurement un autre enfant sans risque d'anémie hémolytique. Techniquement, la maladie est considérée comme vaincue. Pourtant, en 1976, la moitié des femmes qui devraient en bénéficier échappent encore au traitement : par manque d'information ! Elles ignorent qu'après un avortement ou une amniocentèse elles doivent simple qu'après l'accouchement d'un enfant de facteur rhésus diffèrent de leur. Or, un seul oubli, une seule erreur de dosage sont irréversibles. C'est pourquoi il faut informer, rabâcher.

Cet exemple présenté par le Pinon (hôpital de la Grève, Toulouse) lors de la réunion du Conseil de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale sur le thème « Démographie des grossesses » a été de bon augure. Mais il en est de nombreux autres : la lutte contre

la prématurité est aussi, et peut-être avant tout, affaire d'éducation et d'information des femmes, comme l'a montré le docteur Papillon (hôpital Antoine-Béchère de Clamart). Mais il faut aussi éduquer le personnel médical sur ces gestes élémentaires de réanimation, il faut aussi informer les pédiatres et les obstétriciens des avantages d'un dialogue constant et des incertitudes d'interprétation des rétroproches, informer les propriétaires des établissements hospitaliers publics et privés de la nécessité de s'adapter aux méthodes et équipements modernes d'accouchement existants et de recruter un personnel qualifié suffisant, informer enfin les responsables de la santé et les pouvoirs publics que sans moyens financiers on ne peut que constater, et que sans un nombre suffisant de postes temps plein hospitaliers et universitaires en gynécologie obstétrique et en anesthésie-réanimation il sera difficile d'être assuré que seront « bien nés » les huit cent mille enfants prévus cette année. Le ministère de la santé ne peut ignorer ces notions, soulignées tout au long de cette journée d'information, puisque la réunion avait lieu dans les locaux et que la politique de la famille est l'un de ses chevaux de bataille.

PLÉTHORE MÉDICALE, PÉNURIE NATALISTE

L'UNAM ne veut pas d'une « Europe-hospice »

Le processus de transformation de la société et du secteur médico-social n'est pas l'effet du hasard. Il s'agit d'un mécanisme général de mutation de notre civilisation, où la notion de l'individu s'efface devant celle de la collectivité, où les libertés fondamentales de l'homme doivent être sacrifiées au pouvoir de l'État, où le sens de la responsabilité doit laisser la place au confort de la sécurité, telle est l'opinion de l'Union nationale pour l'avenir de la médecine (UNAM), qui s'oppose vivement à une telle évolution, et qui a réuni son congrès, du 7 au 9 mai, au Troquet, sur le thème « Démographie, médecine et libéralisme ».

L'évolution démographique en France et l'augmentation considérable du nombre des médecins sont réunies, par l'UNAM, comme une menace grave pour la nation. Plus de quatre-vingts orateurs — médecins, chirurgiens, dentistes, pharmaciens, avocats, économistes, syndicalistes — se sont employés à démontrer « l'absurdité » de la situation qui fait doubler le nombre des médecins et progresser de 150 % celui des chirurgiens-dentistes alors que la natalité décroît.

« Connaîtrons-nous un chômage professionnel ou la sécurité d'un fonctionnaire réclamer par ceux qui, jusqu'ici, réduisaient qu'on leur impose ? » a demandé le docteur Bernard-Claude Savy, président de l'UNAM.

Une situation « préméditée »

Le vieillissement de la population, accompagné de la baisse de la natalité (le déficit des naissances depuis 1970 atteindra 770 000 enfants à la fin de 1976), ne permettra pas, a souligné l'économiste Alfred Sauvy, la croissance économique nécessaire au pays. « L'Europe vieillissante, l'Europe-hospice, a déclaré M. Sauvy, sera incapable de se tourner vers l'avenir. Nous devons donc pousser de toutes nos forces à plus de clarté, à plus d'insistance de conservation même, en comprenant bien que la seule ennemi véritable c'est la vieillesse. Une grande conversion est nécessaire. Il faut ouvrir les yeux. C'est fort difficile aujourd'hui, car le rétro disparaît du même coup ».

Pour l'UNAM, la situation démographique actuelle a été « préméditée de longue date » et elle menace la société libérale tout entière. Le docteur Tremblay, président de l'association Laissez-les vivre, est d'ailleurs venu à la tribune du congrès pour appuyer ce point de vue. Il a accusé la Fondation Rockefeller d'être à l'origine de « la destruction démographique du monde occidental en favorisant l'avortement de masse ». Il estime que, si cette dénatalité se poursuit, elle aboutira « inévitablement à la rupture de l'équilibre des forces internationales, à l'autodestruction de l'Occident, et au renversement de nombreux gouvernements non marxistes ».

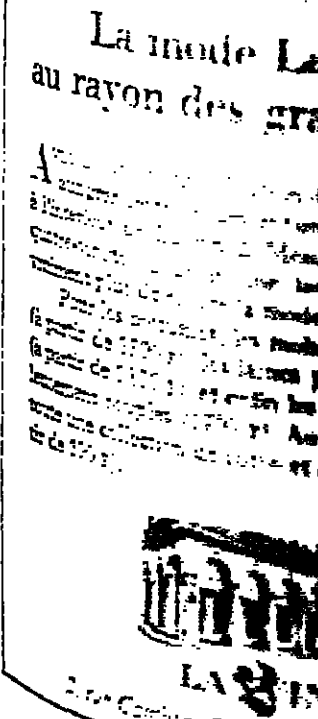
Les congressistes ont conclu à la nécessité d'une politique familiale plus efficace et à la réduction des disparités entre les démographies générale et médicale. Ils souhaitent notamment une entente entre l'Université, « qui délivre les diplômes », les syndicats, qui font les études démographiques, et peuvent prévoir les besoins médicaux, et l'ordre des médecins, « garant d'une médecine de qualité ».

DES OPPOSANTS AU CONSEIL DE L'ORDRE ONT MIS AU POINT UN PLAN D'ACTION

REUNIS à Dijon les 8 et 9 mai, une cinquantaine de délégués de mouvements (1) qui s'opposent au conseil de l'ordre des médecins ont présenté une autre politique de la santé ont mis au point un plan d'action pour les mois à venir. Ils ont estimé qu'après avoir « imposé à l'ordre en reculant l'heure de la nuit », il faut maintenant qu'il a empêché cette institution rétrograde de prendre des sanctions professionnelles contre les médecins ayant refusé de lui payer leurs cotisations, il s'agit maintenant de « développer les plus larges débats possibles parmi les médecins et avec les organisations populaires pour contribuer à la définition d'une nouvelle politique de la santé dégagée des lois du profit ».

Le mouvement d'action santé de Paris, qui participait aux débats, s'est refusé à signer le texte résumant les travaux, déclarant qu'il n'avait pas « à s'effacer » auprès d'une organisation socialiste (il s'agit de Santé et Socialisme). De leur côté, tous les autres délégués se sont prononcés pour la plus large ouverture possible à toutes formations politiques.

(1) Association pour une médecine au service de la population de l'Ouest (Brittany), mouvement Santé et Population (Rhône-Alpes), Groupement régional d'information d'action sur la santé (Bourgogne et Franche-Comté), Association des médecins progressistes de la région Auvergne, Participation encore à la manifestation des représentants de Paris du Landru-Boussillon et de la Champagne, du Syndicat de la médecine générale et de l'association Santé et Socialisme.



صحة من الاصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,16
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Région CHOLET
Pour Société Chaussures Femmes
DIRECTEUR COMMERCIAL
RESPONSABLE :
— Information et politiques commerciales ;
— Orientation des produits ;
— Contrôle de la collection ;
— Animation du réseau ;
— Objectifs et rentabilité des ventes ;
— Budgets commerciaux et résultats.
DIRECTEUR DE PRODUCTION
RESPONSABLE :
— Plan de production et contrôle ;
— Coordination - encadrement ;
— Gestion du personnel ;
— Réalisation des objectifs ;
— Prix de revient.
Lettre manuscrite C.V. et prêt, sous n° 7.556 M à REGIE-PRESSE, 20 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

IMPORTANTE FONDERIE DE FONTE
900 personnes
recherche
DIRECTEUR D'USINE
Ce poste correspondrait à un ingénieur confirmé Agé de 35 ans minimum, ayant une expérience certaine de la Direction d'une unité de production importante et des relations sociales ainsi qu'une forte autorité personnelle et une bonne connaissance de l'anglais.
La Société qui appartient à un groupe multinational très important est spécialisée dans la fabrication de grande série de pièces de fonte moulée destinées principalement à l'industrie automobile.
Résidence dans une région très touristique du Nord-Est.
Toute facilité de logement.
Adr. C.V. et photo au n° 8.718 « le Monde » Publ. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-8e.

CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL
CENTRE FRANCE
recherche
CONTROLEUR DE GESTION
CHEF DES SERVICES FINANCIERS
qui aura pour responsabilités principales, outre la direction des Services Financiers :
— la recherche, l'étude et la mise en place de techniques destinées à améliorer la gestion prévisionnelle de l'entreprise et à permettre des analyses diagnostiques élaborées.
Ce poste implique :
— une formation supérieure ;
— des références professionnelles.
Larges perspectives d'avenir.

Groupe Industriel International
leader sur son marché,
branche mécanique
recherche pour une usine
située à 100 km de Paris
INGENIEUR D'ETUDES
Dépendant du Chef des Services Techniques, il sera responsable du bureau d'études, chargé de la conception des nouveaux produits, de l'assistance à la réalisation des prototypes et de leur conformité aux normes.
Agé de 30 ans environ, Ingénieur de formation A et M ou équivalent et possédant une bonne connaissance de l'anglais, il doit avoir acquis une première expérience dans un bureau d'études de charbonnerie-tilleries.
Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Informations-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.
Référence 739
55, avenue de Wagram 75017 PARIS

POMPES GUIMARD
Premier Constructeur Français de Pompes
recherche pour l'expansion de l'usine d'ANNEXY
INGENIEUR CONFIRME
Chef de Services Méthodes Mécanique Générale.
8 à 10 années d'expérience.
Ecrire avec C.V. POMPES GUIMARD, B.P. 725, 74015 ANNEXY.

USINE METALLURGIQUE ORNE
250 personnes
recherche
CHEF COMPTABLE
Sérieuses références
(bilans, déclaration, gestion financière et administrative, budget prévisionnel, relations bancaires, relations sociales avec personnel).
Ecr. HAVAS - B.P. 70 - 61002 ALENÇON - N° 6.881.

ADJOINT AU CHEF DU DÉPARTEMENT CRÉDITS
Responsable plus particulièrement chargé des missions d'études :
— Au plan interne, pour maintenir un niveau élevé d'efficacité et de sécurité.
— Au plan externe, en collaboration avec les responsables de l'entreprise et les Organisations Départementales avec lesquelles celle-ci est en relations.
Ce poste implique :
— une formation supérieure en économie et agronomie ;
— une personnalité créative et volontaire.
Larges perspectives d'avenir.
Ecrire, en précisant le poste, à :
G.R.C.A.M. de la Nièvre
Service du Personnel.
B.P. A 3 NEVERS.

emplois internationaux

Importante Société Internationale
recherche
pour le Centre Spatial GUYANAIS
situé à KOUROU
Chef d'Equipe "cables"
en vue d'assurer la maintenance et le dépannage du réseau Cables.
Le candidat doit pouvoir assurer la bonne coordination de son équipe et être capable de former et d'instruire de jeunes monteurs.
Il aura une expérience des travaux concernant :
— les câbles souterrains 56 P, 112 P, 91 Q, 234 P, etc. composés 12/4, 4 et 2,8/9,5 - GIDEX 4/75 - câbles plastiques ;
— tirage de câbles en conduites souterraines ;
— mesures sur câbles.
Permis de conduire V.L. indispensable.
Ref. 328.

MINES MÉTALLIQUES
en AFRIQUE NOIRE francophone, dont le programme d'exploitation prévoit un doublement des productions (7 millions de tonnes en 1975), recherche un
CHEF DIVISION DÉCOUVERTURE
chargé de la mise au jour des couches minérales et du mouvement des stériles.
Cette responsabilité convient à :
INGÉN. MINES, A.M. (G.C.), T.P., ...
ayant une expérience de 3 à 5 ans en chantiers de gros terrassements.
Situation assortie des avantages et garanties « expatriés ». Scolarisation des enfants jusqu'en 3e.
Ecrire avec C.V. explicite au réf. DÉCOUVERTURE.
CETAGER
30, AVENUE AMIRAL LEMONNIER 75150 MARLY LE ROI

IMPORTANTE SOCIÉTÉ T.P.
VOCATION INTERNATIONALE
recherche pour l'Afrique
Un GESTIONNAIRE
RESPONSABLE SERVICES ADMINISTRATIFS
EXIGES :
— Formation juridique (licence ou D.E.S.) ;
— Connaissance Droit Anglo-Saxon ;
— Parfaite connaissance langue anglaise ;
— Age minimum 30 ans.
APPROPRIÉ :
— Expérience dans secteur T.P. ou bâtiment.
Ecrire avec cur. vit. et photo sous n° 37.016 à COTTESSÉ Pub. 20, av. Opéra, Paris (2e), qui tr.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE RECHERCHE
POUR PACIFIQUE
VENDEUR REPRÉSENTANT
PRODUITS ALIMENTAIRES
Dynamique, ayant expérience et sérieuses références pour CONTACTS GROSSISTES ET COLLECTIVITÉS. Parfois V.L. Poste correspondant de préférence à célibataire ou marié sans enfant. Logement assuré.
Ecr. avec C.V., certificats et photo à n° 32.769, P.A. S.V.P., 37, rue Général-Foy, 75008 Paris.

UN GROUPE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL
IMPLANTE DANS DE NOMBREUX PAYS
d'AFRIQUE NOIRE francophone
recherche
DEUX CHEFS COMPTABLES
capables de prendre, après une courte période d'adaptation, LA RESPONSABILITÉ DES SERVICES COMPTABLES d'une de ses vingt sociétés opérationnelles.
Les candidats devront être titulaires du D.E.S. et de l'un des certificats supérieurs de l'expertise ; ils devront également avoir acquis quelques années d'expérience dans cette profession.
La rémunération annuelle brute se situera entre 5.200.000 et 6.200.000 F.C.F.A. suivant les pays ; il s'y ajoutent d'importants avantages annexes (logement complètement meublé et équipé, deux mois de congé par an, retraite des cadres, etc.).
Avant leur affectation outre-mer, les candidats recrutés suivront un stage de plusieurs mois dans les services centraux à Paris, pendant lequel ils recevront un salaire mensuel de 5.700 F plus une indemnité de participation aux frais de séjour s'ils sont domiciliés en province.
Envoyer C.V. détaillé n° 6.101, L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris Cedex 02.

DRESSER EUROPE
dans le cadre de son expansion continue dans le domaine de l'extraction, du transport et de la transformation des produits pétroliers, recherche
un adjoint au directeur service après-vente
ZONE EUROPEENNE
Agé au minimum de 40 ans, ayant une formation technique et une expérience de plusieurs années dans l'implantation et le service de matériel pour la pétrochimie, en particulier turbines à gaz et à vapeur, compresseurs centrifuges, pompes...
Il doit avoir une expérience de direction d'un Service Après-vente pour ce type de produits en Europe et en Moyen-Orient.
Il doit être à la fois un homme énergique et avoir à un degré élevé le sens du service envers les clients. Il est indispensable d'être bilingue anglais-français.
Situation intéressante et d'avenir.
La fonction se situe au HAVRE.
Envoyer C.V. manuscrite à :
J. CARDELLAC Chac. L. 302 - 94353 RUNGIS
Discrétion absolue assurée.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
Filiale Groupe International
Région EST
(70 millions de C.A. - 850 personnes)
veut compléter son équipe jeune de Direction par un
DIRECTEUR DU CONTRÔLE DE GESTION
(Formation souhaitée D.E.S.)
Il sera responsable de :
— l'établissement du budget ;
— l'établissement du bilan ;
— la comptabilité générale et analytique ;
— l'information.
Adresser C.V. et présentations sous n° 62.989 B, BLEU PUBLICITE - 17, rue du Docteur-Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Coopérative agricole normande
150 personnes — 100 millions de C.A.
(70.000 tonnes de céréales et approvisionnement)
recherche pour Septembre
UN JEUNE CADRE SUPÉRIEUR
pour succéder Direction Générale. D'abord chargé de repenser les circuits comptables dans un esprit commercial, d'organiser les outils de gestion et l'organisation commerciale, ce secrétaire général assurera progressivement, en collaboration avec le Directeur général, la responsabilité du fonctionnement de l'entreprise et l'animation du réseau extérieur.
Le jeune candidat, de formation supérieure, aura 5 ans de pratique d'organisation et de commandement dans une Coopérative ou une entreprise commerciale.
Ecrire sv. C.V. n° 63.719 B - BLEU PUBLICITE 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

un ingénieur
la direction du département technique
qui comprend 30 collaborateurs dont 4 ingénieurs et regroupes BE et méthodes.
Il a pour mission de mettre au point et faire tourner l'outil de production le plus économique. Il est donc responsable des nouvelles implantations et de l'amélioration des grandes lignes de fabrication en continu.
Agé de 35 ans minimum, de formation AM ou équivalent, vous avez de solides notions d'électronique ou d'automatisme. Venant de la production, vous avez acquis cependant une expérience en organisation et méthodes, ainsi qu'en conception et réalisation de machines spéciales en BE.
Ecrivez à J. THILLY ss réf. 3055 LM.
ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENÈVE - ZÜRICH - BRUXELLES

ORGANISME PROFESSIONNEL DE LA BONNETERIE A TROYES
recherche
COLLABORATEUR CADRE
POUR ASSISTANCE AUX ENTREPRISES DANS L'ÉLABORATION DES PLANS DE FORMATION
Sont demandés :
— expérience vécue en entreprise (quels que soient le type d'entreprise et la fonction occupée) ;
— forte motivation pour les relations humaines ;
— de préférence une formation à la pédagogie.
RESIDENCE A TROYES.
Adresser CV et prêt, sous n° 121 M 526 30, rue de Mogador 75009 PARIS
Centre de psychologie appliquée

DBA
Division AUTOMOBILE TOURISME
recherche pour son usine de BEAUVAIS
CHEF DU SERVICE CONTRÔLE
qui sera chargé avec l'assistance du service qualité de promouvoir des procédures et des méthodes nouvelles pour répondre aux problèmes de production en grande série.
Ingénieur de type CNAM, CUCES, CESI, le candidat aura déjà acquis :
— l'expérience du contrôle en grande série ;
— le sens des relations humaines (50 personnes à commander).
Envoyer C.V., photo et prêt, au Responsable du Recrutement des Cadres DBA/DAT - Centre Paris Pleyel 93521 SAINT-DENIS Cedex 01.

Journal officiel
Sont publiés au Journal officiel les 10 et 11 mai 1976 :
DÉCRET
— Complément de la loi n° 10 du 10 juin 1971 portant sur le service national et certains volontaires de l'armée dans le domaine de la culture et du service militaire.
— Complément de la loi n° 10 du 10 juin 1971 portant sur le service national et certains volontaires de l'armée dans le domaine de la culture et du service militaire.
UN DÉCRET
— Fixant le montant des allocations de chômage technique des militaires.
A L'HOTEL DROUOT
A DÉCOUVERTURE :
— Exposition de la collection de la Bibliothèque nationale de France.
— Exposition de la collection de la Bibliothèque nationale de France.
Le Monde
Service des Abonnements
5, rue de France 75002 PARIS
C.C.P. 420 125
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 1 an 2 ans
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
— COMMANDEMENTS (sans affranchir)
N° 7 100 F 220 F 350 F
N° 8 120 F 240 F 380 F
N° 9 140 F 280 F 450 F
N° 10 160 F 320 F 500 F
N° 11 180 F 360 F 550 F
N° 12 200 F 400 F 600 F
N° 13 220 F 440 F 650 F
N° 14 240 F 480 F 700 F
N° 15 260 F 520 F 750 F
N° 16 280 F 560 F 800 F
N° 17 300 F 600 F 850 F
N° 18 320 F 640 F 900 F
N° 19 340 F 680 F 950 F
N° 20 360 F 720 F 1000 F
N° 21 380 F 760 F 1050 F
N° 22 400 F 800 F 1100 F
N° 23 420 F 840 F 1150 F
N° 24 440 F 880 F 1200 F
N° 25 460 F 920 F 1250 F
N° 26 480 F 960 F 1300 F
N° 27 500 F 1000 F 1350 F
N° 28 520 F 1040 F 1400 F
N° 29 540 F 1080 F 1450 F
N° 30 560 F 1120 F 1500 F
N° 31 580 F 1160 F 1550 F
N° 32 600 F 1200 F 1600 F
N° 33 620 F 1240 F 1650 F
N° 34 640 F 1280 F 1700 F
N° 35 660 F 1320 F 1750 F
N° 36 680 F 1360 F 1800 F
N° 37 700 F 1400 F 1850 F
N° 38 720 F 1440 F 1900 F
N° 39 740 F 1480 F 1950 F
N° 40 760 F 1520 F 2000 F
N° 41 780 F 1560 F 2050 F
N° 42 800 F 1600 F 2100 F
N° 43 820 F 1640 F 2150 F
N° 44 840 F 1680 F 2200 F
N° 45 860 F 1720 F 2250 F
N° 46 880 F 1760 F 2300 F
N° 47 900 F 1800 F 2350 F
N° 48 920 F 1840 F 2400 F
N° 49 940 F 1880 F 2450 F
N° 50 960 F 1920 F 2500 F
N° 51 980 F 1960 F 2550 F
N° 52 1000 F 2000 F 2600 F
N° 53 1020 F 2040 F 2650 F
N° 54 1040 F 2080 F 2700 F
N° 55 1060 F 2120 F 2750 F
N° 56 1080 F 2160 F 2800 F
N° 57 1100 F 2200 F 2850 F
N° 58 1120 F 2240 F 2900 F
N° 59 1140 F 2280 F 2950 F
N° 60 1160 F 2320 F 3000 F
N° 61 1180 F 2360 F 3050 F
N° 62 1200 F 2400 F 3100 F
N° 63 1220 F 2440 F 3150 F
N° 64 1240 F 2480 F 3200 F
N° 65 1260 F 2520 F 3250 F
N° 66 1280 F 2560 F 3300 F
N° 67 1300 F 2600 F 3350 F
N° 68 1320 F 2640 F 3400 F
N° 69 1340 F 2680 F 3450 F
N° 70 1360 F 2720 F 3500 F
N° 71 1380 F 2760 F 3550 F
N° 72 1400 F 2800 F 3600 F
N° 73 1420 F 2840 F 3650 F
N° 74 1440 F 2880 F 3700 F
N° 75 1460 F 2920 F 3750 F
N° 76 1480 F 2960 F 3800 F
N° 77 1500 F 3000 F 3850 F
N° 78 1520 F 3040 F 3900 F
N° 79 1540 F 3080 F 3950 F
N° 80 1560 F 3120 F 4000 F
N° 81 1580 F 3160 F 4050 F
N° 82 1600 F 3200 F 4100 F
N° 83 1620 F 3240 F 4150 F
N° 84 1640 F 3280 F 4200 F
N° 85 1660 F 3320 F 4250 F
N° 86 1680 F 3360 F 4300 F
N° 87 1700 F 3400 F 4350 F
N° 88 1720 F 3440 F 4400 F
N° 89 1740 F 3480 F 4450 F
N° 90 1760 F 3520 F 4500 F
N° 91 1780 F 3560 F 4550 F
N° 92 1800 F 3600 F 4600 F
N° 93 1820 F 3640 F 4650 F
N° 94 1840 F 3680 F 4700 F
N° 95 1860 F 3720 F 4750 F
N° 96 1880 F 3760 F 4800 F
N° 97 1900 F 3800 F 4850 F
N° 98 1920 F 3840 F 4900 F
N° 99 1940 F 3880 F 4950 F
N° 100 1960 F 3920 F 5000 F
N° 101 1980 F 3960 F 5050 F
N° 102 2000 F 4000 F 5100 F
N° 103 2020 F 4040 F 5150 F
N° 104 2040 F 4080 F 5200 F
N° 105 2060 F 4120 F 5250 F
N° 106 2080 F 4160 F 5300 F
N° 107 2100 F 4200 F 5350 F
N° 108 2120 F 4240 F 5400 F
N° 109 2140 F 4280 F 5450 F
N° 110 2160 F 4320 F 5500 F
N° 111 2180 F 4360 F 5550 F
N° 112 2200 F 4400 F 5600 F
N° 113 2220 F 4440 F 5650 F
N° 114 2240 F 4480 F 5700 F
N° 115 2260 F 4520 F 5750 F
N° 116 2280 F 4560 F 5800 F
N° 117 2300 F 4600 F 5850 F
N° 118 2320 F 4640 F 5900 F
N° 119 2340 F 4680 F 5950 F
N° 120 2360 F 4720 F 6000 F
N° 121 2380 F 4760 F 6050 F
N° 122 2400 F 4800 F 6100 F
N° 123 2420 F 4840 F 6150 F
N° 124 2440 F 4880 F 6200 F
N° 125 2460 F 4920 F 6250 F
N° 126 2480 F 4960 F 6300 F
N° 127 2500 F 5000 F 6350 F
N° 128 2520 F 5040 F 6400 F
N° 129 2540 F 5080 F 6450 F
N° 130 2560 F 5120 F 6500 F
N° 131 2580 F 5160 F 6550 F
N° 132 2600 F 5200 F 6600 F
N° 133 2620 F 5240 F 6650 F
N° 134 2640 F 5280 F 6700 F
N° 135 2660 F 5320 F 6750 F
N° 136 2680 F 5360 F 6800 F
N° 137 2700 F 5400 F 6850 F
N° 138 2720 F 5440 F 6900 F
N° 139 2740 F 5480 F 6950 F
N° 140 2760 F 5520 F 7000 F
N° 141 2780 F 5560 F 7050 F
N° 142 2800 F 5600 F 7100 F
N° 143 2820 F 5640 F 7150 F
N° 144 2840 F 5680 F 7200 F
N° 145 2860 F 5720 F 7250 F
N° 146 2880 F 5760 F 7300 F
N° 147 2900 F 5800 F 7350 F
N° 148 2920 F 5840 F 7400 F
N° 149 2940 F 5880 F 7450 F
N° 150 2960 F 5920 F 7500 F
N° 151 2980 F 5960 F 7550 F
N° 152 3000 F 6000 F 7600 F
N° 153 3020 F 6040 F 7650 F
N° 154 3040 F 6080 F 7700 F
N° 155 3060 F 6120 F 7750 F
N° 156 3080 F 6160 F 7800 F
N° 157 3100 F 6200 F 7850 F
N° 158 3120 F 6240 F 7900 F
N° 159 3140 F 6280 F 7950 F
N° 160 3160 F 6320 F 8000 F
N° 161 3180 F 6360 F 8050 F
N° 162 3200 F 6400 F 8100 F
N° 163 3220 F 6440 F 8150 F
N° 164 3240 F 6480 F 8200 F
N° 165 3260 F 6520 F 8250 F
N° 166 3280 F 6560 F 8300 F
N° 167 3300 F 6600 F 8350 F
N° 168 3320 F 6640 F 8400 F
N° 169 3340 F 6680 F 8450 F
N° 170 3360 F 6720 F 8500 F
N° 171 3380 F 6760 F 8550 F
N° 172 3400 F 6800 F 8600 F
N° 173 3420 F 6840 F 8650 F
N° 174 3440 F 6880 F 8700 F
N° 175 3460 F 6920 F 8750 F
N° 176 3480 F 6960 F 8800 F
N° 177 3500 F 7000 F 8850 F
N° 178 3520 F 7040 F 8900 F
N° 179 3540 F 7080 F 8950 F
N° 180 3560 F 7120 F 9000 F
N° 181 3580 F 7160 F 9050 F
N° 182 3600 F 7200 F 9100 F
N° 183 3620 F 7240 F 9150 F
N° 184 3640 F 7280 F 9200 F
N° 185 3660 F 7320 F 9250 F
N° 186 3680 F 7360 F 9300 F
N° 187 3700 F 7400 F 9350 F
N° 188 3720 F 7440 F 9400 F
N° 189 3740 F 7480 F 9450 F
N° 190 3760 F 7520 F 9500 F
N° 191 3780 F 7560 F 9550 F
N° 192 3800 F 7600 F 9600 F
N° 193 3820 F 7640 F 9650 F
N° 194 3840 F 7680 F 9700 F
N° 195 3860 F 7720 F 9750 F
N° 196 3880 F 7760 F 9800 F
N° 197 3900 F 7800 F 9850 F
N° 198 3920 F 7840 F 9900 F
N° 199 3940 F 7880 F 9950 F
N° 200 3960 F 7920 F 10000 F
N° 201 3980 F 7960 F 10050 F
N° 202 4000 F 8000 F 10100 F
N° 203 4020 F 8040 F 10150 F
N° 204 4040 F 8080 F 10200 F
N° 205 4060 F 8120 F 10250 F
N° 206 4080 F 8160 F 10300 F
N° 207 4100 F 8200 F 10350 F
N° 208 4120 F 8240 F 10400 F
N° 209 4140 F 8280 F 10450 F
N° 210 4160 F 8320 F 10500 F
N° 211 4180 F 8360 F 10550 F
N° 212 4200 F 8400 F 10600 F
N° 213 4220 F 8440 F 10650 F
N° 214 4240 F 8480 F 10700 F
N° 215 4260 F 8520 F 10750 F
N° 216 4280 F 8560 F 10800 F
N° 217 4300 F 8600 F 10850 F
N° 218 4320 F 8640 F 10900 F
N° 219 4340 F 8680 F 10950 F
N° 220 4360 F 8720 F 11000 F
N° 221 4380 F 8760 F 11050 F
N° 222 4400 F 8800 F 11100 F
N° 223 4420 F 8840 F 11150 F
N° 224 4440 F 8880 F 11200 F
N° 225 4460 F 8920 F 11250 F
N° 226 4480 F 8960 F 11300 F
N° 227 4500 F 9000 F 11350 F
N° 228 4520 F 9040 F 11400 F
N° 229 4540 F 9080 F 11450 F
N° 230 4560 F 9120 F 11500 F
N° 231 4580 F 9160 F 11550 F
N° 232 4600 F 9200 F 11600 F
N° 233 4620 F 9240 F 11650 F
N° 234 4640 F 9280 F 11700 F
N° 235 4660 F 9320 F 11750 F
N° 236 4680 F 9360 F 11800 F
N° 237 4700 F 9400 F 11850 F
N° 238 4720 F 9440 F 11900 F
N° 239 4740 F 9480 F 11950 F
N° 240 4760 F 9520 F 12000 F
N° 241 4780 F 9560 F 12050 F
N° 242 4800 F 9600 F 12100 F
N° 243 4820 F 9640 F 12150 F
N° 244 4840 F 9680 F 12200 F
N° 245 4860 F 9720 F 12250 F
N° 246 4880 F 9760 F 12300 F
N° 247 4900 F 9800 F 12350 F
N° 248 4920 F 9840 F 12400 F
N° 249 4940 F 9880 F 12450 F
N° 250 4960 F 9920 F 12500 F
N° 251 4980 F 9960 F 12550 F
N° 252 5000 F 10000 F 12600 F
N° 253 5020 F 10040 F 12650 F
N° 254 5040 F 10080 F 12700 F
N° 255 5060 F 10120 F 12750 F
N° 256 5080 F 10160 F 12800 F
N° 257 5100 F 10200 F 12850 F
N° 258 5120 F 10240 F 12900 F
N° 259 5140 F 10280 F 12950 F
N° 260 5160 F 10320 F 13000 F
N° 261 5180 F 10360 F 13050 F
N° 262 5200 F 10400 F 13100 F
N° 263 5220 F 10440 F 13150 F
N° 264 5240 F 10480 F 13200 F
N° 265 5260 F 10520 F 13250 F
N° 266 5280 F 10560 F 13300 F
N° 267 5300 F 10600 F 13350 F
N° 268 5320 F 10640 F 13400 F
N° 269 5340 F 10680 F 13450 F
N° 270 5360 F 10720 F 13500 F
N° 271 5380 F 10760 F 13550 F
N° 272 5400 F 10800 F 13600 F
N° 273 5420 F 10840 F 13650 F
N° 274 5440 F 10880 F 13700 F
N° 275 5460 F 10920 F 13750 F
N° 276 5480 F 10960 F 13800 F
N° 277 5500 F 11000 F 13850 F
N° 278 5520 F 11040 F 13900 F
N° 279 5540 F 11080 F 13950 F
N° 280 5560 F 11120 F 14000 F
N° 281 5580 F 11160 F 14050 F
N° 282 5600 F 11200 F 14100 F
N° 283 5620 F 11240 F 14150 F
N° 284 5640 F 11280 F 14200 F
N° 285 5660 F 11320 F 14250 F
N° 286 5680 F 11360 F 14300 F
N° 287 5700 F 11400 F 14350 F
N° 288 5720 F 11440 F 14400 F
N° 289 5740 F 11480 F 14450 F
N° 290 5760 F 11520 F 14500 F
N°

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX DU		
PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	28,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Ingénieur Consultant



CEGOS TYMSHARE

Filiale commune de Cegos, du Crédit Lyonnais et de Tynshare.

leader dans son domaine, forte exposition européenne, time sharing vous propose un poste d'Ingénieur Consultant à Paris.

Vous participerez au développement des applications du time-sharing chez les utilisateurs dans tous les secteurs économiques, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation.

Vous aborderez ainsi les techniques les plus avancées de l'informatique et du management : simulations financières, contrôle de gestion, investissements, études de marketing... Nous disposons d'un réseau mondial comprenant à ce jour plus de 30 gros systèmes interconnectés de types IBM 370/158, PDP 10 et XDS 940.

Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le commercial ou l'animation d'équipes technico-commerciales en France et à l'étranger. Ce poste convient à un diplômé Grande Ecole, débutant ou non, ayant si possible une bonne expérience de langages de programmation. Formation complémentaire de gestion appréciée.

Le goût de l'action et des contacts humains est nécessaire :

- La formation au time-sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence M. 5012, à CEGOS TYMSHARE (Tél. : 602-24-00), 108, Bureaux de la Colline de Saint-Cloud - 92213 SAINT-CLOUD.

Massey Ferguson

1^{er} constructeur français de matériel agricole, recherche pour ses services comptables du PLESSIS-ROBINSON (92)

Jeunes BTS, DUT
option Finance
comptabilité

Départ des C.A.L. destinés de 1^{er} cycle dans un important groupe multinational.

Placements : 38 h 3/4 hebdo, 2^e mois. Rémunération d'entrée : 150.000 F. (transport assuré depuis Paris, Versailles et Joinville).

Les candidats intéressés envoient C.V. détaillé, sous la référence : M.F. 100, à M. Massey Ferguson, 28, avenue Gellée, 92230 LE PLESSIS-ROBINSON, ou téléphoner à 602-23-50. Poste 409 pour R.V.

Important Bureau d'Etudes

AFRIQUE DE L'OUEST

INGÉNIEUR
Contrôle Travaux Portuaires
Expérience min. 8 ans.

Ecrire sous réf. : 4.109, à : ETP 31 Bd. ROBERT ROUSSEAU, 75008 PARIS, qui transmettra.

etap

IMPORTANTE FIRM FRANÇAISE PRODUITS ELECTROMECANQUES GRANDE SERIE PARIS

recherche pour le

DEVELOPPEMENT ELECTRONIQUE DE SES FABRICATIONS

JEUNE INGÉNIEUR ELECTRONICIEN

ESE, ISEP, ISEN OU ÉCOLE ÉQUIVALENTE,

ayant et possédant quelques années d'expérience (éventuellement débutant) disposant de bonnes connaissances en microélectronique (composants actifs, microprocesseurs, etc.).

POUR RECHERCHE APPLIQUÉE CONCEPTION NOUVEAUX MATERIELS.

Ecrire sous référence TR 488 AM.

UN DES PLUS IMPORTANTS ORGANISMES PROFESSIONNELS PLAN NATIONAL PARIS

recherche

JURISTE
ASSURANT UN RÔLE DE CONSEIL EN

RELATIONS SOCIALES
AUPRÈS DES ENTREPRISES

- de formation juridique, mini-licence ou possible DES ou Doctorat en DROIT SOCIAL ;
- une expérience de 10 ans environ au sein d'une entreprise (chef de personnel) responsable relations sociales ; ou en cabinet spécialisé en législation du travail.

POSTE INTERESSANT IMPLIQUANT CONTACT HUMAIN ET RIGUEUR.

Ecrire sous référence WH 491 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE LEADER DANS L'ETUDE ET LA FABRICATION UNITAIRE D'APPAREILS CHAUDRONNIERS DE GRANDE DIMENSION (INOX ET ACIERS SPÉCIAUX)

recherche pour Valenciennes

INGÉNIEUR GESTION D'AFFAIRES

Il s'agit de mener à bonne fin toutes les affaires relatives par une des unités du groupe en assurant leur gestion et toutes les liaisons avec la clientèle, les services commerciaux du siège, la fabrication.

Ce poste conviendrait à un ingénieur confirmé ayant solide expérience technique ou technico-commerciale en chaudronnerie ou en mécanique lourde, expérimenté dans toutes les phases pour les relations clients.

Ecrire sous référence DN 367 AM.

GRUPE INDUSTRIEL PRODUITS GRAND PUBLIC - MARQUE RENOMMÉE - RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES

DIRECTEUR D'USINE

Il est offert à un jeune ingénieur la possibilité de diriger une usine de 500 personnes.

La réussite dans ce poste implique :

- un grand dynamisme et des qualités très marquées d'animateur et d'organisateur ;
- 4 à 5 ans d'expérience en fabrication de série impliquant animation de personnel d'atelier (si possible féminin).

Poste ville 100 km NORD PARIS.

Ecrire sous référence UF 489 CM.

etap
4 rue Massenet
75016 PARIS
discretion absolue

emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE LEADER SUR SON MARCHÉ
recherche
POUR RENFORCER SON ÉQUIPE CALCUL PROCHAINEMENT IMPLANTÉE A

CHALON-SUR-SAONE

programmeur scientifique

- formation I.U.T. : 1 à 2 ans d'expérience.

ingénieur analyste concepteur

- spécialiste en informatique scientifique (connaissance du matériel CDC 6600 et 7600 souhaitée)
- 2 ans d'expérience exigés

ingénieur analyste

- spécialiste en CALCUL NUMÉRIQUE (méthode des éléments finis).
- débutant ou 1 à 2 ans d'expérience.

ingénieur technico-commercial

- pour promouvoir et commercialiser le calcul de structure.

Ecrire à No 56587 Contesse Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Data General

Constructeur des ordinateurs NOVA et ECLIPSE cherche pour faire face au développement de son

agence de LYON

ingénieur commercial

Nous sommes :

- un des leaders de la mini-informatique à la tête d'un parc de plus de 21.000 installations
- une par notre croissance et notre rentabilité.

Vous êtes :

- désireux de lier votre rémunération et votre carrière à vos résultats.
- familiers des techniques de la mini-informatique
- capable de vous exprimer dans l'anglais de la profession. Les stages aux U.S.A. l'exigent.

Ecrivez-moi : Jean-Claude DURGET

Directeur Commercial

DATA GENERAL FRANCE

77, rue de Sévres - 82100 BOULOGNE

TRW *MISSION HYDROSPATIALE*

CONTROLLER

Cette société faisant partie du Groupe TRW recherche pour Bordeaux un contrôleur responsable de l'ensemble des opérations comptables, fiscales et financières de la société. Il contrôlera l'établissement du reporting, de la paie, des budgets et dirigera le service comptabilité générale.

Le poste convient à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur et possédant au minimum le DECS II doit avoir une expérience en France de quelques années soit dans une société anglo-saxonne, soit dans un cabinet d'audit international. La préférence sera donnée à un candidat ayant, en plus, des connaissances de comptabilité analytique.

Agé de 27 ans minimum, capable de s'exprimer en anglais, il devra avoir les qualités nécessaires pour s'intégrer à une équipe dynamique et exigeante. Des possibilités de promotion sont offertes au sein du Groupe. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat retenu.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer C.V. et prétentions à E. Boudier, Europe Conseil, 2, av. Montaigne, 75008 Paris, sous la référence M 51.538. Discretion assurée.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE BIENS D'ÉQUIPEMENTS

recherche pour son Siège (Région de VERNON - 27)

ACHETEUR INDUSTRIEL

Ce poste, en création, consiste :

- une formation de base technique (1^{er} Ecole Sup. d'Acier) ;
- une expérience professionnelle de 2/3 ans comme Acheteur (circuits éventuellement d'une expérience en gestion de stocks ou d'approvisionnement) ;
- des capacités d'organisation de relation et d'autonomie.

Les candidats intéressés envoient C.V. détaillé avec indication de leur rémunération actuelle sous la réf. 534, à SIDER 3, rue de Châteaufort 75008 PARIS, qui transmettra.

JEUNE INGÉNIEUR ELECTRONICIEN
Diplômé pour poste d'assurance qualité dans une unité industrielle de micro-électronique (hygiène et qualité). Possibilité logement. Ecrire à : HAVAS ORLÉANS P 254, qui transmettra.

DEUX INGENIEURS GESTION PREVISIONNELLE ET FORMATION

Notre expansion exceptionnelle nécessite une approche nouvelle de la politique sociale dans l'entreprise. Des concepts, une méthodologie, des outils sont à concevoir plus particulièrement dans deux axes.

GESTION PREVISIONNELLE ET ETUDES SALARIALES.
Développement et mise en place d'un système de gestion des hommes à l'aide d'indicateurs de position dans la structure des fonctions et salariale. Cette fonction implique de solides connaissances statistiques et informatiques (maîtrise de FORTRAN).

FORMATION
Analyse et suivi des besoins individuels de formation, tableau de bord, conception et animation de programmes pédagogiques de nature technique en fonction de votre spécialité scientifique.

Votre première expérience professionnelle, votre formation complémentaire en sciences humaines vous permettent d'embrasser l'une ou l'autre de ces fonctions que nous créons.

Vous pourrez ultérieurement diversifier votre évolution soit dans la fonction Personnel au niveau du groupe, soit dans une perspective opérationnelle dans nos divisions d'engineering ou de gestion.

Ecrire à No 56858, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Société, proximité porte Maillot,

COMPTABLE EXPERIMENTE 2 éch.
pour responsabilité comptabilité générale, 35 ans min. Lire rapidement. Ecr. avec C.V., 584 AMI, 1, r. de l'Alibi, Paris-14.

BANQUE MULTINATIONALE PARIS recherche

CHEF COMPTABLE

Pour superviser opérations comptables, affaires internationales. Bonnes connaissances de l'anglais. Haut salaire en fonction de l'expérience.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. Ecrire avec C.V. à P. LICHOU S.A., 10, rue de Valenciennes, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra sous réf. 7.090.

CADRE
niveau Ingénieur Arts et Métiers, pour prendre direction technico-commerciale du département industrie. Tél. pour R.V., Mme PETIT, 602-90-15.

serete
aménagement

recherche pour son DEPARTEMENT COMMERCIALISATION (PARIS)

RESPONSABLE COMMERCIAL(E)

CE CADRE D'EXCELLENT NIVEAU EXPERIMENTE DANS LA VENTE AURA LES RESPONSABILITES SUIVANTES :

- prospection, sélection des commerçants pour implantation dans centres commerciaux ;
- négociation et signature des contrats.

QUALITES REQUISES :

- formation supérieure (ESSEC, Sup de Co, Sc. po, HEC, HECF...)
- une expérience de négociation commerciale développée ;
- forte motivation professionnelle ;
- tenacité, dynamisme, imagination ;
- excellente présentation.

Expérience immobilière non indispensable. La rémunération motivante prévue pour ce poste sera fonction de l'expérience apportée et de la qualité des candidatures.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence PR 1 à : SERETE AMENAGEMENT Direction du Personnel - 83, rue La Boétie - 75008 Paris

Société d'Expertise Comptable près Nation par R.E.R. rech.

ASSISTANT COMPTABLE CONFIRME (2)

EXPERT COMPTABLE STAGIAIRE

Débutant Gdes Ecoles et DES complet.

Env. C.V. p. 56.313 Contesse P. 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, s.d. Filiale d'un important groupe allemand Paris-12 rech.

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL

Bonnes connaissances techniques. Niveau dessinateur industriel. Langue française et très bonne maîtrise de la langue allemande indispensable.

SC. s/réf. 2545 à P. LICHOU S.A., 10, r. Valenciennes 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

S.A. BOURGET AUTOS
Concessionnaire Simca-Chrysler 24, av. de la Division-Lecteur, 75002 La Bourget
Tél. 28-38-40
recherche de toute urgence :

COMPTABLE QUALIFIE
Se présenter.

directeur commercial adjoint

La filiale française d'un groupe multinational spécialisée dans la vente de biens industriels et de matériel de T.P. souhaite confier ce poste à un ingénieur T.P., Mines ou équivalent, possédant une expérience similaire. Après une période de formation sur l'ensemble de nos produits, il lui sera confié l'animation du réseau commercial, la recherche et la négociation de nouveaux marchés en France et à l'étranger.

Il participera en outre, activement à l'élaboration de la politique commerciale. Ce poste peut conduire à une carrière internationale. La bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser CV en indiquant prétentions, sous référence 10.619 M

plein emploi 156, Bd Haussmann 75008 PARIS.

Responsable du service IMMOBILIER d'une Co d'Assurances rech. :

COLLABORATRICE

ayant EXPERIENCE : juridique, économique et fiscale. Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo, à : SERVICE RECRUTEMENT LA PROVIDENCE 58, rue de la Victoire (75)

STEIN INDUSTRIE
Premier constructeur Français de Chaudières Industrielles Siège Social VELIZY recherche

1 AGENT TECHNIQUE

pour établissement de devis d'installation de matériel chaudron et de tuyauterie. Connaissance des procédés de montage, évaluation de coûts, relation sous-traitance. Expérience souhaitée dans ce domaine.

Adr. C.V. et prêt. s/réf. 241/M à SWEERTS, B.P. 269 75044 PARIS CEDEX 07, qui tr.

مكتبة المجلد

صكذا من الاجل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

FIRME D'IMPORTANCE MONDIALE
recherche
POUR SON SERVICE FINANCIER

6 comptables
BAC G2

3 comptables
B.T.S. ou équivalent

Adresser C.V. sous référence PALE (à mentionner sur l'enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Verneil 75008 PARIS

URGENT
Pour Société Secteur Automobile
Responsable de la Comptabilité Générale
D.E.C.S.

Expérience de 4 à 5 ans.
Habitué aux procédures informatiques.
Position cadre. Treizième mois. Semaines de congé supplémentaires.

Adresser C.V. manuscrit avec photo et salaire actuel à SYLLOG, Conseil d'Entreprise, 108, rue Montmartre, 75002 PARIS.

INGÉNIEUR COMMERCIAL
SPECIALISTE TELECOMMUNICATIONS

- Formation Ingénieur technique pour recherche marchés et contacts hauts niveaux dans le domaine des télécommunications HF - VHF - UHF - F4.
- Expérience minimum 5 ans dans cette activité.
- Anglais exigé.
- Nombreux déplacements FRANCE et ÉTRANGER.

INGÉNIEUR SPÉCIALISTE TELECOMMUNICATIONS

- Débutant ou quelques années d'expérience chargé étude propositions techniques, en suite études, réalisations, supervision, installation, mise en service, gestion systèmes de télécommunications HF - VHF - UHF - F4.
- Anglais exigé.
- Le poste exige le sens des contacts humains.
- Le goût pour l'initiative et les responsabilités.
- Déplacements courts durée en FRANCE prévus immédiatement et déplacements ultérieurs moyenne durée à l'ÉTRANGER éventuels.

AT3A OU 3B
ÉLECTRONIQUE, EXPERIMENTÉ

- Pour participation dans équipe d'Engineering essais labo, installation, mise en service systèmes télécommunications HF - VHF - UHF - F4.
- Déplacements FRANCE et ÉTRANGER possibles.
- Connaissances anglaises appréciées.
- Candidat devra avoir quelques années d'expérience.
- Le sens des responsabilités et l'esprit d'initiative seront très appréciés.
- Lieu de travail : RUNGIS.
- Avantages sociaux, primes, participation.

Envoyer C.V. préférences à
COLLINS RADIO FRANCE
40-46, rue Montigny Zone Silié
94533 RUNGIS

KONGSBERG FRANCE
VERSAILLES
C.N.C. MACHINE-OUTIL
recherche

TECHNICIENS SUPÉRIEURS
EXPERIMENTÉS ou
INGÉNIEURS

Pour installation maintenance

Exigences : connaissance de la commande Libré rapidement.
Libre rapidement.
numérique et/ou ordinateurs industriels.
Nombreux déplacements.
Formation en anglais assurée en Norvège.

Ecrire : 16 bd de la Reine - 78000 Versailles

INFORMATIQUE
DES ORGANISMES DE RADIO ET DE TELEVISION (EX ORTF)
POSSEDANT UN IBM 370/158 SOUS OS/VS1

cadre
grandes écoles

X - TELECOM - SUPELEC - CENTRALE, etc.

• CHEF DE PROJET
(expérience système centralisée)
Formation complémentaire assurée

Envoyer C.V. et préférences sous référence G2222 à M. le Directeur Général du GIRATEV, 3, rue Jeanne d'Arc 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

offres d'emploi

PARFUMS GIVENCHY

Nous recherchons un

ANALYSTE - PROGRAMMEUR

Il devra contrôler l'exploitation du système actuel (mini-ordinateurs) et développer des applications de gestion en télétransmission.

De formation supérieure (I.U.T., D.U.E.S.), il aura déjà programmé dans un langage évolué, aura des connaissances de base en administration des entreprises et lire l'anglais couramment. Une première expérience n'est pas indispensable.

Le poste est à pourvoir à BEAUVAIS dès juin 1976. La rémunération prévue, de l'ordre de 35 000 F pourra être modifiée en fonction de l'expérience.

Ecr. au chef du personnel - B.P. 142 - BEAUVAIS (60)

Importante Société d'Electronique Professionnelle
recherche pour sa

Direction du Personnel
un

Jeune Adjoint
et s'adresse à

IEP, Diplômé d'Etudes Supérieures en Droit

ayant si possible 1 à 2 ans d'expérience dans la fonction Personnel.

Il lui sera proposé un cadre des missions touchant à tous les problèmes de cette Direction lui permettant d'évoluer à terme vers des responsabilités étendues.

La Société, spécialisée essentiellement d'ingénieurs et de Techniciens de haut niveau, offre la possibilité d'innover en matière de gestion de Personnel.

Les dossiers de candidatures - sous Réf. N° 1169 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

BATIMENT
GROUPE LEADER DANS SA SPECIALITE (MATERIAUX DE CONSTRUCTION)
6.000 PERSONNES - C.A. : 865 MF
offre OPPORTUNITÉ à

JEUNE INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT
chargé de la RECHERCHE et de la MISE AU POINT DE NOUVELLES APPLICATIONS DE SES MATERIAUX DANS LE BATIMENT. Et relations avec tous services industriels, B.E. et organismes tels C.E.S.B., Bureau de Contrôle, etc.

- INGENIEUR diplômé E.T.P., A.M., I.C.A.M., I.D.N. ABSOLUMENT INDISPENSABLE.
- 1ère EXPERIENCE (2/3 ans) ou STAGES LONGS dans le BATIMENT - B.E. ou chantiers
- Goût de la recherche et de la CREATIVITE

Fiche détaillée sur le poste dès réception lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo (ret.) réf. 3480 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

Importante Société Métallurgique fabricant des APPAREILS DE LEVAGE (3 000 personnes - 500 millions de C.A.)

recherche pour sa DIVISION INDUSTRIE

2 DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX

Pour promouvoir dans le secteur industriel :

- APPAREILS DE LEVAGE
- EQUIPEMENT ÉLECTRO-MÉCANIQUE

Sous l'autorité hiérarchique du Responsable Commercial de la division et suivant les objectifs fixés, ils devront prospecter, négocier et conclure les ventes auprès des industriels.

Les candidats :

- Age 30 ans minimum. Formation de base B.T.S. MÉCANIQUE ou ÉLECTRIQUE. Expérience d'au moins 3 ans de la vente auprès d'une clientèle industrielle.
- Alternant ou Anglais apprécié.
- La formation sur nos produits sera assurée par nos soins.
- Les postes sont à pourvoir à PARIS et à LYON.

Envoyer C.V. et préférences à N° 58.983 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

L'un des plus importants Laboratoires - recherche

un médecin

Imaginatif et créatif Intéressé par le domaine de la Promotion Médicale.

- Poste intéressant et de grand avenir.

Envoyer C.V. sous référence 12-43 à D. MOZER
116, rue Dalayrac - 94120 Fontenay s/Bols qui transmettra

offres d'emploi

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN ORGANISATION ET INFORMATIQUE
(plus de 100 ingénieurs)

Nous recherchons

ingénieurs commerciaux

Nous offrons :

- l'opportunité d'être intégré à un groupe pluridisciplinaire en pleine croissance
- l'intérêt d'initier et de gérer un large portefeuille de contacts dans le cadre de campagnes commerciales originales
- une rémunération élevée.

Nous demandons :

- une formation universitaire
- une activité professionnelle de 3 à 5 ans dans une Société de services (de préférence Conseil en Organisation ou en Informatique) ou chez un constructeur d'équipements.
- une bonne connaissance de l'Entreprise
- une expérience marketing
- une forte personnalité.

Adresser C.V., photo et prêt. réf. 6936 à

RL. Pierre Lichau 10, rue de Louvois 75003 Paris tél. 02 02 75 00 00

IMPORTANT CONSTRUCTEUR
concernant et produisant des systèmes INFORMATIQUES (unités centrales et périphériques) recherche

pour diriger son service développement électronique (BANLIEUE SUD)

UN INGENIEUR confirmé

A la tête de son équipe, il sera responsable de la réalisation des maquettes des prototypes et des dossiers de fabrication des nouveaux produits.

Outre un esprit pratique, il sera exigé du candidat une solide expérience en matière d'industrialisation de produits électroniques, professionnels ou grand public avec références.

La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Adresser C.V., photo et préférences à N° 56987, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ÉTUDES COMMERCIALES
Paris Ouest

Notre client est une entreprise leader dans sa profession, spécialisée dans la vente et la distribution de produits de grande consommation. Son développement actuel et la nature de ses opérations l'amènent aujourd'hui à rechercher un Chef de Service pour renforcer et encadrer un groupe d'études commerciales et statistiques d'une dizaine de personnes. La mission de ce service est de fournir à la Direction les informations permettant à court et moyen terme d'orienter les décisions, d'estimer et de gérer les approvisionnements. Ce Chef de Service, diplômé de l'enseignement supérieur, âgé d'une trentaine d'années, doit avoir acquis une expérience certaine des techniques d'analyse quantitative et qualitative soit au sein d'une société d'études, soit chez un annonceur important. Enfin, homme d'études, il doit être aussi homme d'action et de communication, ses estimations influant directement sur l'activité et la politique d'approvisionnement de la Société. Ecrire à Monsieur Michel SOYER, 6, avenue Marceau, 75008 PARIS, sous la référence D. 653. La plus grande confidentialité est garantie.

COFLEXIP
Equipements de haute technicité destinés à l'exploitation du pétrole offshore.

INGENIEURS technico commerciaux

Les candidats, âgés de 30 ans minimum, diplômés de grandes écoles à dominante technique, auront une expérience pratique de l'Anglais, la maîtrise des contacts commerciaux, de polaire l'expérience des chantiers pétroliers et de la rédaction des propositions.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par

Information Carrière SVP:11.11

SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés. Référence 800.

65, avenue de Wagram 75017 PARIS

offres d'emploi

GROUPE EUROPÉEN
Exportateur d'ensembles Industriels

recherche pour siège Paris 8^e

ACHETEUR CADRE
d'équipements Industriels tous secteurs d'activité

Expérience analogue de plusieurs années indispensable

Langues souhaitées : Anglais, Allemand

Envoyer curriculum vitae, photo et préférences à :

KLOCKNER INA FRANCE
31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

la fonction personnel :

synonyme de communication, d'animation et de médiation. Elle est l'élément moteur du changement et de l'évolution dans l'entreprise.

Si vous êtes en accord avec cette formulation, vous pouvez être intégré rapidement au Département du Personnel.

De formation HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, nous vous confierons pendant 2 ans tous les problèmes liés à l'intégration du personnel dans l'entreprise (recrutement, accueil, formation...).

Les candidats qui nous intéressent particulièrement sont ceux qui ont l'ouverture d'esprit et les capacités suffisantes pour pouvoir assumer par la suite l'ensemble des tâches de la fonction Personnel.

Une première expérience du recrutement et, pourquoi pas, de personnel informatique, serait très appréciée.

olivetti

Adresser C.V. et préférences sous référence K 10, à Monsieur GIESE, OLIVETTI FRANCE, Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS.

SWEDA
ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Vous comptez depuis au moins 3 ans la fonction d'Analyste-Programmeur et vous pensez que les responsabilités qui vous sont confiées ne correspondent pas tout à fait à vos possibilités. Nous pensons, pour notre part, que notre Société est en mesure de répondre à vos aspirations.

Nous offrons actuellement notre Département Service spécialisé dans la mise en place de Terminals Point de Vente Electroniques. C'est pourquoi nous recherchons 3 INGENIEURS-ANALYSTES-PROGRAMMEURS, de formation supérieure (Ingénieurs, Maîtres d'Informatique, I.U.T. ou équivalent), s'intéressant aux mini-systèmes temps réel et connaissant bien les langages assembleurs et cobol.

Votre expérience de l'encadrement sera rapidement évaluée vos responsabilités. De même votre capacité de contact vous permettra d'assurer la totalité des relations avec nos clients.

L'anglais est indispensable, l'espagnol et l'italien souhaitables. Nous intervenons en effet sur l'ensemble de l'Europe.

Si vous êtes comme nous le sens de la réussite, nous aimerions vous rencontrer.

Merci d'envoyer votre C.V. sous la réf. 3172 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
6-8, RUE DE LA ROSIERE 75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

vallourec export

Chef division tubes pétrole

de formation Ecole Supérieure de Commerce mais couvert par la technique, ayant quelques années d'expérience de la vente de produits industriels et de l'animation d'un service exportation, parlant anglais et si possible allemand - La connaissance du milieu pétrolier sera très appréciée.

Il sera responsable de la gestion et de l'animation de sa division, (10 pers.), de la sélection des offres, de la négociation des affaires courantes, du suivi des commandes. Il participera à l'élaboration de la politique commerciale pour sa ligne de produits.

Adresser lettre man. + CV + photo à Madame VARENE tél. 1274/B

vallourec 7 Place du Chancelier Adenauer 75115 PARIS

JURISTE D'ENTREPRISE

pour être le Collaborateur confirmé au secteur « DROIT DES SOCIÉTÉS » du département juridique et fiscal d'un important établissement financier.

- Formation Droit privé.
- Expérience minimum 5 ans acquise
- dans un Cabinet juridique, une Fiduciaire ou chez un Notaire.
- et/ou au sein de la Direction juridique d'un groupe important.

Ecrire avec C.V., photo et préférences à N° 6.249, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS qui tr.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi Placards encadrés	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,26
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

CAP SOGETI SYSTEMES

RECHERCHE

UNE ASSISTANTE

La mission sera d'assister l'un des Directeurs de département :

- Coordonner et promouvoir les activités de ce département ;
- Elaborer la synthèse des informations techniques et assurer la circulation ;
- Réaliser des supports promotionnels.

Ce poste conviendrait à une candidate de formation supérieure, la trentaine environ, justifiant d'une bonne expérience en promotion de produits industriels et étant déjà familiarisée avec le domaine informatique.

Une parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable et elle devra en outre parfaitement rédiger le français.

Ce poste implique de très bons contacts humains afin de favoriser les échanges entre les équipes.

Les candidates intéressées enverront leur C.V., photo et prétentions :

CAP SOGETI SELECTION

5, rue des Moutons, 75738 Paris Cedex 13

offres d'emploi

consultant senior

RECRUTEMENT

Le GROUPE OPERA depuis 25 ans aide au développement des entreprises (plus de 2000 références) dans les domaines de la gestion, des études et de l'organisation commerciale, de l'engineering et de la gestion du personnel. Il souhaite renforcer son équipe Recrutement de cadres avec Collaborateur de formation supérieure ayant déjà plusieurs années d'expérience de la fonction recrutée soit chez un Conseil, soit au sein d'une entreprise industrielle. Par son action personnelle, il aura pour mission de développer la clientèle d'un secteur d'activité. Au sein de l'équipe, ses fonctions pourront se diversifier dans des actions de Conseil en gestion de personnel.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle sous la référence 805/M à l'attention de Chantal BAUDRON.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

offres d'emploi

JEUNES

HEC ESSEC SUP de CO

Avec ou sans expérience, recrutés et formés par

LE GROUPE BECOP

pour devenir rapidement des

CADRES RESPONSABLES

dans le secteur du bois

LE GROUPE BECOP

exerce ses activités en France, au Portugal, au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et en Haïti.

LE GROUPE BECOP

pourrait son développement dans les domaines de l'exploitation forestière des industries du bois, du négoce international et des distributeurs nationaux.

LES CANDIDATS DEVRONT :

- avoir une grande disponibilité au sein d'une équipe mobile ;
- savoir s'adapter à des environnements différents ;
- être tenaces, combattifs, en excellente santé et de forte personnalité ;
- rejoindre une équipe de cadres caractérisée par une grande cohésion.

Une note explicative sera adressée avant entretien.

Adresser C.V. photo et salaire actuel à :

PATRICE PALLAS SELECTION

82502 PUTEAUX

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RENOMMÉE MONDIALE

recherche

INGÉNIEURS AUTOMATICIENS

ayant expérience

PROGRAMMATION TEMPS RÉEL

Ils seront chargés de concevoir et développer des systèmes et algorithmes, ainsi que d'en assurer la promotion.

Carrrière assurée pour les candidats de valeur.

ANGLAIS SOUSCITÉ

TECHNICIENS DE MAINTENANCE

ayant expérience de l'INSTALLATION et de l'ENTRETIEN de CALCULATEURS INDUSTRIELS (interfaces et périphériques).

Déplacements fréquents sur le territoire français. Connaissances logicielles souhaitées.

Adresser curriculum vitae et photo sous n° 56.728 à :

CONTESSE PUBLIC, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE MECANIQUE DE PRECISION

situé parmi les premières entreprises françaises exportant des biens industriels

recherche

pour l'une de ses unités BANLIEUE OUEST

RESPONSABLE GESTION DU PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES

POUR ASSURER :

- Le développement de la politique humaine et sociale ;
- Le suivi des relations sociales ;
- L'optimisation des procédures de la gestion administrative du personnel.

Ce poste exige une expérience d'au moins 5 années dans la fonction personnel, la pratique des contacts avec les représentants du personnel, la connaissance de la législation sociale, des qualités d'expression écrite et orale.

Formation supérieure obligatoire.

Large possibilité de promotion vers les autres unités du groupe.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous le No 56601, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ de SERVICES de GRANDE RENOMMÉE dans sa spécialité

Propose situation participative importante ouverte sur l'avenir

Si vous avez au moins 35 ans, une expérience commerciale, des connaissances juridiques et financières, des capacités de contact à un haut niveau, une excellente mémoire, une grande faculté d'adaptation, une disponibilité totale de temps et de mouvement, beaucoup de persévérance.

Vous réussirez, chez nous, une carrière à un haut niveau et vous obtiendrez la juste rentabilité de vos capacités.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à Mme RAY, 99, bd Malesherbes, 75008 Paris.

metrix

Division instrumentation de la S.P.I. - I.T.T.

propose

la DIRECTION de son AGENCE de PARIS

MISSION :

Attaché au Directeur des ventes, il est responsable, pour la Région parisienne, de la vente de nos produits auprès de nos principaux clients : industries, grossistes, administrations, grand public, laboratoires, etc.

Dans le cadre d'une gestion par objectifs, il assure l'animation d'une équipe de 15 personnes dans 3 départements de vente.

PROFIL SOUHAITE :

- ayant déjà obtenu un poste de responsabilité dans la vente de biens d'équipement électro-mécaniques ;
- il doit avoir les connaissances suffisantes pour être à l'aise dans la vente de nos appareils de mesure : contrôleurs, galvanomètres, oscilloscopes, générateurs, testeurs de composants ;
- Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions, Direction du Personnel METRIX, B.P. 30 - 74000 ANNECY.

MATÉRIEL AGRICOLE ET DE LOISIRS 100 MILLIONS CA BANLIEUE OUEST

directeur de service

dépendant de la Direction Générale

Considérant qu'une entreprise de cette taille offre autant d'opportunités d'enrichissement et de devenir qu'une Société de grande dimension.

Qui de par sa formation École de Gestion - son expérience 8 à 10 ans, pourra prendre en charge l'organisation, les approvisionnements, les stocks, les services généraux.

Qui saura par son poids personnel assumer les fonctions sociales de l'entreprise et la Direction des hommes dont il a la responsabilité.

Anglais apprécié.

La rémunération sera négociée en fonction de la valeur du candidat.

Envoyer C.V. détaillé sous réf. S 76/M à

henri vacquin CONSULTANTS

41, rue Berger, 75001 Paris

IMPORTANT GROUPE EUROPÉEN de pièces détachées automobiles recherche

1 CHEF DE PRODUIT confirmé

MISSION :

- suivre le marché français et international d'une large gamme de produits techniques ;
- gérer la vie du produit en collaboration avec la fabrication, la programmation et l'approvisionnement ;
- recommander les objectifs, la présentation, le prix, la distribution et la pub-promotion, contrôler les actions et la vie du produit.

28 ans minimum, niveau d'études supérieures techniques ou commerciales, et 3 ans minimum d'expérience réussie dans un poste technico-commercial. L'expérience du marché des équipements automobiles serait appréciée.

Possibilité de carrière dans un groupe multinationnel. Rémunération fonction expérience et valeur des candidats.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 222, à Pierre GABOYA Consultants, 52, avenue Charles-de-Gaulle, 92090 NEUILLY, chargée de la sélection.

Déclaration assurée.

Hachette

recherche pour son département ENSEIGNEMENT ÉTRANGER

Editeur

chargé de concevoir et de fabriquer des ouvrages pour l'enseignement du français à l'étranger : définition de produits, recherche d'auteurs, participation à la prospective éditoriale, suivi de la production et de l'utilisation des produits.

Ce poste s'adresse à des candidats (30 ans minimum) :

- de formation supérieure ;
- ayant une expérience approfondie de l'enseignement du français à l'étranger ;
- fortement motivés par les problèmes pédagogiques ;
- susceptibles de se familiariser rapidement avec les contraintes de l'entreprise privée (production, rentabilité, commercialisation).

Poste à PARIS - Déplacements occasionnels en France et à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 6576, au Service de l'Emploi, 79, bd St-Germain, 75006 Paris

STEELCASE-STRAFOR

NOUVELLE SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE

voulant devenir rapidement le leader européen du siège de bureau

recherche son

Directeur de Production

et s'adresse à

Ingénieur A & M

ou équivalent, 32 ans minimum, possédant au moins 5 ans d'expérience. Il sera réellement responsable de son usine qu'il préparera à une production quadruplée dans 4 ans. Il devra être un bon organisateur et parler anglais.

Les dossiers de candidatures - sous réf. M. 1187 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 Paris.

Une BANQUE

recherche pour PARIS

UN CHEF DE PORTEFEUILLE

d'effets commerciaux et financiers

Les candidats devront avoir une quarantaine d'années, posséder une maîtrise expérimentée des bases et techniques appropriées, depuis la prise en charge des effets jusqu'à la transmission élaborée des données en vue de leur traitement informatisé, savoir s'adapter à l'évolution des réglementations et techniques, allier le sens du commandement à l'esprit d'équipe.

Adresser C.V. détaillé manuscrit et signé, prêtent, annuelles brutes et photo, en précisant la date d'entrée de disponibilité à No 56.538

Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1^{er} qui tr.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS LEADER DANS SA BRANCHE

recherche

pour l'une de ses unités en BANLIEUE OUEST

un cadre comptable

CHARGE DE COLLABORER :

- à la comptabilité générale et analytique
- au contrôle budgétaire
- à l'établissement des bilans et comptes d'exploitation.

PROFIL :

- quelques années d'expérience dans un service comptable, si possible en usine
- formation supérieure avec DECS,
- connaissance de la comptabilité informatisée souhaitée.

Ce poste ouvre une perspective de carrière motivante avec de larges possibilités de promotion vers les unités du groupe.

Adresser lettre, CV avec photo et prétentions à No 56684, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante Société d'Ingénierie

recherche pour son activité

Charpente Métallique et Entreprise Générale

INGÉNIEUR

Responsable Agence Paris

Les compétences commerciales et techniques de l'ingénieur doivent lui permettre de négocier à un haut niveau.

Env. lettre man. avec C.V., sous numéro 56.940, à

cabinet leconte

4, rue Amiral Courbet - 75116 PARIS

GROUPE INDUSTRIEL

Chiffre d'affaires : 180 millions - 600 personnes

recherche pour son activité

Charpente Métallique et Entreprise Générale

INGÉNIEUR

Responsable Agence Paris

Les compétences commerciales et techniques de l'ingénieur doivent lui permettre de négocier à un haut niveau.

Env. lettre man. avec C.V., sous numéro 56.940, à

cabinet leconte

4, rue Amiral Courbet - 75116 PARIS

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE

recherche

pour sa direction de gestion prévisionnelle

JEUNE INGÉNIEUR

Il devra s'intégrer dans une équipe chargée de la RECHERCHE OPERATIONNELLE dans le groupe et il participera à des études de rentabilité et d'investissement.

- Le poste conviendrait à un DIPLOMÉ DE GRANDE ÉCOLE connaissant la programmation Fortran et intéressé par les problèmes économiques.

Env. lettre manuscrite avec C.V. détaillé et rémunération souhaitée, s/réf. 229 à Créations Dauphine, 41, av. de Friedland, PARIS (8^e), qui transmettra.

BANQUE PARISIENNE

affiliée à Groupe Financier Important

recherche

pour suivre, au sein d'une petite équipe exploitation dynamique, en liaison avec la Direction Générale, les relations avec les Entreprises

ATTACHÉ DE DIRECTION

CLASSE V minimum

- diplôme d'études supérieures ou équivalence ;
- 3 à 5 ans d'expérience bancaire et une pratique comme exploitant dans département exploitation entreprises.

La préférence sera donnée à candidats possédant de bonnes aptitudes commerciales et la connaissance de l'allemand sera appréciée.

Adresser C.V. + photo sous réf. 222 à Créations Dauphine, 41, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT DE FORMATION A LA GESTION

offre à un homme âgé d'au moins 27 ans, diplômé de l'enseignement Supérieur (Sc. Eco ou équivalent), possédant une expérience préalable de la gestion de l'entreprise et de son management, l'opportunité d'entrer dans :

Responsabilité d'un cycle complet de Formation à la Gestion

s'adressant à des jeunes de 20 à 25 ans.

Pour information sur la paie adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 56.614 à

CONSEIL EN RECRUTEMENT

CNPG 105, av. V.-Hugo - 75116 Paris

INGÉNIEURS THERMO-HYDRAULIENS

Société d'études et de constructions nucléaires en forte expansion nous proposons à des ingénieurs de développer leur carrière ou de valoriser une première expérience professionnelle dans une de nos divisions d'études.

Les analyses thermo-hydrauliques dont vous serez chargé à cette proposition vous concernent, sont relatives à différents composants de réacteurs nucléaires (circuit de refroidissement, structures internes de la cuve, courants).

Ecrire No 56.558 - Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

سكنة من الاصل

صكاز من الاجل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	36,00	42,03
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

BANQUE D'AFFAIRES

Son Dépt. OPERATIONS FINANCIERES cherchant sa clientèle européenne recrutée pour PARIS

CONTACTS COMMERCIAUX AVEC INSTITUTIONNELS & BANQUES R.F.A. - BENELUX

Entrée en relations, négociations, recherche d'investissements auprès de cette clientèle en valeurs françaises. Déplacements : moyenne 1 jour / semaine.

ABSOLUMENT INDISPENSABLE

- 3/4 ans minimum d'EXPERIENCE : gestion financière, analyse, Bourse.
- EXPERIENCE ou réelle aptitude commerciale
- ANGLAIS TRES COURANT
- ALLEMAND souhaitable - EXPERIENCE MARCHÉ ALLEMAND très appréciée.
- S.C. garantit une DISCRETION ABSOLUE

Lettre manuscrite, C.V., rémunération et photo sous réf. 34.86 à

SC sélection conseil

ETAP 26, rue Pierre-Curie, 91200 Athis-Mons

MEMBRE DU SERVICE COMMERCIAL

RESPONSABLE DE VENTE DE HAUT NIVEAU

pour la promotion d'un produit de qualité et de haute technicité auprès architectes, S.E., promoteurs, clientèle industrielle. Ce poste implique une part importante de contacts personnels et de négociations. Il peut convenir à un candidat ayant des aptitudes techniques, commerciales, la possibilité de traiter à des niveaux élevés. Situation de responsabilité et d'avenir pour candidat désireux de participer pleinement au travail d'une équipe jeune et dynamique. Prière adresser un curr. vitas manuscrit et détaillé à l'adresse indiquée ci-dessus.

psychologue d'entreprise

Vous avez suffisamment de métier pour vous intégrer correctement dans une entreprise et apporter une plus-value aux recrutements des hommes dont elle a besoin.

Parallèlement, vous possédez suffisamment de souplesse, d'ouverture d'esprit et de ténacité pour utiliser votre compétence dans d'autres domaines (études en particulier, y apporter des idées, et les réaliser, même dans le détail.

Dans ces conditions, pourquoi ne pas se rencontrer, une petite lettre suffit pour convenir d'un premier contact.

Ecrivez sous référence 426, à CARDEL, BP 516, 75761 PARIS CEDEX 16, qui transmettra.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Formation Ingénieur ou Grande Ecole Commerciale avec expérience dans le domaine technique

Ce collaborateur assurera la responsabilité de l'expansion d'une nouvelle branche d'activité très prometteuse et déjà en progression, consistant dans la vente groupée de biens d'équipement correspondant à des besoins collectifs.

La précision des propositions, la qualité du service et la bonne marche des négociations nécessitent un ensemble d'aptitudes déjà éprouvé. Sens du travail en équipe.

Anglais courant (et technique si possible). Rémunération importante.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à N° 56.957

cabinet leconte, 4, rue Amiral Courbet, 75116 PARIS

Centre d'Etudes et de Services pour le développement industriel Groupe CEE

offre, à Paris un travail d'équipe enrichissant une possibilité d'évolution de carrière dans le Groupe, à :

des INGENIEURS en ORGANISATION

30 ans minimum, ayant une solide expérience dans un ou plusieurs des domaines : administratif, commercial, gestion.

MISSION : conduire en entreprise des actions d'organisation et/ou de formation.

des INGENIEURS d'AFFAIRES

30 ans minimum, souhaitant changer d'orientation, mais et ayant acquis une expérience opérationnelle de la conduite et de la gestion d'affaires importantes dans l'un des secteurs : Travail Public, Bâtiment, Installation électrique etc...

MISSION : conduire des actions de formation et de conseil en entreprise.

Adresser références, C.V., manuscrit et photographies à : C.E.I. - 56, Rue La Botte - 75008 PARIS - attention Mr BOULE, sous pli personnel.

offres d'emploi

RESPONSABLE EXPORT

70.000 F/AN +

L'un des principaux fabricants français de mobilier de bureau crée, pour compléter son équipe de ventes aux grandes entreprises, un poste de : RESPONSABLE EXPORT.

Ce collaborateur commercial de haut niveau sera chargé de négocier l'exportation des contrats importants avec les dirigeants de grandes sociétés, avec les responsables d'administration, avec les architectes et les promoteurs.

DE FORMATION E.S.C. ou équivalent, parlant au moins couramment l'anglais.

Le candidat est intéressé, après avoir fait ses preuves dans la vente, par la mise sur pied d'une action commerciale à l'étranger.

Envoyer C.V., manuscrit et photo sous référence 2138 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS. CEDEX 02 qui transmettra.

GRANDE ENTREPRISE NATIONALE EN EXPANSION TRES RAPIDE

RECHERCHE POUR ETUDES DE PREVISIONS D'EFFECTIFS

JNE INGENIEUR OU UNIVERSITAIRE

Dégage obligations militaires ayant une formation économique et économique.

Adressez C.V. et photo sous réf. N° 5100 LTP 31 Bld. BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

Très important groupe belge spécialisé dans la transformation des matières plastiques pour le bâtiment

offre à un élément exceptionnel

DIRECTION

d'une de ses filiales à Paris

L'habileté et le goût du contact au plus haut niveau et un excellent sens commercial, complétés par une expérience de gestionnaire, sont les atouts requis pour un premier contact.

En raison de la nature du poste de très sérieuses références morales et financières sont exigées.

Adr. C.V. manusc. + photo + réf. n° 38.454 J.R.P. Paris (B) qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ETUDES ET DE REALISATIONS DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche

DES INGENIEURS CONTROLE-COMMANDE

Ils seront chargés d'études de fonctionnement destinées à définir le contrôle-commande d'une centrale nucléaire et participeront à la mise au point des procédures de conduite de cette centrale.

Une expérience professionnelle de plusieurs années est nécessaire pour remplir ces fonctions.

Ecrire No 56.294 Contesse Publiée 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'EDITIONS JURIDIQUES

recherche

JURISTE

Le (la) candidat(e), licencié(e) en droit, devra posséder connaissances approfondies dans les domaines du droit immobilier, de la copropriété et des baux. Une expérience pratique de ces matières, acquises dans un Cabinet d'Administrateur de biens, une société immobilière ou une fiduciaire spécialisée, est indispensable pour ce poste, qui exige une grande aptitude aux travaux de documentation et de rédaction. Des connaissances en fiscalité immobilière seraient appréciées.

Adresser lettre manuscrite et C.V. très complet en indiquant rémunération souhaitée, sous réf. 56.913 à CONTESSÉ Publiée, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS - CEDEX 01, qui transmettra.

GROUPE ELF AQUITAINE

recherche

AGENTS d'APPROVISIONNEMENTS

Familiarisés avec le matériel pétrolier et connaissant l'anglais, DUT de Gestion, Ecole d'Approvisionnement, 25 ans minimum, dégages des obligations militaires.

Possibilité de formation à Paris et affectation ultérieure à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et présent, à No 56.891 CONTESSÉ Publiée 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

offres d'emploi

QUARTIER CHAMPS-ELYSEES

Société équipée d'un C.E.B. 58 disques et préparant l'évolution prochaine du matériel recherche

JEUNE ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- Attiré par les petits systèmes ;
- Possédant une formation de niveau supérieur (L.U.T. ou équivalente) et une première expérience de la fonction (sur un minimum) lui permettant d'acquies progressivement des responsabilités variées au niveau des études.
- L'espér. du GESAL et du COBOL serait apprécié.

Adr. C.V. avec photo et prêt. sous réf. R.L.I. ORDIS CONSEIL EN RECRUTEMENT, 15, rue Auber - 75009 PARIS.

DIRECTEUR COMMERCIAL

150.000 F Dans le cadre du développement de sa structure, une très importante société de distribution recherche un homme de premier plan. Responsable de la réalisation du C.A., il aura pour mission de concevoir la stratégie commerciale, promotionnelle et publicitaire et de stimuler le réseau.

Pour réussir, il faut être diplômé d'une grande Ecole de Commerce et pouvoir prouver sa réussite à des responsabilités antérieures de direction commerciale dans la distribution.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 1010/M. BERNARD KRIEF CONSULTANTS 1, rue Danton 75263 PARIS cedex 06

Logabax

recherche pour sa DIRECTION REGIONALE PARISIENNE

INGENIEURS COMMERCIAUX ATTACHES COMMERCIAUX

CONFIRMES sur ordinateurs de bureau et mini-systèmes de gestion.

Une formation supérieure de commerce et de sérieux connaissances en gestion seront appréciées.

Adresser C.V., photo et prétentions Sst LOGABAX, 65, av. Gambetta, 92150 LES-BOULINEAUX.

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE régionale parisienne

recherche

INGENIEUR SECURITE

Expérimenté - Libre de suite.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétent. à n° 5.267.

GROUPE DES CADRES

de taille internationale recherche

POUR SON DÉPARTEMENT FISCALITÉ

Postes à pourvoir à : PARIS et en PROVINCE

Ces collaborateurs seront chargés de suivre les législations fiscales françaises et étrangères, préparer les mesures à prendre liées à l'évolution de ces législations.

Préférence sera donnée à des cadres ayant suivi les cours de l'Ecole Nationale des Impôts, sachant au moins l'anglais scolaire.

Ecrire avec C.V. et prétentions n° 55.564, Contesse Publiée, 20, av. Opéra, Paris Cedex 01 q. tr.

Je suis le chef du personnel d'une Entreprise du tertiaire (800 pers.) située à PARIS.

Je recherche un collaborateur

qui s'occupera des aspects juridiques et administratifs (sauf la paie) et m'aidera dans l'application quotidienne de la GESTION DES HOMMES.

Env. C.V., photo et prétentions s/réf. 5581 à

OZ organisation et publicité 118 rue de Valenciennes 75013 PARIS CEDEX 03

GROUPE FINANCIER

Quartier Etoile recherche pour développer clientèle et animer réseau de ses filiales : CREDIT IMMOBILIER

CADRE COMMERCIAL

• Titulaire diplôme école commerce ayant acquis, au cours quelques années, bonne connaissance immobilière.

• Expérience bancaire sera appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 10.628 M à :

plein emploi Publiée 10, rue du Mail, PARIS 23

offres d'emploi

SOPAD - NESTLÉ

recherche un

INGENIEUR D'INSTALLATIONS

Centrale - Arts et Métiers ou équivalent

Il sera affecté dans une usine de province pour y secondier le Chef du Service Technique.

Sous son autorité, il participera aux responsabilités du Service Technique (Maintenance, E.L., travaux neufs), aura à réaliser des projets de nouvelles réalisations, à établir les budgets d'investissement et à effectuer toute étude ou mission particulière.

Ce poste s'adresse à un ingénieur débutant ou possédant environ 5 à 7 ans d'expérience industrielle. Il comporte d'intéressantes possibilités d'évolution de carrière.

Ecrire avec C.V. détaillé à : SOPAD, Direction du Personnel - 17, quai Paul-Doumer, 92401 COURBEVOIE

SOCIÉTÉ D'APPAREILLAGE MEDICO-CHIRURGICAL

recherche son

RESPONSABLE SERVICE CONTENTIEUX

SCOP 7

- Niveau Capacité en Droit.
- Esprit d'initiative et d'organisation.
- Une expérience de 2 à 3 ans d'un service similaire dans P.M.E. serait appréciée.
- Poste basé à Paris.

Envoyer curriculum vitas et photo à

SCOP 7 144, bd Masséna, 75013, PARIS. Tél. 564-23-145

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

recherche

pour son siège à PARIS

Un Ingénieur de Vente

spécialisé dans les tubes professionnels et dans « l'optoélectronique »

Un Ingénieur de Vente

spécialisé dans les composants passifs

Ces candidats devront avoir une expérience de plusieurs années dans leur spécialité

Ecrire, avec C.V. détaillé, sous référence N° 22.521 à RUSS PUBLICITE 84, rue d'Hauteville, 75016 Paris, qui transmettra.

BANQUE DE BOSTON

recherche

ATTACHE DE DIRECTION

- 3 ans d'expérience minimum dans une banque ;
- formation universitaire supérieure complétée si possible par un M.B.A. d'une université américaine ;
- connaissances de tous les mécanismes de crédit à court et moyen terme ;
- esprit des contacts commerciaux ;
- esprit clair et créatif ;
- bilingue anglais-français.

Envoyer curriculum vitas, Service du Personnel, 104, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

Banlieue Sud-Est

INGENIEUR Grandes Ecoles

CONFIRMÉ dans les Techniques du Vide, pour diriger un groupe d'ingénieurs et techniciens orientés vers le développement et la fabrication en petites séries de tubes électroniques.

Adr. currie, vitas, présent, et photo sous n° 58.781 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

BOSTON CRÉDIT BAIL S.A.

recherche

ATTACHE COMMERCIAL

- 2 ans d'expérience minimum dans une société de leasing mobilier.
- Connaissances complètes des mécanismes de leasing.
- Goût des contacts commerciaux.
- Langue anglaise soignée.

Envoyer curriculum vitas au Service du Personnel, 104, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris.

Recherches GESTIONNAIRE

POUR ENSEMBLE IMMOBILIER BANLIEUE SUD.

SERIEUSES REFERENCES EXIGÉES.

Ecrire n° T 066.572 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DISTRIBUTION

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR

- Formation L.U.T. ou équivalent.
- Expérience de la programmation en langage évolué.
- Disponibilité à court terme.

Avantages sociaux - Restaurant d'entreprise.

12^e mois - Cinquième semaine congé.

Ecr. OFF (n° 1916), 2, r. de Sèze, 75009 Paris, qui tr.

Les régions

Trois manières d'apprécier la qualité de la vie

SELON que l'on habite du côté d'Alençon, autour de Besançon ou près de Périgueux, on n'a pas toujours, au même moment, la même idée de la qualité de la vie. Cela ne veut pas dire qu'il ou là on se montre moins exigeant ou plus insouciant vis-à-vis de son environne-

ment. Si les préoccupations des uns ne rejoignent pas exactement celles des autres, cela signifie seulement que chaque région réagit avec sa propre personnalité aux « agressions » de la vie moderne.

Ainsi, en Franche-Comté, au nom de la qualité

de la vie, priorité est donnée à l'animation du milieu rural que continueront d'entretenir une constellation d'entreprises familiales.

Ainsi, dans le Périgord noir, c'est l'avenir de la Dordogne, dont on menace de faire un réservoir

à gravières, qui préoccupe les défenseurs de l'en-

vironnement. Ainsi, l'Orne, soucieuse de lutter contre les pollutions de l'esprit, veut réhabiliter le français et devenir de ce fait le département du bien-être qui est un élément du bien-vivre.

DORDOGNE : préserver le paysage

« L'OUP de génie de me part, cette idée d'explorer la région de la Dordogne avant de me plonger dans le blan-

cheur chenue et l'éclat du monde planté tournoyant. Mais le dé- partement — ou la rivière — (les deux sont intimement liés) placent tous les cours d'eau qui baignent

l'un sont des affluents de l'autre) n'avait guère besoin de ce « coup de chapeau ».

La cours d'eau est l'un des plus beaux de France. Né au pied du Sancy, il commence par baigner le Mont-Dore et La Bourboule à quelques kilomètres de sa source. Il ne cesse ensuite d'être jalonné de sites célèbres : Bort-les-Orgues, Argentat, Beaulieu-en-Corrièze où la rivière est assagie par des barrages. Domme, Bagnac, La Roque-Gageac, Calviac, Vitrac et toute une suite de châteaux dans le Sarladais ; viennent, alors, les « cingles » (méandres) de Limeuil et de Trémollet.

Peu après, curieusement, la rivière doit livrer plusieurs combats pour franchir des plateaux rocheux. Son cours s'accroît. « Signons-nous, terme au gouvernement », chantent les gabarriers qui descendent du bois et remontent du sel, crissant autant les remous que les naufrages. Devant Bergerac, la Dordogne s'assagie à nouveau et passe lentement en revue les vignobles, seulement contrariée par le reflux de l'océan qui se fait sentir jusqu'à Libourne.

« La Dordogne, une grande force qui fuit, presque inutile », a écrit le géographe Elie de Beaumont. Ce temps est révolu : sur son cours, on a construit des barrages ; ses eaux servent à irriguer les terres des alentours et, de son lit, l'on tire les gravières pour les travaux publics.

Une sorte de chenal

Dans la partie basse, presque tout a été dragué ; il a donc fallu remonter le cours. Actuellement, on compte six chantiers : quatre, ouverts avant le décret du 20 septembre 1971, qui impose un arrêté préfectoral, sont en instance de régularisation ; deux, plus récents — Calviac-Carsac et Carles-Saint-Julien-Lampin — sont en règle avec l'administration. Enfin, il est un chantier — Cazoules-Roc — dont le préfet de Dordogne a autorisé l'ouverture : reste à obtenir l'agrément du préfet du Lot, car cette gravière est à la frontière des deux départements.

L'ouverture de cette carrière a mobilisé les membres de l'Association pour la sauvegarde de l'avenir de la vallée de la Dordogne, créée il y a deux ans. Ils ont organisé, sur ce sujet, des campagnes de signatures et des réunions publiques. « On veut transformer la Dordogne en un chenal : on supprime les petites cascades, qui sont autant de filtres naturels ; la pollution mécanique détruit les poissons », affirment les défenseurs de l'environnement.

« Créer une sorte de chenal est effectivement notre intention », rétorque l'administration préfectorale. Pour stabiliser les rives, il fallait, paraît-il, opérer des travaux de dragage. Avis favorable a donc été donné à la demande de l'entreprise de travaux publics et transports de Bergerac, déposée le 22 septembre 1972. Les divers partenaires ont été saisis : mines, équipement, agriculture, commission des sites et municipalités riveraines. Aucune opposition de leur part. L'enquête a été close en décembre 1975.

Une sorte de cahier des charges a été imposé à l'entreprise : ne pas toucher au bras mort du Roc ; ne pas s'approcher à moins de 20 mètres des berges, pour ne pas détruire les frayères ; ne pas draguer durant la période estivale.

« En plus des consultations normales, nous avons demandé, début mars, au ministre de la qualité de la vie d'envoyer une commission d'experts », indique l'administration. D'autre part, un arrêté préfectoral, pris le 20 janvier 1976, a créé un syndicat des communes du Périgord noir, riveraines de la Dordogne, afin de « mettre en œuvre une politique de la rivière concertée avec les administrations concernées ».

Nombre d'opposants aux gravières ne sont pas, pour autant, satisfaits de ces explications officielles. « Il a pu y avoir des abus, reconnaît-on à la préfecture. Désormais, les conventions seront surveillées de près. Il faut voir l'aspect positif des choses. Ces granulats serviront à améliorer le réseau routier de la région. D'autre part, des mainteneurs, nous cherchons d'autres sources d'approvisionnement, et, grâce à une taxe qui payent les exploitants, des recherches de carrières vont être entreprises dans la nord du département ».

JACQUES MAHUAS.

FRANCHE-COMTÉ : travailler au vert

LE Centre international de réflexion sur le futur vient d'ouvrir, pendant trois jours, à Arc-et-Senans (Doubs), une session d'étude sur le développement économique de la Franche-Comté. Des chefs d'entreprises, des universitaires ont participé à ces journées, mais aussi un grand nombre de fonctionnaires dont, en particulier, des experts de la Délégation générale à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). Ces derniers ont fait savoir, par la voix de M. Jacques Durand, qu'ils espèrent, pour l'avenir, aussi souvent que possible, « travailler sur le terrain ».

Les responsables régionaux de l'économie retiennent, probablement de cette déclaration le sentiment que leur désir pourrait être entendu. Ils n'ont, en tout cas, pas ménagé leurs efforts pour brosser le tableau de ce qu'est la Franche-Comté et de ce qu'elle pourrait être. On dressa tout d'abord le bilan des « atouts existants » : mécanique de précision, horlogerie, automobile, chimie, lunetterie, textile et habillement, tandis qu'une autre commission s'attachait à définir les « besoins » : l'industrie du fromage, l'exploitation du bois et l'aménagement. Certes, on pourra s'étonner que les « atouts à jouer » ne soient pas les mêmes que ceux que l'on a cités.

La terminologie adoptée par les participants pour désigner les différentes commissions pourrait, en effet, donner à penser que la Franche-Comté se trouvait dans sa manche ses meilleures cartes et

trait chercher on ne sait où les atouts qu'elle n'a pas dans son jeu. La réalité est différente. En Franche-Comté, en effet, le lait, la forêt voisinent depuis longtemps avec l'industrie mécanique et l'horlogerie. On ne négligera aucune de ces cartes. En fait, le développement de l'économie régionale se trouve aujourd'hui au confluent de la plus ancienne tradition agricole et des techniques industrielles les plus avancées. Mais les entreprises, souvent familiales, sont, à quelques exceptions près — Peugeot notamment, — de petite taille, dispersées sur un territoire largement occupé par des terres agricoles. La question se pose à cet égard de savoir si les concentrations justifiées par une recherche d'efficacité ne seraient pas préjudiciables à l'animation du milieu rural.

Les participants aux journées d'étude n'ont pas répondu à cette question. En revanche, ils se sont mis d'accord pour dire que, en matière de production agricole, il contenait de dynamiser la commercialisation en s'appuyant sur des produits de qualité. La même volonté commune s'est dessinée pour repenser l'avenir de l'industrie les moyens d'assumer sa vocation micro-mécanique, tout en recherchant une diversification ou l'électronique, notamment, aurait sa place.

N'ont pas été négligées les activités qu'on pourra qualifier d'annexes, tels le tourisme, l'artisanat ou le commerce. Mais certains ont manifesté la crainte de voir la Franche-Comté devenir un réservoir à nous-travaux, une région à laquelle on ne ferait appel que pour des tâches d'exécution, alors qu'elle a fait la preuve de son esprit créatif et qu'elle dispose des moyens de former sur place ses techniciens supérieurs et ses chercheurs.

CLAUDE FABERT.

ORNE : sauver la langue

PROPOS inhabituels dans une assemblée départementale : M. Jacques Le Cornec, préfet de l'Orne, vient d'entretenir le conseil général d'un sujet qui semble lui tenir à cœur : le renouveau d'une campagne « L'Orne en français ». Un sujet, s'il est préjudiciable, ne touche pas, directement ni exclusivement, l'administration, l'économie, la structure sociale ou l'équipement du département, qui pourtant n'est pas sans les influencer par le biais notamment des activités de tourisme, de nature et de culture, qui relèvent aussi de l'art de vivre.

Le bon usage du français dans l'Orne. « Voilà, je crois, a dit le préfet, une heureuse possibilité d'action. Elle répond à un besoin de notre époque et de notre société. » Une manière de mettre l'Orne en vedette, du moins de la citer en exemple.

Parmi les raisons qui justifient cette campagne, M. Le Cornec a retenu la nécessité, largement perçue, de lutter contre la dégradation de notre langue, victime d'un double envahissement : celui du français et celui du vocabulaire d'allure scientifique, victime également du recours à des termes ou expressions isolés, incompréhensibles des non-initiés.

Il faut dire que l'administration a, dans ce domaine, sa part de responsabilité. Pour être moins évidente que les nuisances matérielles de la société industrielle, « c'est aussi, de l'avis du préfet, une pollution de la culture et de l'esprit ». M. Le Cornec a rappelé aux conseillers généraux que cette campagne s'inscrit dans la ligne des orientations gouvernementales, qu'elle s'appuie sur le décret du 7 janvier 1972 relatif à l'enrichissement de la langue française, sur une circulaire aux préfets du 23 mars dernier émanant du secrétaire d'Etat à la culture qui elle-même fait référence à des directives du président de la République.

Pour le préfet, cette campagne « L'Orne en français » paraît particulièrement bien adaptée à l'Orne,

qui est un département d'équilibre entre la ville et la campagne grâce à un réseau vivant et serré de bourgs et de petites localités, d'équilibre entre les activités agricoles, industrielles et commerciales, d'équilibre, enfin, entre le passé et l'avenir par son goût des traditions, son souci de restaurer les monuments historiques et de respecter les sites et les paysages naturels.

« S'il y a déjà, en cette matière, beaucoup d'initiatives, elles sont menées séparément par diverses instances ou associations, et il n'y a pas encore d'exemple d'une entreprise coordonnée dans le cadre géographique d'une ville ou d'un département là où justement cette coordination est possible, a indiqué M. Le Cornec. Nous serions donc les premiers à mener cette affaire en commun avec les administrations, les parlementaires, les conseillers généraux et les maires, les organismes économiques et professionnels. » Une affaire à jouer également avec les jeunes, les écoliers, les enseignants et tous ceux qui, à des degrés divers, se préoccupent de culture dans le département.

Pour lancer cette opération, il est prévu de réunir une assemblée générale, de faire appel à des personnalités qualifiées de l'Académie française, du Haut Comité de la langue française et même de la francophonie.

M. Jean Cren, maire (Centre démocrate) d'Alençon, a proposé d'accueillir cette première « table ronde » qui aboutirait à la création d'un « comité pour l'Orne en français » et, le cas échéant, à celle de groupes de travail. Cette campagne devrait démarrer vers le 15 mai, être interrompue à la fin du mois de juin, puis être reprise à l'automne et, éventuellement, l'an prochain. Si le préfet est entendu...

MARCEL VANNIER.



à Chateauroux,
nous avons la 1041^{ème} zone industrielle...
mais elle est "raccordée air."

Équiper une nouvelle zone industrielle quand on en a déjà rempli deux, ce n'est pas particulièrement original. Ce qui l'est plus par contre c'est que cette zone jouxte un aéroport accessible aux plus gros porteurs et opérationnel par tous temps de jour comme de nuit (une installation ILS, y pourvoit).

Alors, si vous souhaitez installer votre entreprise à quelques heures de vos fournisseurs et clients du monde entier, c'est à Chateauroux qu'il faut venir.



36000 Chateauroux - Tél. (05) 34.28.31
Groupe Régions de France
7, rue d'Alsace - 75008 Paris

Groupe Régions de France

CORRESPONDANCE

TRAINS COMPLETS

MALGRE les efforts qu'elle a fait pour absorber les « pointes » de trafic moment des grands départs en vacances, la S.N.C.F. ne mesure pas toujours à sa juste valeur la mission de service public qui lui a été confiée. Un de nos lecteurs, M. Jean-Yves Farinotte, de Bourges, nous a fait part de son expérience d'usager du rail :

Vendredi 16 avril, je prends en gare de Tours une navette qui assure la correspondance, en gare de Saint-Pierre-des-Corps, avec le train pour Paris. Le convoi ne démarre pas. Les voyageurs qui vont à Vierzon et à Saincaize sont invités à descendre. Le même scénario s'est déjà produit en gare de Saincaize.

Un employé avertit qu'un train supplémentaire desservant Vierzon et Saincaize va être mis à notre disposition. Il entrera en gare un quart d'heure plus tard. Il est déjà 19 h 30. En fait d'express, c'est une seule voiture attelée au plus ancien modèle qui est mise en service.

Les voyageurs montent : places assises pour quelques-uns, station debout pour la majorité ; impossible de fermer les portes et donc, de laisser partir le train pour des raisons de sécurité. Nous sommes priés de descendre.

Les voyageurs n'ont pas le droit de se plaindre. Ose-t-ils le faire, qu'un agent à 3 ou 4 étoiles leur répond que c'est à eux de prévoir le train. La S.N.C.F. de leur départ en réservant, car on ne s'attendait pas à un tel trafic. N'est-ce pas le week-end de Pâques ?

Depuis quand doit-on réserver pour être sûr d'avoir un train ? Un nouvel autorail est alors programmé : il arrive après un quart d'heure d'attente avec ses quatre voitures, qui ne seront pas de trop pour contenir tous les voyageurs. Le convoi va partir à 20 h 25, soit un retard de deux heures sur l'horaire prévu. Ne pouvait-on prévoir les nombreux départs du week-end de Pâques ? Un tel congé est traditionnel, la « montée » du trafic bien connue. Les journaux, la radio et la télévision en avaient parlé. Le train aurait dû être remplacé par un train, si ce n'est deux.

Est-il normal que nous n'ayons pas reçu davantage d'explications de la part des services intéressés ? Des excuses auraient dû nous être présentées. Au lieu de cela, ce ne furent que réponses de mauvais goût et refus de responsabilités propres à l'administration. Allez trouver mes supérieurs.

En conclusion, j'attire l'attention sur le respect dû aux voyageurs par un « service public » comme la S.N.C.F. Les agents de cette administration ne devraient pas oublier que ce sont les voyageurs qui en payant — et en payant quelquefois fort cher — le service rendu, font vivre la société nationale.

PITIÉ POUR LA MOSELLE

Après l'article de M. Jules Stofels paru dans le Monde du 14 avril sous le titre « La Moselle nucléaire », M. Justin Anséti, professeur à Thionville, nous fait part des observations suivantes :

Après l'échec de la tentative d'intégration en vue de l'installation d'une centrale commune franco-luxembourgeoise, voilà qu'on se propose de fournir à la population de Thionville et des environs non pas une, mais deux centrales nucléaires.

Les Français n'ignorent sans doute pas l'existence des grands complexes industriels qui polluent depuis un siècle une partie de notre terre lorraine. L'aménagement de ces centrales risque de priver les Lorrains de leur dernier espace vert, promis désormais à un lac artificiel et à de gigantesques tours de béton.

Le gouvernement français ne semble pas mesurer les conséquences d'une telle décision, si l'on considère que de nombreux problèmes, entre autres celui des déchets nucléaires, se trouvent résolus. La Moselle, véritable épave de Metz à Thionville, n'a qu'un faible débit ; elle rejoint à Coblenze un autre cloaque : le Rhin, qui meurt empoisonné par le déversement journalier de 300 kilos par seconde de chlorure de calcium ou de chlorure.

Sans être excessif, qu'advient-il de nous, de nos voisins européens, luxembourgeois, belges, allemands, hollandais ? Qu'advient-il de notre femme, de notre flore ?

EQUIPEMI
Region 1
Commission des élections
quel candidat po
des commission pour la Moselle

مكتبة الامم المتحدة

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Libres opinions

Les chefs d'entreprise et le code pénal

par LÉON GINGEMBRE (*)

PARMI les divers fondements proposés par la doctrine pour imputer aux chefs d'entreprise la responsabilité pénale des accidents, aucun n'a encore prévalu parce que tous impliquent — en dehors de la faute inexcusable sciemment commise par lui — une répression automatique liée à la seule qualité de chef d'entreprise, et contrairement à l'idée séculaire que la sanction pénale est nécessairement fondée sur une faute subjective du délinquant.

Le problème est identique pour imputer au chef d'entreprise la responsabilité pénale d'autres infractions commises dans l'entreprise au détriment des intérêts du public (pollution, méconnaissance des réglementations économiques, violation des lois fiscales et douanières, etc.).

La technique juridique, qui impute les faits délictueux au chef d'entreprise, sauf à retenir les exécutants comme co-auteurs ou complices, demeure donc imprécise.

En cet état incertain du droit pénal, la répression des chefs d'entreprise, après avoir été plutôt faible et inégale, est devenue surtout arbitraire en raison d'un régime juridique incomplet, inconsistant et inadéquat, ce qui est dans les deux cas inefficace.

Faible et inégale, elle servait de prétexte pour dénoncer une justice de classe et elle était méprisée.

Arbitraire, elle est supportée comme un risque d'avoir à payer des amendes et non pas reçue comme une incitation à améliorer la gestion et les conditions de travail dans l'entreprise.

Pour sortir de ce cercle vicieux, certains magistrats ont tenté d'imposer une jurisprudence, n'hésitant pas à incarcérer les patrons lors de certaines affaires récentes et retentissantes.

A cette occasion, ils ont pu recevoir la caution de certaines hautes instances judiciaires.

Ce qui constitue un arbitraire supplémentaire et ne résout en rien le problème, le faussant en tout point.

En fait une certaine attitude des magistrats avec sa coloration politique est le symptôme d'un malaise plus profond, qui, à travers la responsabilité pénale des chefs d'entreprise, traduit un phénomène de société très grave que sont la remise en cause et l'oubli progressif des raisons pour lesquelles ont été établies les libertés publiques qui sont à la base de notre démocratie, et des règles d'élaboration des codes destinées à assurer leur protection.

Il faut reprendre le problème à la base, c'est-à-dire par l'examen du processus juridique qui a conduit les magistrats à cette attitude à travers l'évolution de la jurisprudence depuis le code pénal de 1810, et qui a conduit le législateur à admettre des règles d'élaboration des codes de droit qui n'étaient pas conformes à la mission du pouvoir législatif.

Le code pénal français était basé sur deux principes : Premièrement, il réprimait ce que quiconque soit responsable pour le fait d'autrui et puni pour la faute d'autrui.

Or aujourd'hui la jurisprudence de la Cour de cassation tend à une interprétation de plus en plus extensive des textes, dans le but de parvenir à une répression très sévère des chefs d'entreprise. Sans doute par cette jurisprudence, la Cour de cassation a-t-elle voulu alerter l'opinion publique et la sensibiliser ; il est inadmissible cependant que cela se réalise au détriment des chefs d'entreprise, sans que la responsabilité de ceux-ci soit appréciée sur un plan personnel en vertu des principes de la responsabilité personnelle en matière pénale.

Deuxièmement, comme les autres droits tels que le droit administratif et le droit fiscal, le droit pénal est établi comme un frein à l'exercice de l'autorité de l'Etat sur ses citoyens et comme une garantie offerte aux citoyens contre la répression pénale dans le cadre général des libertés publiques.

Malheureusement, il y a eu un fractionnement du droit pénal qui s'est éparpillé dans des textes d'inspiration variée : codes du travail, des impôts, des douanes, de la Sécurité sociale, etc., dont la plupart ont résulté de projets établis sous forme de textes réglementaires par les administrations pour leurs besoins et ont été entérinés comme tels par les gouvernements sans que les parlementaires pussent intervenir, puisque le pouvoir réglementaire échappe au contrôle du pouvoir législatif.

Donc le danger d'arbitraire, qui découlait de l'incertitude de la doctrine quant au fondement juridique à donner à la culpabilité du chef d'entreprise, a été aggravé par le fait que la majeure partie de la codification répressive française s'est faite en dehors du code pénal par des réglementations qui se sont proclamées autonomes les unes par rapport aux autres, et qui ont permis d'ériger en lois, par des processus parallèles, mais tous technocratiques, les habitudes de pensée et les *a priori* des diverses administrations.

Il y a maintenant un droit pénal social qui apparaît comme un véritable droit pénal spécial doté de mécanismes propres et qui se veut autonome par rapport aux principes généraux du droit pénal. Le droit pénal social élaboré sans le contrôle des élus du peuple ignore les moyens réels du chef d'entreprise pour faire respecter les consignes de sécurité face aux consignes syndicales, et le chef d'entreprise est devenu un otage pénal de son personnel.

Il est question cette année au Parlement de réviser entièrement la question du fondement des libertés publiques de façon à redéfinir le « vouloir-vivre » commun des Français et — selon les termes de la proposition de M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux — à redonner les mots « liberté » et « égalité » qui sont au fronton de nos édifices.

Les fils de la démocratie libérale devraient se réjouir que l'on cherche à redéfinir les principes généraux du droit des libertés publiques.

Un tel travail devrait restaurer normalement la protection du droit pénal général.

Malheureusement, on parle beaucoup de donner comme finalité nouvelle à nos libertés publiques, la défense du citoyen contre les contraintes de la vie moderne en la substituant à la défense du citoyen contre les empiètements de l'Etat.

Par contraintes de la vie moderne, on entend surtout les contraintes de la vie économique et du progrès technique dont les entreprises sont — qu'elles le veulent ou non — les courroies de transmission.

Il est donc à craindre qu'une nouvelle finalité des libertés publiques soit bien difficile à définir, qu'elle détourne l'attention de l'oppression exercée par les administrations, les technocrates et les détenteurs de droits acquis, et qu'elle désigne comme ennemis des libertés ceux qui se prêtent le mieux à la jalousie des autres catégories socio-professionnelles : les chefs d'entreprise.

Ce sont pourtant les entrepreneurs qui réalisent les investissements par lesquels se transforme notre cadre de vie.

Symboles des mutations économiques, symboles de ceux qui sont payés pour prendre des risques, boucs émissaires de la société de consommation ils seraient les premiers en accusation si le fondement des libertés publiques était mis en question et si les citoyens se mettaient à chercher comment se punir de la société qu'ils se sont donnée.

(*) Président de la C.G.P.M.E. (Confédération générale des petites et moyennes entreprises).

● « Trois jours pour la planète. » A l'initiative de France-Culture, vingt-cinq personnalités internationales se réuniront à Paris les 13, 14 et 15 mai prochains pour débattre au Studio-Canal des problèmes de l'évolution des relations entre pays occidentaux et nations en voie

de développement. Notons parmi les participants M.M. Abdessalam Boerrma, Mc Bride, Cheryson, Chonohol, Dumont, Eevit, Foligno, Gimenez, Heykal, Khané, Levinson, Libdom, de Lipkowitz, M'Bow, Myrdal, Mozsov, Netto, Noulra, Péccei, Pizar, Rostow, Soarés, Thorm.

CONDITIONS DE TRAVAIL

M. Lionel Stoléru annonce

L'installation de cabines téléphoniques à proximité des chaînes de montage

Près de deux cents cabines téléphoniques seront installées dans les semaines qui viennent. Le long des chaînes de montage dans les entreprises, a annoncé M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé de la condition des travailleurs manuels, au cours d'un voyage-enquête dans le Nord. Une première cabine était en cours d'installation, mardi 11 mai, à l'usine Renault de Douai, dans une salle de repos réservée aux ouvriers.

L'employé de bureau, a expliqué M. Stoléru, peut au cours de son travail garder, grâce au téléphone, le contact avec l'extérieur, voire avec sa famille. Cela n'est pas possible pour l'ouvrier de la grande usine. La coupure avec l'extérieur est totale. Progressivement, certains travailleurs manuels pourront donc téléphoner à l'extérieur et il faudra bien, a ajouté le secrétaire d'Etat, trouver les moyens de libérer de temps en temps les ouvriers de la chaîne pour quelques minutes.

L'initiative très « libérale » de M. Stoléru, qui a précisé qu'il s'agit d'un « point de détail », ne peut être efficace qu'à plusieurs conditions : pour qu'un ouvrier

puisse s'absenter d'une chaîne, en fait, faut-il que le nombre des « remplaçants » capables de prendre la place de l'« enchaîné » soit suffisant. Dans telle firme française, il existe un remplaçant pour deux, alors qu'à l'étranger, notamment chez Fiat, les remplaçants sont beaucoup plus nombreux. Et si la « ligne de montage » peut effectivement être libérée, encore faut-il qu'elle le soit par le biais d'un système de remplacement des chaînes : les deux cents cabines annoncées par M. Stoléru sont à rapprocher du nombre de salariés travaillant à la chaîne, environ trois cent mille, soit une cabine pour mille cinq cents personnes. La formule la plus audacieuse ne consisterait-elle pas à casser la chaîne ?

Généraliser le temps de pause

Tirant les conséquences d'une étude récente sur le travail des femmes (le Monde du 2 avril), le Comité du travail féminin, constatant qu'un pourcentage croissant de femmes est employé à des tâches pénibles ou monotoniques dans l'industrie ou le commerce, suggère, dans un rapport publié le lundi 10 mai, diverses mesures destinées à améliorer la condition des salariées. Ce rapport propose notamment de généraliser le temps de pause pour un grand nombre de postes provoquant une fatigue physique, nerveuse ou visuelle, l'arrêt des machines pendant ces pauses et l'aménagement d'un lieu de repos à proximité.

D'autres améliorations sont souhaitées, à propos des horaires de travail et des conditions d'hygiène : garanties de primes de nuit et élimination de toutes pressions sur le personnel pour l'inciter à faire des « nocturnes » ; interdiction aux femmes enceintes de manipuler des produits toxiques, réduction de leur temps de travail et possibilités pour celles-ci, à partir du cinquième mois de grossesse, d'être rémunérées à l'heure et non au rendement, avec maintien du salaire antérieur.

La commission, qui a rédigé ce rapport sous la présidence de Mme Madeleine Guibet, du C.N.F., s'est opposée à la publication de statistiques tronquées et s'oppose particulièrement à l'incorporation des congés de maternité dans les statistiques sur l'absentéisme féminin.

Une réalité : la P.M.I.

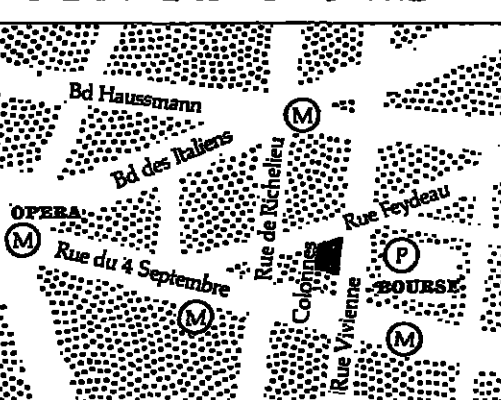
Un livre qui fait le point sur la petite et moyenne industrie

par Daniel Gaubart

Président du Syndicat National des P.M.I., Président de la Section Industrie et Commerce du Conseil Economique et Social.

En vente au prix de 30 F.T.T.C. au S.N.P.M.I., 63 av. de Villiers, 75017 Tél. 766.25.23.

BUREAUX EN LOCATION A LA BOURSE



6, rue des Colonnes

Vous serez au cœur de la cité financière. Vous pourrez louer des petites surfaces, à partir de 120 m². Les bureaux sont de vrais bureaux, bien séparés, fonctionnels.

L'immeuble qui les abrite est prestigieux. Il a été rénové avec soin. Les trois façades sont largement exposées à la lumière. L'aménagement intérieur est à l'image de l'immeuble, luxueux comme en témoigne la décoration du hall d'entrée et très complet (un détail : le téléphone de sécurité dans l'ascenseur).

Pour tous renseignements, téléphonez à UFFI :

522.12.00



UFFI TRANSACTIONS
37, rue de Rome
75008 Paris
522.31.72

AFFAIRES

La Commission des opérations de Bourse veut assurer l'égalité de tous dans les transactions

Dans son huitième rapport annuel, présenté par son président, M. Jean Donnedieu de Vabres, la Commission des opérations de Bourse (COB) a fait le point de son activité en 1975, rappelant les deux grands objectifs qu'elle poursuit : assurer l'égalité de tous dans les transactions et améliorer la qualité de l'information.

Sur le premier point, elle a continué d'exercer son contrôle sur le fonctionnement du marché boursier en vue de faire obstacle aux transactions faites à partir d'informations privilégiées, soit par des dirigeants d'entreprises disposant d'éléments non connus du public, soit par des professionnels de la Bourse utilisant les indications qu'ils peuvent tirer de leurs fonctions d'intermédiaires : trois-ou quatre enquêtes ont été décidées. Trois d'entre elles ont fait apparaître que les marchés de certaines valeurs, entièrement contrôlés par leurs actionnaires, étaient privés de signification réelle. Des mesures ont été prises : simples avertissements, sanctions professionnelles ou sanctions judiciaires.

La Commission étudie, enfin, le problème des relations entre les entreprises et la presse économique et financière, insiste sur la règle de la séparation formelle entre textes rédactionnels et insertions publicitaires, et préconise une connaissance complète de l'audience des supports et leur spécificité socio-professionnelle, se déclarant prête à en discuter avec les organes de presse.

Les établissements Roffo en règlement judiciaire

Un jugement du tribunal de commerce de Versailles, en date du 4 mai, a prononcé le règlement judiciaire des établissements Roffo. M. Jean-Louis Hadengue, avocat au barreau de Versailles, a été nommé syndic.

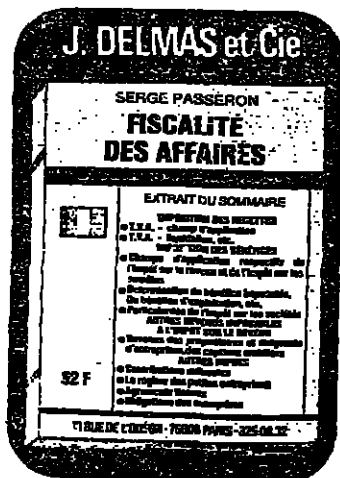
Le 9 décembre, le même tribunal avait déjà décidé la liquidation des biens de la société Hortmann. Ces deux entreprises appartenaient à ce que l'on avait coutume d'appeler le groupe de M. Akesson.

M. Bertil Akesson, ancien attaché de l'ambassade de Suède à Paris, s'était fait une spécialité : le rachet d'entreprises moyennes en difficultés (le Monde du 18 novembre 1975). Il voulait constituer un conglomérat à la française. Entre 1971 et 1974, il prit ainsi le contrôle successivement de Roffo (spécialisée dans la machinerie agricole), de Portejoie, Brunet et Lavand (pièces de rechange pour le matériel agricole), des Moteurs Duvant, des spécialités C.D. (transformation de matière plastique). Il acquit également 30,5 % du capital des établissements Hortmann, un important constructeur de machines-outils.

En avril 1975, M. Akesson se proposait de sauver l'usine Garnier, de Redon, spécialisée elle aussi dans la machinerie agricole. Son « dynamisme » séduisit les autorités, tandis que sa « brutalité » suscita de vives réactions chez les travailleurs de l'entreprise. Son plan de redressement, sera finalement accepté : cent trente-six salariés restent sur le carreau. Aujourd'hui, ce sont tous les salariés du groupe qui sont menacés dans leur

LE DOSSIER DU TELEPHONE A L'ELYSEE

Le président de la République prendra le jeudi 13 mai à 10 heures, une réunion consacrée à la politique industrielle des télécommunications. M. Jacques Chirac, premier ministre, M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la Recherche, M. Raymond Barre, ministre du Commerce extérieur, et M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., cherchent à surmonter les divergences qui subsistent entre les propositions techniques et industrielles du secrétaire d'Etat aux P.T.T. et celles du ministre de l'Industrie et de la Recherche.



HOECHST VA RÉORGANISER SES ACTIVITÉS EN FRANCE

Hoechst-France va regrouper à l'automne une bonne partie des intérêts français du numéro mondial de la chimie. Hoechst effectuera par absorption des sociétés entièrement contrôlées par le groupe. Deux sont à caractère industriel : Nobel, Hoechst Chimie (produits minéraux, auxiliaires, tensio-actifs, chimie fine et résines, dispersions) et Syn-tova Vianova France (résine synthétique) ; trois autres ont un caractère commercial : Kalle France (fils et feuilles plastiques pré-sensibilisés pour impression offset), Kalle Infotec (photocopies, télécopieurs, machines à écrire à mémoire) et Riodel de Haen (produits chimiques et de laboratoires).

L'objectif de ce regroupement, qui donnera naissance à cinq nouvelles divisions correspondant aux différents secteurs d'activité, vise à centraliser les pouvoirs de décision et à faciliter les investissements futurs auxquels Hoechst France envisage de procéder, afin de porter de 40 % à 50 % la part de son chiffre d'affaires (1 000 millions de francs en 1975) réalisée à partir de ses usines françaises.



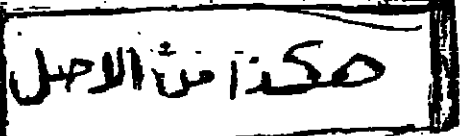
A LOUER BOULEVARD MONTPARNAISE 1.300M² DIVISIBLES

Vous recherchez des locaux fonctionnels. Bien entendu, vous désirez un bail 3-9 ans, dans un quartier d'affaires agréable de Paris. Pour des raisons d'efficacité et de prestige, seul un immeuble moderne peut répondre à vos attentes.

Nous vous offrons la possibilité de louer 1.300 m² de bureaux divisibles en 6 étages de 150 à 225 m² chacun. Nos bureaux sont équipés de climatisation, de salles de conférences à chaque étage.

L'immeuble possède : un restaurant d'entreprise, un service et de nombreux parkings.

Pour tous renseignements complémentaires, adressez-vous à la Société UNIGRANS - Tél. 723.53.13 - Poste 331



LE CLIGNOTANT DE NAIROBI.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE
 - PORTUGAL : les rapatriés posent un difficile problème au gouvernement.
4. AMÉRIQUES
 - « Orages sur la Jamaïque » (11), par A.-M. Carron.
5. AFRIQUE
 - A la conférence franco-africaine, un accord se dégage sur des mesures d'aide aux pays défavorisés ou enclavés.
- 6-7. ASIE
 - « Remise en ordre au Bangladesh » (11), par Gérard Vivante.
7. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : la Luce aurait posé des conditions pour reconnaître la validité de l'élection de M. Sarkis.
8. DIPLOMATIE
 - Une controverse : « Si le président démissionnaire est réélu », par R.-G. Schwarzenberg et G. Vedel.
11. RELIGION
 - La formation des catéchistes.
12. L'ÉVÈNEMENT
 - Les forces armées françaises en 1976.
13. CATASTROPHES
 - Après le tremblement de terre en Italie du Nord.
- 14-15. ÉDUCATION
 - La situation dans les universités.
 - Le VII^e Plan prévoit une réduction des crédits.
16. JUSTICE
 - La situation dans les universités.
18. SPORTS

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

- PAGES 19 A 23
- A propos de l'expédition sur Ramon II : Un nouveau roman des mondes.
 - Les deux hémisphères du cerveau : gauche contre droite.
 - Les microprocesseurs : la revanche des quinquillères.

22. ACTUALITÉ MÉDICALE
 - Bien naître en 1976.
- 24-25. ARTS ET SPECTACLES
 - EXPOSITIONS : la Défense de Mat.
34. LES RÉGIONS
 - Trois manières d'apprécier la qualité de la vie : Dordogne, Franche-Comté, Orne.
35. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - PARIS : la préparation des élections municipales : au point de vue de Georges Messia.
- 35 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - CONJONCTURE : prévisions du C.N.P.F. et des économistes d'entreprises.

LIRE ÉGALÉMENT

- RADIO-TELEVISION (26)
- Annouces classées (27 à 33) ; Annonces (28) ; Carrel (29) ; « Journal officiel » (30) ; Micrologie (31) ; Mots croisés (32) ; Poésie (33).

Tunisie

De vraies vacances tunisiennes à MADHIA, à l'hôtel des SABLES D'OR 2 semaines Paris/Paris en pension complète à partir de 1450 F par personne.

GRANDES VACANCES

1, rue du Louvre, Paris 1^{er} Tél. 260.34.35 (métro Louvre)

3^e SEMAINE GRATUITE pour les départs du 7 juin et 22 août

SHOP PHOTO MONTFARNASSE

33, rue de Col-Marché - PARIS-14^e qui vient d'ouvrir récemment ses portes, vous attend de Mardi au Samedi de 10 h à 19 h 30 sans interruption, également ouvert le lundi de 13 h à 19 h 30. Nourture le Mardi, jusqu'à 22 h.

Le numéro du « Monde » daté 11 mai 1976 a été tiré à 610 502 exemplaires.

A B C E F G H

Les ventes d'or du F.M.I. au centre des entretiens de Bâle

Alors que les gouverneurs de banques centrales continuent leurs entretiens mensuels à Bâle, le marché des changes est particulièrement calme ce mardi matin. Le lire italienne se tient sur les positions nettement plus fermes qu'elle a gagnées la veille. Le dollar vaut 835 liras, ce qui correspond à Paris à un cours de 5,60 francs français pour 100 liras. On remarque également la fermeté du franc français : le dollar cote à Paris 4,68 francs français et le deutschemark entre 1,8380 et 1,84 francs français.

Pas de changement non plus sur le prix de l'or (aux alentours de 128 dollars l'once). Les prochaines ventes de métal précieux par le Fonds monétaire ont fait l'objet de principales discussions de la réunion de Bâle, à laquelle n'assistaient pas le directeur général du Fonds monétaire, M. Johannes Witteveen. Celui-ci, disait-on à Bâle, voulait marquer par son absence qu'il n'approuvait pas l'accord (formulé, on le sait, en termes fort ambigus) en vertu duquel la Banque des règlements internationaux pourra se porter acheteur aux adjudications du F.M.I., ces achats étant faits en réalité pour le compte de telle ou telle banque centrale. Les scrupules juridiques de M. Witteveen mériteraient plus de considération si le Fonds monétaire, depuis plusieurs années, n'avait constamment « fermé les yeux », sur les violations les plus manifestes de ses statuts (non seulement il n'a jamais protesté, mais en réalité il a encouragé les plus graves de ces violations dont la plus évidente est le flottement des monnaies...).

Toutes les informations concernant les discussions entre gouverneurs à Bâle doivent être prises avec beaucoup de précautions, comme l'expérience passée l'a montré à plus d'une occasion. Selon une dépêche de l'A.F.P., elle-même très prudente, les banques centrales désireuses éventuellement de se porter acquéreuses seraient « la Banque de France, la Banque de Belgique, la Banque des Pays-Bas, peut-être la Banque d'Italie, et sûrement la Banque nationale suisse ». Il est, en effet, à peu près certain que la Banque de France et la Banque nationale suisse soumissionneront aux prochaines enchères ; pour les autres on ne possède aucune information. Les achats de la Banque d'Italie dans les circonstances actuelles paraissent fort invraisemblables, mais on ne sait jamais.

Selon la même dépêche de l'A.F.P., le prix auquel les banques centrales seraient prêtes à acquiescer de l'or (par le biais de la B.R.I. ou d'un autre agent...) se situerait « dans une fourchette comprise entre 110 et 140 dollars l'once ». Cette fourchette est suffisamment large pour qu'on puisse penser qu'effectivement le prix retenu s'établira entre ces deux limites.

F. F.

● Un attentat à l'explosif a été commis au cours de la nuit du 10 au 11 mai, à Nîmes, contre le garage de l'Europe, représentant la marque allemande de voitures Mercedes. La charge, déposée devant la vitrine, a fait voler celle-ci en éclats et provoqué des dégâts aux voitures qui y étaient exposées. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Aux assises de Paris

JUGER LE DIABLE

« Vous croyez-vous donc assez forts pour juger le diable ? » Debut face à ses juges, Daniel Thomas, brisé, dès le premier échange, le dialogue « compréhensif » que le président Petit lui proposait d'engager. Et tout au long de ces cinq heures d'audience, il n'en dira guère plus, ressassant seulement les mille et un phantasmes de son délire paranoïaque.

Cet homme que l'on jugeait, lundi 10 mai devant les assises de Paris, était-il à sa vraie place ? Sans aucun doute, d'après ceux qui n'auront retenu que l'interminable énoncé de ses crimes — vols, viols, meurtres — et restèrent acablés par l'avalanche de détails morbides. Pour eux, le reste — un discours incohérent, des appels incessants à une justice divine et à la délivrance par la mort — n'est que folie feinte, comédie ou plan de défense.

Comment, pourtant, ne pas être troublé ? Thomas, la « bête humaine », le « tueur satanique » (avec lui, les spécialistes de manchettes alléchantes n'ont eu que l'embaras du choix), provoque d'embellie ceux qui dédoreront de son sort. Aux jurés murés dans la silence, au président qui aimait comprendre, il lance d'un ton calme et résolu : « Vous avez de quoi me couper vingt fois la tête. Que vous fassiez de plus ? »

Malgré l'obstination d'un accusé indifférent à la justice des hommes, M. Charles Petit, « par devoir », entreprend de ramener le temps. Lent et pénible retour vers une enfance sans tendresse, une adolescence sans passion qui mène, dira Thomas lui-même, aux « antichambres de la folie ». Plus tard, la vie ne sera plus qu'une spirale sans fin — « petit boulot, petit tartin, emprisonnement, vols, agressions... »

Les experts psychiatres qui, par trois fois, ont examiné l'accusé, viendront dire, ce mardi 11 mai, ce qu'ils ont découvert de sa personnalité. Sans plus de résultats : Thomas « n'aime pas les avocats ». Il est, a-t-il dit, commis d'office par le bâtonnier, et a prévenu le dernier, désigné par le président de la cour, qu'il n'avait pas besoin de lui.

Les experts psychiatres qui, par trois fois, ont examiné l'accusé, viendront dire, ce mardi 11 mai, ce qu'ils ont découvert de sa personnalité. Sans plus de résultats : Thomas « n'aime pas les avocats ». Il est, a-t-il dit, commis d'office par le bâtonnier, et a prévenu le dernier, désigné par le président de la cour, qu'il n'avait pas besoin de lui.

Les experts psychiatres qui, par trois fois, ont examiné l'accusé, viendront dire, ce mardi 11 mai, ce qu'ils ont découvert de sa personnalité. Sans plus de résultats : Thomas « n'aime pas les avocats ». Il est, a-t-il dit, commis d'office par le bâtonnier, et a prévenu le dernier, désigné par le président de la cour, qu'il n'avait pas besoin de lui.

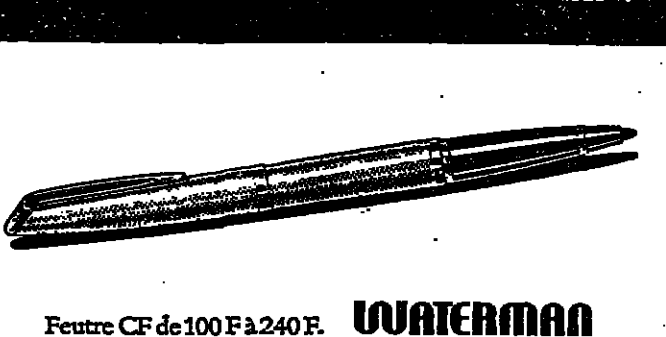
Islande sauvage

A pied et en véhicule tous terrains, découvrez les paysages pittoresques et les canyons glacés d'une nature préservée. Prix 6 200 FF - 10 jours - 10 participants - 17 juin.

EXPLORATOR

16, place de la Madeleine 75002 Paris - Tél. 266.69.22 - Documentation sur demande

PRATIQUE COMME UN FEUTRE. BEAU COMME UN WATERMAN.



Feutre CF de 100 F à 240 F. WATERMAN

Enlevé dans le 16^e arrondissement

LE DIRECTEUR D'UNE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA VILLE DE PARIS EST RETROUVÉ PEU APRÈS PLACE DE LA CONCORDE

Le directeur général de la Société anonyme de gestion immobilière (SAGI), M. Philippe Charvry, a été enlevé ce mardi 11 mai en début de matinée, devant son domicile, dans le seizième arrondissement, à Paris, et retrouvé une demi-heure plus tard ligoté et bâillonné dans une camionnette stationnée place de la Concorde.

M. Charvry, 43 ans, 43, rue de la Concorde, 34, avenue du Président-Wilson, peut se rendre à son bureau, lorsque plusieurs hommes le poussèrent de force dans une Estafette garée à proximité. Deux témoins de l'enlèvement alertèrent aussitôt la police, qui devait retrouver le véhicule une demi-heure plus tard place de la Concorde. A l'intérieur du véhicule gisait M. Charvry, ligoté et bâillonné. Légèrement traumatisé, il a aussitôt été conduit à l'hôpital Bichat pour y recevoir des soins.

Le directeur général de la SAGI — filiale de l'immobilière de construction de Paris, et de la Ville de Paris, dont il gère certains immeubles, — a pu expliquer les raisons de son enlèvement. La brigade criminelle de la police judiciaire a été chargée de l'enquête.

DANS SON RAPPORT POUR 1975

Le médiateur critique la « lenteur » et la « rigidité » de l'administration

Le rapport du médiateur pour l'année 1975, présenté lundi 10 mai à la presse par M. Aimé Paquet, nommé à ce poste en juin 1974 en remplacement de M. Antoine Pinay, dresse un bilan constructif des activités de l'institution, créée en janvier 1973. L'augmentation sensible des dossiers soumis au médiateur (qui ne peut être saisi que par des parlementaires) témoigne d'une incontestable vitalité (Le Monde du 4 mai). Cependant, sur les 3041 affaires « terminées » en 1975, 45 % ont été déclarées irrécouvrables et 59 % des affaires jugées recevables ont fait l'objet d'un rejet : 245 réclamations ont été satisfaites, 168 l'ont été partiellement.

L'irrecevabilité ou le rejet ne sont pas toujours à imputer au réclamant, estime M. Paquet, mais aussi souvent au parlementaire, qui accepte de transmettre un dossier dont il sait pertinemment qu'il ne pourra lui être donné suite. 60 % des dossiers sont traités, en moyenne, en quatre mois, mais il est arrivé qu'une affaire dure jusqu'à dix-huit mois, en raison des réticences de l'administration.

Les cas les plus nombreux ne sont apparus que « ni une cause durable dans le mauvais fonctionnement d'un service ni une défectuosité de la règle appliquée dans l'espèce ». Ils peuvent aboutir soit au déblocage d'un dossier

en souffrance, soit au redressement d'une erreur de l'administration, soit encore à un « assouplissement de son attitude ». Pas plus que les années précédentes, le médiateur n'a été amené à engager des poursuites contre des agents publics, ni à émettre des « rapports spéciaux », comme la loi l'y autorise.

La « lenteur » et la « rigidité » de l'administration sont, selon M. Paquet, les principales critiques qui peuvent lui être adressées. Les organismes de sécurité sociale et notamment le record de lenteur, mais ce défaut n'en apparaît pas moins comme un « phénomène général ». Quant à la rigidité, elle se manifeste sous trois manières : l'administration interprète les textes applicables de façon restrictive ; elle apprécie les circonstances de l'affaire de façon trop rigoureuse ; tout en réglant correctement le cas, son manque de souplesse « aboutit à une inégalité ».

Le médiateur a obtenu divers aménagements dans le fonctionnement de certains services, et se félicite que certaines de ses propositions de réforme aient été sanctionnées par un texte réglementaire ou même par une loi, notamment en matière sociale et fiscale, et dans le droit de l'équipement.

M. Paquet a rappelé qu'un projet de loi étendant les pouvoirs du médiateur a été adopté par le Sénat et est actuellement soumis à l'examen de l'Assemblée nationale (Le Monde du 4 octobre 1975). Il s'est toutefois déclaré hostile à l'idée que l'institution puisse être directement saisie par des particuliers : « Cela aurait quelque chose comme trente mille affaires à traiter par an, à-t-il dit, cela ne saurait pas fonctionner ».

M. Paquet a proposé qu'un texte de loi organise l'accès des administrés à l'information.

● M. Valéry Giscard d'Estaing devait recevoir mardi 11 mai, en fin d'après-midi, les membres de la Cour de justice des Communautés européennes, que préside, depuis 1967, M. Robert Lecourt, ancien ministre.

Dans les universités

LA POLICE INTERVIENT A NANTES ET A MONTPELLIER

Ce mardi matin, peu après 10 heures, la police est intervenue à la faculté de droit de Nantes, à la demande du président de l'université. Malgré un contrôle des cartes effectué par le président lui-même et plusieurs enseignants de l'Union nationale inter-universitaire, l'entrée de l'amphithéâtre des grévistes ont interrompu un cours. Une heure plus tôt, des grévistes avaient déjà pénétré dans l'amphithéâtre et la faculté a été fermée par la police. Le président avait été frappé.

Les policiers sont entrés dans la salle et ont fait évacuer celle-ci. Une violente dispute a éclaté entre le président et le directeur de l'U.N.I.U. de droit, qui est intervenu pour faire relâcher des étudiants interpellés par les policiers sur invitation du président. Les enseignants du Syndicat national de l'enseignement supérieur se sont mis en grève et la faculté a été fermée par le président.

La police est intervenue aussi, à 5 heures du matin, à l'université des sciences et techniques de Languec (Montpellier-III), à la demande de son président, M. Jacques Rouzaud, pour faire évacuer une cinquantaine d'étudiants en grève, qui occupaient un local d'imprimerie et se seraient livrés à des déprédations. Les étudiants interpellés ont été relâchés après vérification d'identité.

(Lire nos informations page 15.)

● A la suite de l'incendie qui a détruit partiellement une résidence de la ville de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon (Le Monde du 11 mai), le secrétariat d'Etat aux universités annonce qu'il a pris des mesures pour assurer la remise en état des locaux dans les meilleurs délais. Le recteur de l'académie doit reloger les étudiants sinistrés dans les meilleures conditions possibles. Une allocation de premier secours d'un montant de 2 000 francs, prise sur le fonds de solidarité universitaire, doit être versée à partir de ce mardi 11 mai aux sinistrés.

Au Collège de France

M. ROLAND BARTHES OCCUPERA LA CHAIRE DE SEMIOLOGIE LITTÉRAIRE

M. Roland Barthes occupera, à la fin de l'année 1976, la chaire de sémiologie littéraire au Collège de France, créée par arrêté, publié au Journal officiel du 3 février 1976.

L'assemblée des professeurs du Collège de France s'est en effet prononcée, le 14 mars, en faveur de M. Roland Barthes, et sa candidature a été transmise au secrétaire d'Etat aux universités. Celui-ci a consulté l'académie des sciences morales et politiques, qui vient à son tour de se déclarer favorable à l'écrivain et critique. Un décret doit officialiser cette nomination.

(Né à Charbourg en 1915, M. Roland Barthes a été professeur de lettres à Biarritz et à Paris. A partir de 1947, il a publié des chroniques littéraires dans le Journal du Combat. En 1960, il est entré à l'école pratique des hautes études. Avec son premier essai, le Degré zéro de l'écriture (1953), il a fait connaître comme le champion de la nouvelle critique littéraire, qui prenait appui sur diverses sciences, notamment la psychanalyse et la linguistique. Après un Michelet par lui-même (1964), Barthes a publié Mythologies en 1957 et a travaillé, avec ce livre portant sur les mythes de la modernité, un public plus vaste que celui des spécialistes de littérature. Auparavant, il avait écrit sur Barthes (1963), des Essais critiques (1964), Elements de sémiologie (1965), Critique et Vérité (1966), Système de la mode (1967), Le Plaisir du Texte (1973) et un Barthes, par Roland Barthes (1975).)

NICOLL

« le franglais » way of life.

Ce costume deux pièces en pied de poule noir et blanc est une exclusivité NICOLL. Le veston est droit à deux boutons ; la fente médiane, les revers classiques. Il existe également en Prince de Galles. Deux versions qui convaincront tous ceux qui ont horreur du dandysme de pacotille.



NICOLL 29 RUE TRONCHET/PARIS 8^e

مكتبة الامم المتحدة